

# Controverses et Prospective Livret 3

Projet du SRADDT / Conseil Régional du 19 décembre 2008



Schéma Régional d'Aménagement  
et de Développement Durable du Territoire  
Ensemble, construisons le nouveau Languedoc-Roussillon





**F**ace au potentiel de la région Languedoc-Roussillon et aux enjeux du XXI<sup>ème</sup> siècle, le président **Georges FRÊCHE** a lancé une démarche prospective et participative sur le territoire régional à horizon 2030. La Région est accompagnée par le bureau d'études **ACADIE** pour l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire.

Ce document « Controverses et Prospective » constitue le Livret 3 du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire. Sur la base de l'Atlas du territoire présenté dans le Livret 2, **la Région a pris le parti de poser les questions clés de l'avenir du Languedoc-Roussillon** dans trois grands domaines : le rapport nature/société, le rapport économie/solidarités, et l'organisation de l'espace régional :

- > **Comment concilier attractivité et préservation de la biodiversité ?**
- > **Comment concilier croissance économique et développement social ?**
- > **Comment concilier cohésion des territoires et compétitivité de la région ?**

Ces trois questions sont formulées sous forme de controverses parce que le Languedoc-Roussillon est soumis à de très fortes tensions qui se répercutent sur le rapport nature/société, le rapport économie/solidarités et l'organisation de l'espace.

Dans la mesure où la convergence de ces couples d'objectifs ne va pas de soi, il faut trouver le moyen de les concilier. Or c'est sur la manière de mettre en œuvre les moyens permettant cette conciliation qu'il y a débat : deux options stratégiques radicalement différentes existent à chaque fois. La Région Languedoc Roussillon a donc souhaité organiser le débat non pas autour des futurs possibles, mais bien autour des stratégies régionales qui doivent être construites pour parvenir au futur souhaitable. Pour cela, il a fallu choisir où placer le curseur entre ces options stratégiques.

Les choix stratégiques ont été effectués à la lumière d'éléments de diagnostic, d'un état des lieux des politiques publiques actuelles, et d'éléments de prospective qui éclaireront les évolutions économiques, écologiques et sociologiques probables à l'horizon des 20 prochaines années.

## Sommaire

### Nature et société :

comment concilier attractivité et préservation de la biodiversité ..... p. 5

### Économie et solidarités :

comment concilier croissance économique et développement social ? ..... p. 23

### Espace régional :

comment concilier cohésion des territoires et compétitivité de la région ? ... p. 38

Éléments de prospective ..... p. 59



## **Nature et Société**

Comment concilier attractivité  
et préservation de la biodiversité ?



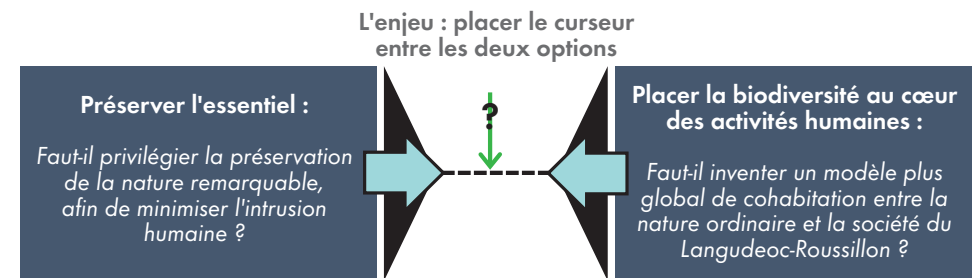
# Nature et Société

## Un horizon souhaitable, plusieurs chemins possibles

Chacun peut s'accorder sur l'horizon souhaitable pour la région : le modèle de rapport entre nature et société doit à la fois être compatible avec la préservation de la biodiversité, et avec le maintien de l'attractivité du territoire et de la qualité de vie des habitants :

- > **La biodiversité** (faune, flore, écosystèmes et diversité paysagère) peut être considérée comme un indicateur intégrant l'état des différentes composantes de l'environnement régional : la biodiversité dépend en effet de la qualité de l'eau, de la qualité de l'air, de la qualité et des usages du sol, du rythme de l'urbanisation, du climat...
- > **L'attractivité régionale** réfère à la capacité du territoire à attirer et à maintenir, pour une période courte ou indéfinie, des entreprises et des populations diverses : population établie, population attendue, touristes, étudiants, chercheurs... Cette attractivité participe du dynamisme de la région, mais peut également générer des impacts négatifs sur l'environnement (accélération de l'artificialisation du territoire, consommation d'énergie, déchets, ...)

La convergence de ces objectifs de préservation de la biodiversité et de maintien de l'attractivité ne va pas de soi. Ils entretiennent effectivement des relations à double sens : l'attractivité peut nuire à la biodiversité, mais la biodiversité est nécessaire au maintien de l'attractivité régionale, fondée notamment sur la qualité de l'environnement. Il faut donc trouver le moyen de concilier ces deux objectifs. Or c'est sur la manière de mettre en œuvre les moyens permettant cette conciliation qu'il y a débat : deux grands principes différents existent :



La Région Languedoc-Roussillon souhaite donc organiser le débat non pas autour des futurs possibles, mais bien autour des stratégies régionales qui doivent être construites pour parvenir au futur souhaitable. Il s'agit donc ici d'exposer les termes du débat, et de fournir le matériau pour en débattre : les options stratégiques exposées peuvent être évaluées à la lumière d'éléments de diagnostic, des politiques publiques actuelles, et d'éléments de prospective.

# Les termes du débat

Pour concilier attractivité et préservation de la biodiversité, deux options stratégiques différentes existent. L'enjeu est de placer le curseur entre ces deux options.

## Préserver l'essentiel

Cette option part du postulat que le capital nature constitue le principal facteur d'attractivité du territoire, mais qu'il est en permanence menacé par cette même attractivité. Comme on ne peut pas limiter le développement de l'emprise humaine sur le sol, le paysage et les ressources naturelles de la région, il faut préserver l'essentiel, c'est-à-dire les principaux symboles de cette biodiversité : grands sites prestigieux, espaces naturels particulièrement fragiles et espèces emblématiques.

Cette option se fonde sur diverses observations, qui montrent que la cohabitation nature/société, dans le modèle de développement actuel, se fait toujours au détriment de la première. Dès lors, **dans certaines zones bien identifiées et à forts enjeux écologiques**, on applique des **dispositions réglementaires fortes** (de type réserves naturelles) de façon à protéger l'environnement naturel et à maintenir les principaux enjeux naturalistes (qualité des milieux, faune, flore...). Ces espaces naturels ne sont pas vierge de toute activité humaine, mais celle-ci y est réglementée et soumise à des contraintes importantes, ce qui constitue des territoires avec des modes de gestion spécifique. L'agriculture (pastoralisme, viticulture) joue un rôle central dans cette stratégie de préservation, du fait de sa fonction essentielle d'entretien des milieux et de maintien de paysages ouverts.

Cette option n'est pas exclusive, loin de là, d'interventions sur le modèle de développement, mais elle témoigne surtout d'un constat à court terme : comme il est long et difficile de transformer l'actuel mode de développement, **il faut faire la part du feu, et sauver l'essentiel** (les éléments clés du patrimoine naturel régional).



## Placer la biodiversité au cœur des activités humaines

Cette option est celle de la cohabitation homme/nature. Elle consiste à harmoniser sur les mêmes espaces la pratique humaine et le fonctionnement des écosystèmes naturels, dans une vision symbiotique de leurs rapports. Cette option s'appuie sur l'hypothèse que l'ensemble du territoire, y compris les espaces ordinaires, doit faire l'objet d'une gestion environnementale attentive, du fait en particulier des interactions et interdépendances multiples entre les écosystèmes locaux. Elle est d'autant plus nécessaire que une grande partie de l'économie et de l'attractivité du Languedoc-Roussillon repose sur une intégration homme/nature (tourisme, agriculture...)

Elle fait le pari que **l'instillation progressive, mais systématique, de modalités moins agressives dans les relations nature/société** (modes de construction, modes d'occupation de l'espace, consommation, rejets, mobilités, etc.), incorporant toujours plus de **technologies environnementales** nouvelles, peut induire à terme une **mutation du modèle de développement**. Au-delà de la nature remarquable, le modèle de la cohabitation s'intéresse à la nature ordinaire et à son importance dans l'équilibre écologique global.

Cette option implique une recomposition du modèle d'occupation de l'espace et, surtout, des modes de gestion des rapports à la nature. Elle suppose aussi, implicitement, le développement de pratiques d'ingénierie de l'environnement, pouvant **non seulement « conserver », mais « réparer » si nécessaire** et améliorer les situations environnementales. Pour cela, le Languedoc Roussillon dispose de savoir faire acquis, même s'ils sont pour le moment appliqués à des systèmes.



### Potentiel

- > En concentrant les moyens sur des territoires précis, les dispositifs de protection peuvent être efficaces pour garantir une défense du patrimoine naturel concerné, au moins à moyen terme.
- > Elle peut s'appuyer sur des techniques et des savoirs maintenant largement partagés.
- > La protection contribue à l'attractivité du territoire, en conférant une plus grande visibilité aux richesses naturelles régionales.
- > Enfin, ce dispositif, en faisant « la part du feu », est un moyen de faire place à la croissance démographique de la région.

### Limites

- > Ce mode de protection n'est pas durable à long terme, car il n'intègre pas les pressions anthropiques qui s'exercent à proximité des écosystèmes protégés.
- > Cette protection exonère la société locale d'une quelconque action sur les espaces « ordinaires ».
- > Les rentes foncières qui se développent aux abords des espaces protégés accentuent les inégalités environnementales entre riches et pauvres.
- > Le mode de développement régional étant fondé sur l'attractivité, jusqu'où est-il possible de contenir la pression démographique et urbaine ?

### Potentiel

- > Elle induit une capacité d'adaptation importante aux nouveaux usages de la nature, en étant plus réactive qu'une politique de conservation.
- > Elle ouvre un champ économique nouveau par les nouvelles technologies qu'elle réclame.
- > Elle permet d'offrir à tous les citoyens un service environnemental équitable et elle constitue un élément de solidarité régional par la mobilisation collective qu'elle implique.

### Limites

- > Elle implique des investissements élevés et des budgets de maintenance pour des activités actuellement peu ou non monétarisées. Elle conduit également à un accroissement des moyens humains : contributions citoyennes, mais aussi opérateurs publics intervenant sur le terrain.
- > Elle peut être politiquement risquée en faisant appel à des technologies controversées (ex : énergie éolienne).
- > Son efficacité peut être insuffisante pour des espaces ou espèces pour lesquels le niveau de protection doit être élevé et rapidement mis en œuvre.

# Éclairage par des éléments de diagnostic

Dans le Languedoc-Roussillon, un rapide état des lieux permet d'établir **des constats au superlatif** : la région s'avère être **l'une des plus riches en espaces remarquables, l'une des plus attractives, et l'une des plus « risquées »**, à la fois pour l'homme, pour la faune, la flore et la qualité des milieux naturels.

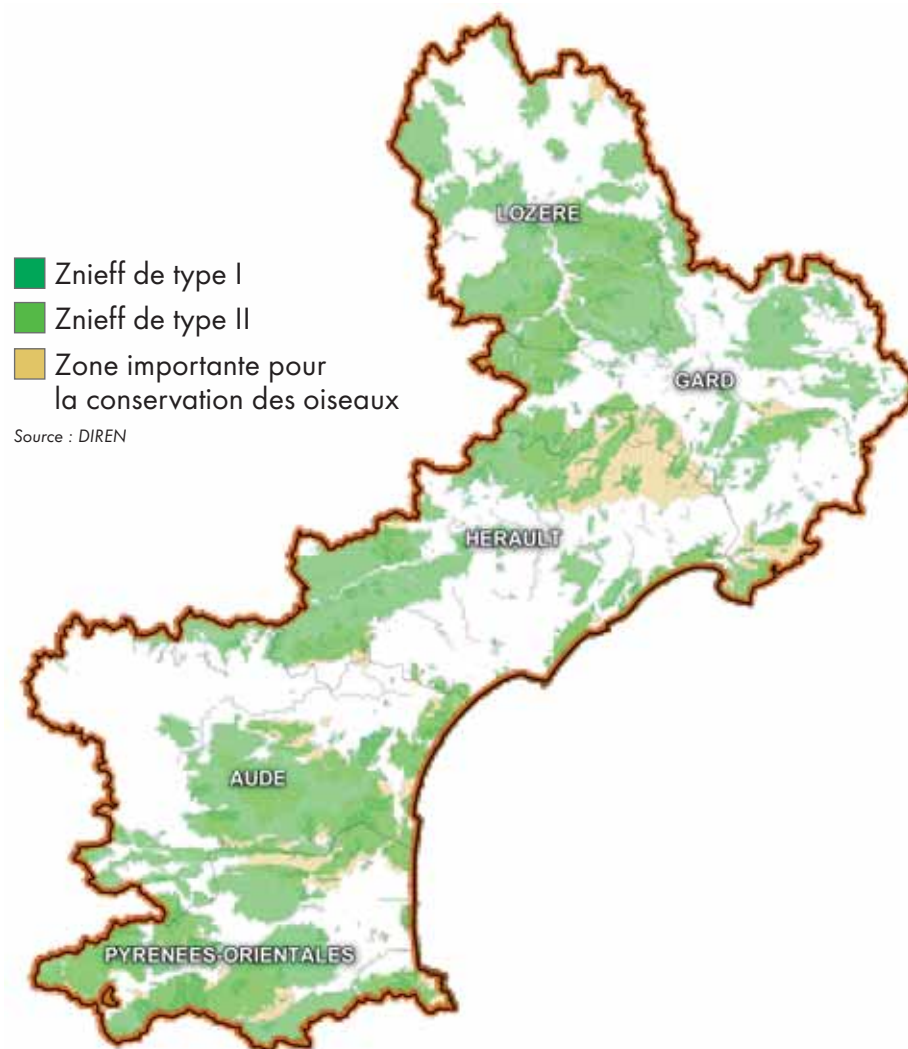
Ces éléments de diagnostic ont été enrichis par les débats des ateliers qui ont permis d'aboutir à la rédaction des éléments exposés ci-dessous.

## La région la plus riche en espaces remarquables

Le Languedoc-Roussillon accueille une biodiversité particulièrement riche et originale. Le territoire **concentre 2/3 des espèces végétales et 3/4 des espèces de mammifères** terrestres connues en France (Corse comprise) pour un territoire vingt fois plus petit. **C'est la première région de France** en pourcentage de la superficie des **sites d'intérêt communautaire et des réserves naturelles nationales**. La région est également couverte à 32% par les zonages Natura 2000. Cette très grande variété de milieux et des paysages est à **mettre en relation avec la diversité des influences climatiques méditerranéennes, atlantiques et continentales** mais aussi des reliefs et des caractéristiques géologiques régionales. Beaucoup de ces milieux remarquables sont liés à la présence de l'eau : lagunes littorales du Languedoc, cirque de Navacelles, criques et fonds marins de Cerbère et Banuyls, ripisylves des rivières et fleuves côtiers. Les forêts offrent également une riche palette : châtaigneraies des Cévennes, pinèdes de pins à crochets des Pyrénées, bambouseraie du Gard etc. D'autres milieux présentent un caractère très particulier comme la dune perchée de la falaise de Leucate ou les grottes à chiroptères du Minervois.

La carte ci-contre illustre la richesse environnementale du territoire : l'ensemble des ZNIEFF (type I et II confondus) couvre **47 % de la surface régionale**. Il s'agit de la plus forte proportion parmi les régions de France métropolitaine.

## Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique en Languedoc-Roussillon



## Une des régions les plus exposées aux risques

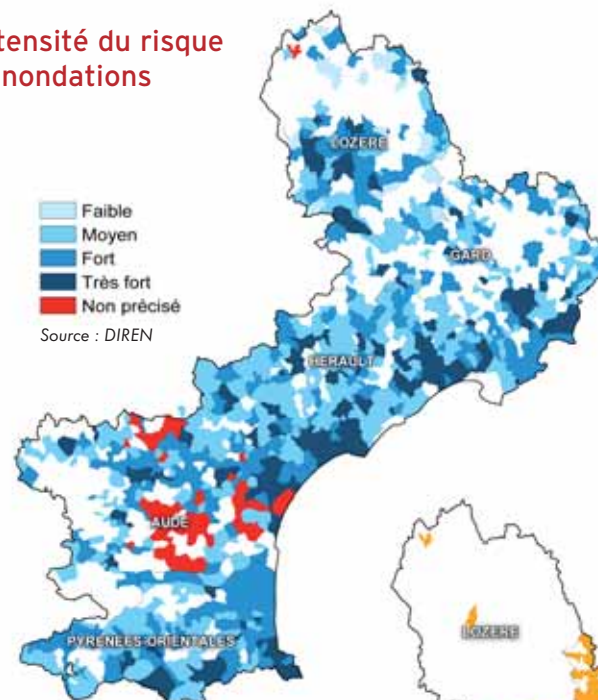
Les risques naturels se posent avec une acuité particulière en Languedoc-Roussillon : sur la période 1984-2003, **98 % des communes sont exposées à au moins un risque naturel** (inondations, incendies de forêt, glissements de terrain, avalanches, risques sismiques, érosion), contre 78 % en Midi-Pyrénées et 76 % en PACA. 55 % des communes sont soumises à au moins deux risques.

**Les risques d'inondation sont les plus prégnants.** La région connaît notamment des crues violentes et rapides, en relation avec ses caractéristiques géomorphologiques et climatiques.

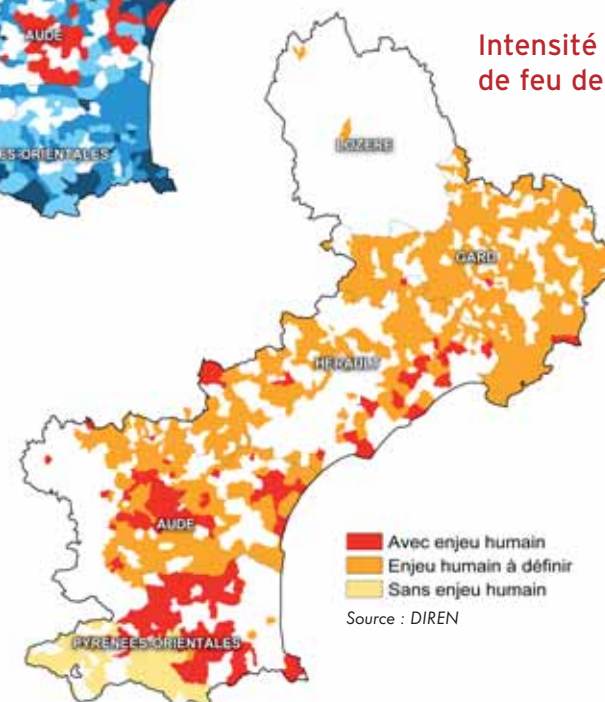
La forêt méditerranéenne, de par son inflammabilité et sa combustibilité, est particulièrement concernée par le **risque incendie** : 2/3 des communes du Languedoc-Roussillon y sont soumises, en particulier dans le Gard. Si les incendies de forêt dans le bassin méditerranéen dépendent, pour une bonne part, des conditions structurelles dominantes (étés prolongés, manque d'eau, vents desséchants, végétation forestière servant de combustible ...), l'intervention anthropique reste la principale cause des incendies de forêts.

Enfin, la région doit faire face à **d'autres risques, plus localisés** : des **risques sismiques et des risques d'avalanche** dans le Sud de la région (Pyrénées-Orientales), **des risques de mouvement de terrain** dans les Pyrénées-Orientales, dans l'Hérault ainsi que dans le Gard.

### Intensité du risque d'inondations



### Intensité du risque de feu de forêt

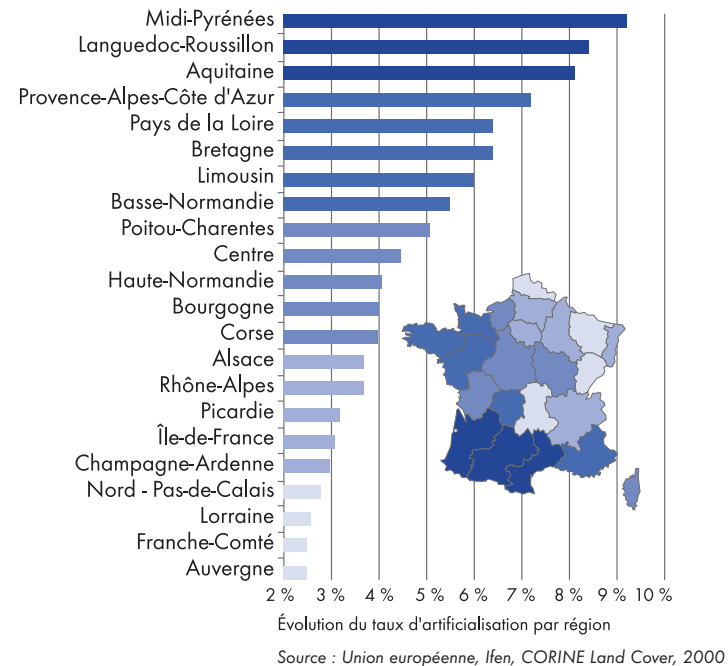


## La région la plus attractive

D'après une étude menée en 2007 lors de la révision du PASER (Projet d'Actions Stratégiques de l'Etat en région), il ressort que **le fondement de l'attractivité régionale repose en premier lieu sur les atouts géographiques de la région, notamment son littoral et son climat. Les paysages et le patrimoine naturel contribuent également fortement à cette attractivité.** Le cadre de vie contribue, mais dans une moindre mesure, à attirer des entreprises sur le territoire régional.

Cette croissance démographique que connaît la région n'est pas sans effet sur l'occupation des sols. En 2000, les 54 communes littorales du Languedoc-Roussillon présentaient une empreinte agricole, naturelle ou semi-naturelle encore forte : ces espaces occupaient 88,4 % du territoire de ces communes. La part de ces espaces a régressé depuis 1990 (-2,8 % pour les espaces agricoles et -0,6 % pour les espaces naturels et semi-naturels) au profit des espaces artificialisés + 15 % en 10 ans.

### Evolution des terres artificialisées entre 1990 et 2000

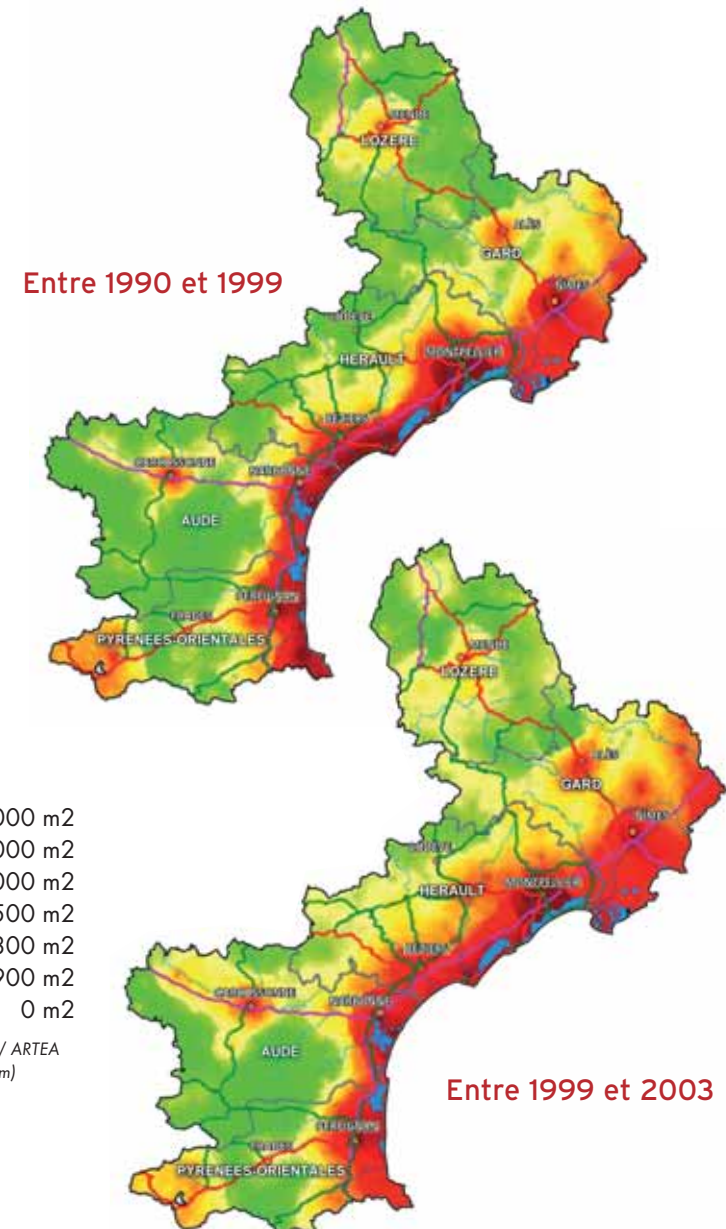


L'observation des deux cartes ci-contre montre également que l'artificialisation est **de plus en plus diffuse** et qu'elle concerne des territoires toujours plus éloignés des pôles urbains. **Cette évolution concerne en premier lieu le littoral.** Elle est nettement plus marquée dans l'Hérault, où la régression des espaces agricoles est la plus forte (-4,8 %) : 15,9 % de la superficie des communes littorales est artificialisée. Dans les Pyrénées-Orientales et surtout dans l'Aude, les progressions des espaces urbains sont moins importantes.

Enfin, il faut noter que l'empreinte écologique ne résulte pas seulement de l'attractivité de la région : elle ressort également **de la fonction de « passage »** et de transit qui détermine largement les modes d'occupation et induit une fragmentation de l'espace régional.

L'arrivée continue de populations nouvelles engendre un développement urbain peu maîtrisé qui pose aujourd'hui plusieurs problèmes : les déchets ménagers sont passés de 850 000 tonnes à 1.5 M tonnes, le mitage des espaces naturels s'accélère, les voiries urbaines sont en voie de saturation.

### Estimation de la surface artificialisée par an



## Les tendances prévisibles à moyen et à long terme

### ***Maintien de l'attractivité de la région***

Les projections démographiques accordent au Languedoc-Roussillon entre 500 000 et 850 000 personnes en plus dans les vingt prochaines années. L'accord est général pour maintenir, voire accroître l'attractivité démographique du Languedoc-Roussillon :

- > Le modèle économique, quelles que soient ses mutations futures, aura encore besoin de l'apport démographique, qu'il soit définitif (migrations résidentielles) ou temporaire (tourisme...).
- > La région a besoin d'attirer les talents : actifs, ingénieurs, techniciens, cadres, entrepreneurs pour assurer les bases de son développement économique.
- > Il y a encore de la place : dans 20 ans, au rythme actuel de croissance, le Languedoc-Roussillon atteindra la densité moyenne de la France métropolitaine (même s'il ne s'agit que d'une moyenne, et que celle-ci recouvrira des contrastes persistants) .

Cependant, le fil de l'eau comporte le risque majeur d'une croissance déséquilibrée. L'espace régional métropolitain (Montpellier-Nîmes-Alès) a accueilli, entre 1999 et 2006, 50% des gains de population. L'enjeu principal sera la capacité du Languedoc-Roussillon à organiser l'accueil des nouvelles populations, en l'utilisant comme levier de rééquilibrage entre les territoires qui composent la région.

### ***Le nouveau profil des habitants de la région et une demande supérieure***

D'un point de vue qualitatif, la population devrait connaître des évolutions importantes :

- > Une part croissante des actifs dans la population « entrante » ;
- > Un vieillissement de la population présente ;
- > Une évolution de la taille des ménages, de 2,3 personnes par ménage aujourd'hui à moins de 2 personnes par ménage dans 20 ans.



Ce dernier point est décisif : chaque ménage étant une unité de consommation (logement, véhicule...), l'accueil d'un même nombre de personnes se traduira, nécessairement, par une demande supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui, notamment en logement.

### ***Sédentaires et mobiles une concurrence accrue des territoires***

Les comportements de mobilité vont évoluer. On ne passe plus, et on passera de moins en moins, la totalité du cycle de vie dans un même lieu. C'est une tendance déjà observée à l'échelle nationale, s'agissant des retraités par exemple : le passage à la retraite entraîne de plus en plus un changement de région et le passage du cap des 75 ans, souvent, un retour dans la région d'origine. C'est aussi le cas des étudiants, notamment à partir de la licence, qui s'intègrent à un marché national, voire européen, et circulent d'une ville universitaire à une autre.

Les migrations internationales seront aussi conduites à évoluer selon un modèle similaire : l'immigration de « sédentarisation » pèsera d'un poids moins important que les mobilités entre les pays du nord et les pays du sud. Cette fluidité entre les pays est d'ailleurs l'un des meilleurs gages du co-développement.

Cette tendance n'est pas incompatible avec un recul des mobilités individuelles quotidiennes, liées au travail ou à la consommation. On peut « vivre et travailler au pays » tout en changeant souvent de pays.

Le Languedoc-Roussillon va ainsi se trouver en concurrence avec d'autres territoires, notamment pour l'accueil des étudiants et des jeunes actifs qui constitueront la denrée rare des vingt prochaines années.

### ***L'environnement en constante évolution***

En parallèle au maintien de l'attractivité démographique, il faut s'attendre à une période dans laquelle le climat sera en mutation permanente, entraînant une grande instabilité des rapports entre les hommes et leur environnement.

L'accroissement de la fréquence des épisodes extrêmes (tempêtes, pluies violentes,...) va conduire à une « nouvelle cohabitation » entre les activités humaines et l'environnement naturel. Le risque étant omniprésent, les périmètres de protection seront de moins en moins suffisants pour assurer une protection efficace. Sans méconnaître l'importance des politiques de protection, cette perspective impose une transformation progressive des modalités d'occupation de l'espace et du rapport homme/nature : une interpénétration croissante, l'intégration de la biodiversité dans la production et l'aménagement de l'espace, l'acquisition d'une culture du risque, un objectif de réduction globale de l'empreinte écologique de l'occupation humaine.

Cependant, cette logique de cohabitation devra être pensée en fonction d'une population moins enracinée qu'hier, et qui aura une expérience plus superficielle du territoire : d'où l'importance d'intégrer toujours plus avant la gestion des risques dans les documents de planification.

## Éclairage par des politiques actuelles

Au regard des deux options stratégiques, on constate que les **logiques d'action publique actuelles sont diverses** : le territoire a développé depuis longtemps une politique de protection des espaces remarquables, et de nouveaux modes d'intervention émergent aujourd'hui. Il ne s'agit pas ici de faire un état des lieux exhaustif, mais d'illustrer la diversité des politiques actuelles.

### Une politique avancée de protection des espaces remarquables

Les politiques environnementales nationales, régionales et des autres collectivités ont plutôt tendance à **répondre aux besoins de court/moyen terme** et à garantir l'accès aux ressources naturelles. Par exemple, les politiques de l'eau sont essentiellement fondées sur la **fourniture en qualité et en quantité suffisante** pour répondre aux besoins (Aqua 2020 du Conseil Régional).

Cette tendance dominante s'est accompagnée d'une **politique avancée de protection** des espaces remarquables :

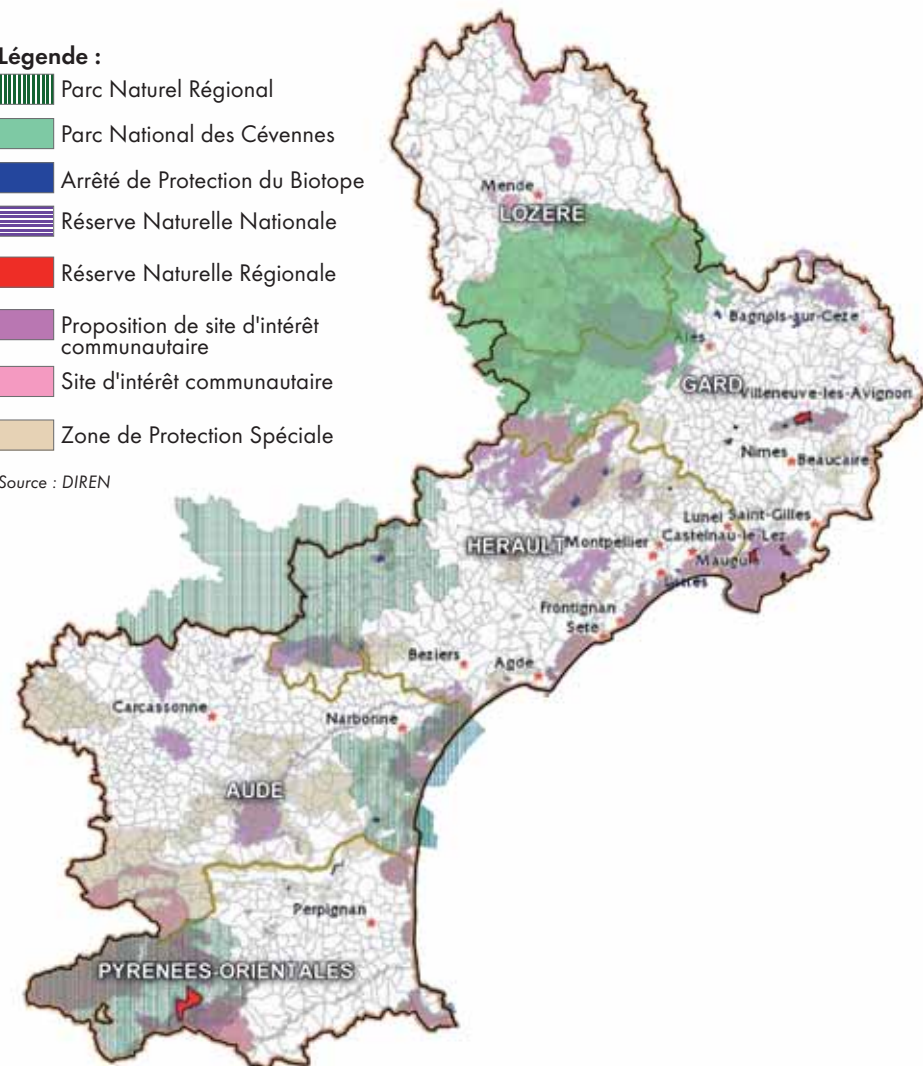
Cette politique s'est notamment traduite par la création de nombreux espaces protégés ou gérés en fonction d'objectifs environnementaux, comme l'illustre la carte ci-contre.

### Espaces protégés ou gérés en fonction d'objectifs environnementaux

#### Légende :

-  Parc Naturel Régional
-  Parc National des Cévennes
-  Arrêté de Protection du Biotope
-  Réserve Naturelle Nationale
-  Réserve Naturelle Régionale
-  Proposition de site d'intérêt communautaire
-  Site d'intérêt communautaire
-  Zone de Protection Spéciale

Source : DIREN





Les outils d'intervention sur les espaces protégés sont de nature **réglementaire** (RN, PN) , contractuelle sur la base de chartes ou documents de gestion (PNR, Natura 2000) ou foncière (ENS, Conservatoires du littoral) : ils visent à mettre en place soit une réglementation contraignante ou une réservation foncière afin d'assurer la protection d'enjeux patrimoniaux forts sur des zones limitées et une gestion concertée sur la base d'objectifs partagés de préservation du territoire. Ces différentes mesures de protection ont eu tendance à rechercher de nouveaux équilibres **par le partage et l'affectation de l'espace**. Elles ont **permis de protéger une surface non négligeable** des espaces naturels régionaux.

Le Parc National des Cévennes est un exemple d'espace soumis à une réglementation forte produite par l'État : dans le cœur du parc, il est posé un **principe d'interdiction des travaux**, sauf autorisation spéciale, et de réglementation, voire d'interdiction des activités humaines susceptibles de nuire au développement naturel de la faune et de la flore, et plus généralement d'altérer le caractère du parc. Un cas particulier est fait aux activités agricoles, pastorales et forestières, qui peuvent être réglementées, mais pas interdites.

Un autre exemple de politique de protection est l'exemple **de la protection du littoral par la maîtrise foncière des terrains acquis par le Conservatoire du Littoral** qui s'est développée depuis le milieu des années 80. En 2007, plus de 12 000 ha soit environ 10% du linéaire côtier du LR sont propriété du CELRL (Conservatoire des espaces littoraux et des rivages lacustres) avec un objectif de gestion respectueuse et d'ouverture au public de ces espaces.

Cependant, ces politiques montrent aujourd'hui des limites. Elles ont mené à une dualisation de l'espace, entre des espaces préservés et gérés et des espaces où l'anthropisation s'est développée sans intégrer les contraintes environnementales. D'autre part, on voit aujourd'hui que **les problématiques du littoral s'étendent bien au-delà de la bande littorale** elle-même : d'une part on observe une interpénétration de plus en plus grande des problématiques terrestres et marines (extension en mer d'activité naguère terrestres : loisirs nautiques, production d'énergie avec les parcs éoliens, extraction de matériaux,...) ; d'autre part, ce sont désormais les communes rétro-littorales qui concentrent désormais la majeure partie de la croissance démographique et urbaine. Le zonage de protection littoral est donc « débordé » de tous les côtés.

## Le rôle des PNR dans la valorisation des patrimoines naturel et culturel

Les Parcs Naturels Régionaux constituent un mode de protection particulier des espaces remarquables. En effet, ils peuvent être constitués sur des territoires à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels sont de grande qualité, mais ils n'ont pas une vocation unique de protection de ces territoires. En plus de protéger et gérer le patrimoine naturel, bâti et paysager, ils contribuent à l'aménagement et au développement économique du territoire : ils développent donc un « **projet de territoire** », contenu dans une Charte et fondé sur la valorisation des patrimoines naturel et culturel.

Dans leurs méthodes d'action, **les PNR visent à convaincre et non à contraindre** : il s'agit d'informer, d'animer, de sensibiliser aux richesses du territoire les collectivités locales et les personnes vivant, travaillant, s'implantant ou passant sur celui-ci. Vis-à-vis des acteurs publics, les PNR doivent par exemple faire prendre en compte les principes de la Charte dans les documents d'urbanisme.

Le territoire du Languedoc-Roussillon, accueille trois Parcs Naturels Régionaux : le PNR du Haut Languedoc, à cheval sur la Région Midi-Pyrénées voisine, le PNR de la Narbonnaise en Méditerranée, et le PNR Pyrénées Catalanes.

## L'émergence de nouveaux modes d'intervention

Récemment, des modes d'intervention nouveaux se sont développés, visant à atténuer globalement l'impact de l'action humaine sur l'environnement. **La politique de Gestion Intégrée d'une Zone côtière** suivie sur l'étang de Thau en est un exemple qui construit progressivement une cohabitation « douce » entre le milieu naturel et l'activité économique et sociale. L'étang de Thau constitue en effet un territoire d'expérimentation en terme de gestion intégrée des zones côtières. Le Schéma de Cohérence Territoriale et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux sont notamment réalisés sur le même périmètre et sont gérés par un même organisme : le Syndicat Mixte du Bassin de Thau. Plus généralement, cette question de la prise en compte de l'environnement dans l'urbanisme se diffuse, en particulier dans les SCOT.

La Région est également en train de développer de nouveaux modes d'intervention. La Stratégie Régionale pour la Biodiversité a été l'occasion d'une démarche participative en 2007 et 2008. La stratégie de la Région entend placer l'Homme et ses activités au cœur de la biodiversité. Elle propose dans chaque domaine d'intégrer l'objectif de préservation de la biodiversité et d'en faire l'affaire de tous.

A la suite du Plan régional pour les énergies renouvelables et la lutte contre les GES (gaz à effet de serre), la Région a lancé **l'élaboration d'un Plan Climat**, qui vise à diminuer les émissions de carbone dans la région. Le Plan Climat servira de cadre de référence pour l'ensemble des politiques sectorielles régionales : il s'agira de mesurer et de limiter au maximum le « contenu carbone » de chacune de ces politiques. D'autre part, la Région se lance également dans l'élaboration d'une Stratégie Transversale du Développement Durable, qui cherche à mettre en œuvre le développement durable.

## De la controverse aux enjeux

Les débats lors des ateliers territoriaux et citoyens ont abouti à une reformulation de la controverse et contribué à alimenter les principales questions prospectives. Ce matériau a permis de passer de la controverse aux enjeux.

### Les risques : un territoire sous pression

L'attraction exercée par les territoires du Languedoc-Roussillon sur les habitants d'autres régions et d'autres pays a son revers : l'espace régional est marqué, et risque de l'être de plus en plus, par de fortes pressions, déterminées par l'intensité de l'accueil définitif ou temporaire de population.

L'ensemble de ces pressions peut engendrer, de l'avis général, un « retournement » de l'attractivité, au profit d'autres territoires moins exposés démographiquement et moins soumis à l'aléa climatique.

### *L'accentuation des tensions territoriales*

L'occupation de l'espace en Languedoc-Roussillon se constitue en grandes « bandes » d'est en ouest.

- > L'espace littoral confronte le tourisme de masse aux espaces naturels protégés, le tout traversé d'infrastructures (route, voie ferrée).
- > Le couloir urbain central relie le chapelet de villes, de Nîmes à Perpignan et se mêle, par le processus de périurbanisation, à l'espace viticole.
- > Les « avant-pays » (Lozère, Haut Languedoc, Montagne Noire, Corbières, hautes vallées catalanes et de l'Aude) combinent activités agricoles, espaces protégés et économie résidentielle tirée par les résidences secondaires.

Cette spécialisation de l'espace induit des enjeux différenciés en matière environnementale. La population se concentre à 80 % dans le couloir urbain et la bande littorale, où elle entraîne une forte pression sur les ressources (notamment en eau) et les milieux naturels. Dans le même temps, les difficultés économiques de la vigne engendrent de nombreuses friches, qui ne sont pas nécessairement occupées par l'urbanisation. Enfin, certains territoires sous-peuplés sont confrontés au risque de la fermeture des milieux naturels, faute de présence humaine. Ces trois dimensions (pression humaine, friches agricoles, fermeture des milieux) sont des tendances lourdes qui appellent une action collective déterminée.

Ces modèles d'occupation de l'espace réagissent différemment aux impacts du développement économique et démographique régional. En particulier, la croissance démographique fait apparaître, à toutes les échelles, des contrastes croissants entre les territoires qui bénéficient du développement résidentiel et ceux qui restent à l'écart. Il n'y a pas de règle générale : certains espaces ruraux ont su tirer profit des retombées du tourisme (Corbières) ou des transformations du monde rural, (Lozère...), alors que d'autres semblent plus en difficultés (par exemple la Cerdagne) devant un développement résidentiel mal maîtrisé.

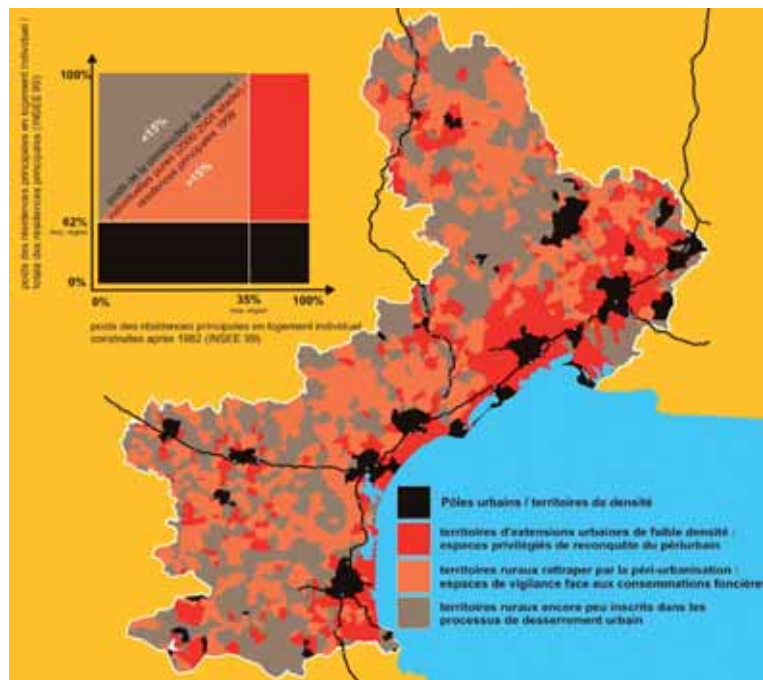
Simultanément, le changement climatique peut entraîner des effets paradoxaux sur les modèles d'occupation de l'espace :

- > Une transformation des attractivités territoriales : les « avant-pays », les altitudes plus élevées peuvent trouver un avantage spécifique par rapport aux plaines, ou aux littoraux.
- > L'évolution du « trait de côte », du fait de l'érosion et des risques de submersion marine rendra ces espaces de moins en moins hospitaliers pour le tourisme balnéaire de masse : la reconversion progressive des grandes installations, (c'est aussi le cas des stations de ski) s'imposera.
- > Le réchauffement aura des incidences (elles sont déjà perceptibles) sur certaines productions agricoles, notamment s'agissant de la vigne. Les variétés, et sans doute les pratiques culturelles, devront évoluer.

## Une région périurbaine ?

L'ensemble des modèles est dominé par un mécanisme de croissance urbaine, celui de l'accession à la propriété en maison individuelle. Dans le Languedoc-Roussillon, les solutions intermédiaires, et peut être plus économes, comme le locatif et, plus encore, le logement social, sont peu présentes. Le Languedoc-Roussillon apparaît comme une terre d'élection pour l'extension périurbaine. Le sera-t-il encore dans vingt ans ? Même si les comportements individuels évoluent (par exemple, sous l'effet d'un coût prohibitif des déplacements), l'accroissement de la population induira mécaniquement une consommation d'espace supplémentaire (accrue par la diminution de la taille des ménages). La présence d'espaces vides constitue à la fois un atout considérable en termes de réserves de biodiversité, et un appel d'air.

## La domination de la maison individuelle dans la construction neuve : types de consommation d'espace 1999-2005



Source : INSEE - SITADEL

### ***La biodiversité consommée***

La biodiversité de la région est constamment agressée : cloisonnement des milieux, artificialisation des sols, mise en péril d'écosystèmes, uniformisation des paysages, fermeture des milieux, etc. La biodiversité est une des qualités essentielles de l'espace régional, or tout se passe comme si elle n'avait pas de valeur propre : plus qu'ailleurs, en Languedoc-Roussillon, la nature apparaît comme un réservoir dans lequel on peut puiser « gratuitement » : de l'eau, de l'espace, du « paysage », etc. Cette logique de la « gratuité » conduit à une forme d'épuisement : les politiques publiques risquent de se trouver vouées à un travail de Sisyphe, pour réparer et restaurer ce qu'elles auront contribué à consommer.

## **Les enjeux : une nouvelle économie de l'espace**

Pour certains, la prise de conscience des risques qui pèsent sur l'environnement, et particulièrement celui du réchauffement climatique, constitue une chance, car elle conduit à accélérer la mise en œuvre de transformations essentielles dans les relations homme/nature. Dans le Languedoc-Roussillon, changement climatique et attractivité démographique se confrontent et se confortent pour pousser à une transformation profonde des rapports de la société humaine à l'espace et à la nature.

### ***La nature comme responsabilité humaine***

La seule façon de concilier biodiversité et attractivité est d'inscrire les externalités environnementales au cœur de l'activité humaine. La nature est généralement considérée comme un bien commun, mais pour devenir un véritable enjeu, il faudra qu'elle devienne un bien économique, qui devra trouver sa valorisation dans les activités humaines. Il ne s'agit plus seulement de « faire un geste » pour l'environnement. L'évolution de nos modes de vie sera déterminée par la responsabilité de « production de la nature ».

Tous les secteurs de l'activité humaine sont concernés par l'enjeu de la biodiversité. Parmi ceux-ci, l'agriculture sera, de plus en plus, en première ligne, pour la prise en compte des externalités environnementales.

L'agriculture est une activité exportatrice fortement exposée, à la fois performante (dans certaines niches) et fragilisée (les produits du Languedoc-Roussillon sont peu concernés par la PAC et soumis à forte concurrence internationale). L'enjeu n'est pas nécessairement d'opposer une production de masse à une production de qualité (par exemple dans le domaine viticole), mais de conférer à l'ensemble de la production agricole une valeur spécifique, celle de la préservation de la biodiversité.

Cela suppose que les professions agricoles reprennent en main la gestion des milieux naturels, de façon à consolider leur rôle de producteurs modernes de produits durables. Cela ne signifie pas nécessairement la conversion « bio » de l'ensemble des productions, mais plutôt la responsabilisation des agriculteurs sur la qualité globale des milieux naturels : diversité des espèces, niveau de pollution des milieux naturels, érosion des sols, etc. Cette responsabilisation devra trouver sa rémunération soit via le marché, soit via des aides publiques ciblées.

### ***Le capital espace***

Face au double défi de l'accueil et du maintien de la biodiversité, l'organisation de l'espace prendra une importance croissante : la qualité de l'espace engendre la qualité de la croissance, du développement social et de la cohabitation homme/nature. Il faut donc tendre, à tous les sens de cette expression, vers une « économie de l'espace ».

- > D'une part, la dimension réglementaire au sens classique de l'interdiction fera de plus en plus place à des formes d'accords collectifs négociés. La gestion des écosystèmes, urbains ou ruraux, ne peut se faire seulement selon une logique réglementaire : elle devra intégrer des normes plus souples, plus culturelles si l'on veut aller vers une véritable cohabitation homme/nature. La stratégie régionale d'aménagement devra donc fonder des modes de gestion des « biens communs collectifs » dans lesquelles la responsabilité de l'état des milieux par exemple n'est pas laissée à la seule puissance publique, mais se trouve partagée par l'ensemble des acteurs concernés.

- > D'autre part, la qualité de l'espace est une résultante d'interventions très diverses, qui ne sont pas directement spatiales, mais qui impactent l'espace et se trouvent impactées par son organisation : l'éducation, la santé, les loisirs, le logement, la sécurité, etc. doivent être prises en compte dans un schéma d'aménagement du territoire.
- > Enfin, l'organisation de l'espace régional devra répondre à trois enjeux, engendré par l'attractivité démographique : une capacité d'accueil accrue de nature à maîtriser la consommation d'espace et de ressources naturelles ; une répartition plus équilibrée de la population, visant à soulager la pression anthropique sur le « couloir urbain » ; un territoire « fluide » dont l'organisation ouvre le plus possible des opportunités à ses habitants, pour l'accès à l'emploi, à l'éducation et plus généralement aux services.

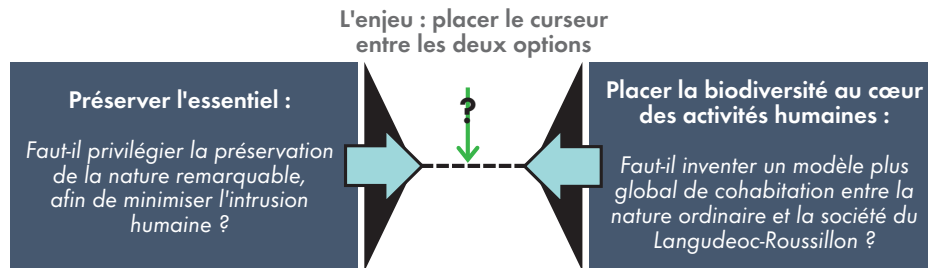
Tout ceci milite en faveur d'une économie de l'espace dans laquelle le « renouvelable » prend une place prépondérante, par rapport au « jetable ». Le BTP, dans le Languedoc-Roussillon doit devenir le partenaire incontournable de cette économie de l'espace. Cela passera par :

- > La sensibilisation des milieux professionnels aux techniques de constructions nouvelles.
- > Les formations spécialisées dans le domaine des matériaux, de l'énergie, de l'isolation.
- > La coopération entre architectes, promoteurs, artisans pour la production de bâtiments éco-responsables et l'invention de nouvelles formes urbaines.

C'est enfin la condition pour que se structure, dans le Languedoc-Roussillon, une filière de production d'énergies renouvelables : pas seulement la production d'énergie, mais aussi la production des outils techniques (éoliennes, panneaux solaires, chaudières...).

# Débat

Comment concilier attractivité  
et préservation de la biodiversité ?



## Eléments dégagés

- > **Favoriser des modes de cohabitation homme/nature**
  - > Dépasser la préservation par la seule protection réglementaire
  - > Penser la nature comme un « bien économique »
  - > Inventer des nouvelles formes de l'occupation de l'espace

## **Economie et Solidarités**

Comment concilier croissance économique  
et développement social ?





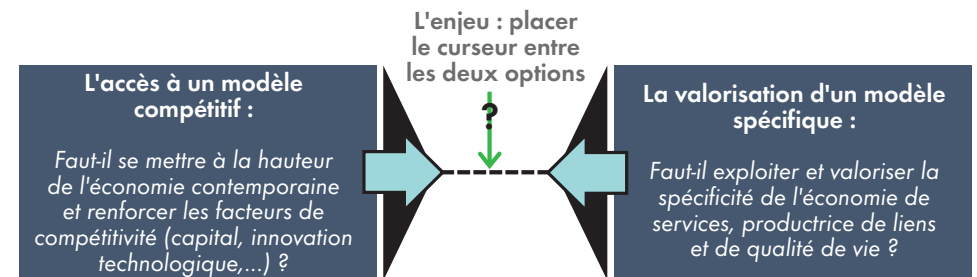
# Économie et solidarités

## Un horizon souhaitable, plusieurs chemins possibles

Chacun peut s'accorder sur l'horizon souhaitable pour la région : le modèle de développement régional doit à la fois répondre à un enjeu de croissance économique et à un enjeu de développement social :

- > **La croissance économique** mesure la richesse produite par les entreprises agricoles, industrielles et de services sur un territoire. Elle est souvent mesurée à l'aune du PIB, ou du PIB par habitant qui renseigne la croissance du niveau de vie.
- > **Le développement social** vient compléter cette lecture trop exclusivement économique de la croissance en faisant référence à des mutations davantage démographiques, sociales, sanitaires : il est lié à l'accès aux richesses, au partage du revenu, à l'accès à l'emploi, à la sécurité dans l'emploi, au niveau d'éducation,... chaque élément venant alimenter la cohésion sociale. Cet enjeu peut amener à construire des indicateurs différents du PIB pour mesurer la qualité sociale et environnementale du développement (Exemple : Indice de Développement Humain).

La convergence de ces deux objectifs de croissance économique et de développement social ne va pas de soi : il faut donc trouver le moyen de les concilier. Or c'est sur cette question de la stratégie à mettre en œuvre pour permettre cette conciliation qu'il y a débat : deux grandes visions stratégiques différentes existent.



La Région Languedoc-Roussillon souhaite donc organiser le débat non pas autour des futurs possibles, mais bien autour des stratégies régionales qui doivent être construites pour parvenir au futur souhaitable.

Il s'agit donc ici d'exposer les termes du débat, et de fournir le matériau pour en débattre : les options stratégiques exposées peuvent être évaluées à la lumière d'éléments de diagnostic, des politiques publiques actuelles, et d'éléments de prospective.

# Les termes du débat

Pour concilier croissance économique et développement social, deux options stratégiques différentes existent. L'enjeu est de placer le curseur entre ces deux options.

## La valorisation d'un modèle spécifique



### *Conforter le modèle spécifique de l'économie régionale*

Cette deuxième option est celle de la valorisation des avantages spécifiques de l'économie du Languedoc-Roussillon. Le **modèle du développement technologique et mondialisé n'est peut-être pas le seul envisageable**, et la région a la **possibilité de développer ses atouts propres**.

La région dispose en effet d'une **forme d'économie** intéressante, fondée sur des **facteurs matériels et immatériels** spécifiques : le service, le commerce, l'attractivité résidentielle, etc. Ces facteurs constituent une richesse qu'il convient d'exploiter et de développer. Cette économie est **porteuse de cohésion sociale** (partage du revenu, aménités, emplois), pour autant qu'on parvienne à maîtriser la précarité qu'elle engendre. Elle apporte aussi **une assurance contre les délocalisations et la concurrence d'autres territoires**, plus manufacturiers, ou mieux dotés en qualifications et en technologie. Dans le domaine de la formation, cette option parie sur **les compétences des individus, leur « savoir être », plutôt que leur « savoir faire »** : leurs aptitudes relationnelles, leur capacité à écouter et à répondre efficacement à la demande, à agencer différents services,...

### *Valoriser les savoir faire liés aux services à une échelle plus large*

Parce qu'il dispose d'un avantage spécifique, le Languedoc Roussillon peut **développer ce modèle** qui correspond à une tendance lourde où les emplois de la santé, des loisirs, de la formation et de la culture prennent une place dominante. Cette logique de développement permet d'envisager une inscription du Languedoc Roussillon dans un **réseau à l'échelle méditerranéenne** dans lequel il peut jouer un rôle décisif. Cette perspective est d'autant plus crédible que l'on peut **faire l'hypothèse** que les relations Nord-Sud **ne seront plus tant fondées sur des flux migratoires définitifs, que sur des mobilités temporaires** liées à l'éducation, à la santé, aux loisirs, à la culture, etc...

## L'accès à un nouveau modèle compétitif

### *Mise à niveau des « fondamentaux » régionaux : PIB par habitant, investissement, chômage*

Cette option stratégique vise à combler le retard accusé par le Languedoc-Roussillon, que marquent les indicateurs fréquemment utilisés : PIB, taux de chômage, investissement. Cette stratégie s'appuie sur des indicateurs minoritaires mais encourageants : poids des Emplois Métropolitains Supérieurs dans la population active, maintien voire progression de la valeur ajoutée industrielle, croissance forte des exportations de biens et de services.

### *Renforcement des facteurs classiques de la compétitivité contemporaine : recherche développement, capitalisation, commercialisation*

Le Languedoc-Roussillon doit se mettre à la hauteur de l'économie contemporaine, s'il veut que ces indicateurs s'améliorent. Il doit donc renforcer les facteurs insuffisamment développés : recherche, innovation technologique, capital... afin de développer une capacité autonome de production de richesses lui permettant d'entrer en compétition avec d'autres territoires plus « en avance ». Dans le domaine de la formation, cette option vise à rechercher une meilleure qualification des acteurs économiques : les individus doivent acquérir des qualifications nouvelles, à la hauteur des exigences d'emplois techniques, technologiques, dans le cadre d'un marché du travail compétitif.

Cette stratégie parie sur la possibilité de « sauter » par dessus son déficit industriel « classique ». Les atouts du Languedoc-Roussillon lui permettent d'espérer que les activités de pointe dont il dispose, notamment dans la capitale régionale, vont fructifier et en faire une grande région technologique ; ce développement technologique aura des effets d'entraînement sur la cohésion sociale. Cette option tire le Languedoc-Roussillon vers le Nord de l'Europe et la compétition mondiale en l'insérant dans le processus de Lisbonne.

### Potentiel

- > Une stratégie mobilisatrice, dont les objectifs sont clairement affichés et qui fait le pari d'une mutation du système productif régional.
- > Une stratégie qui correspond aux instruments de la politique économique que maîtrisent les collectivités territoriales : zones d'activités technologiques, soutien à la formation et la R&D, aide à l'investissement productif.

### Limites

- > Cette stratégie repose sur un tissu économique compétitif encore faiblement représenté dans la région.
- > Cette stratégie privilégie la concentration des facteurs productifs et peut entraîner une dualisation de l'espace régional.
- > Cette stratégie place la région en situation de concurrence immédiate et difficile avec des régions plus avancées sur ce modèle.

### Potentiel

- > Cette stratégie respecte l'économie et la culture de la région, elle peut donc s'ajuster au tissu existant.
- > Elle permet des adaptations fines, en fonction des spécificités des différents territoires qui composent la région.

### Limites

- > Cette stratégie suppose une capacité forte à résorber la précarité inhérente au modèle actuel de la société de services.
- > Elle fait le pari d'un maintien des flux migratoires, définitifs ou saisonniers, alimentant le modèle résidentiel.



# Éclairage par des éléments de diagnostic

Les deux options stratégiques peuvent être débattues à la lumière d'éléments de diagnostic. Ceux-ci montrent la singularité du modèle régional :

- > Une dynamique régionale fondée en premier lieu sur un moteur résidentiel performant mais qui dépend de la pérennité de l'attractivité résidentielle.
- > Une faiblesse des activités industrielles et de services compétitives avec cependant un frémissement qui laisse présager d'une évolution positive

Ces éléments de diagnostic ont été enrichis par les débats des ateliers, qui ont permis d'aboutir à la rédaction des éléments exposés ci-dessous.

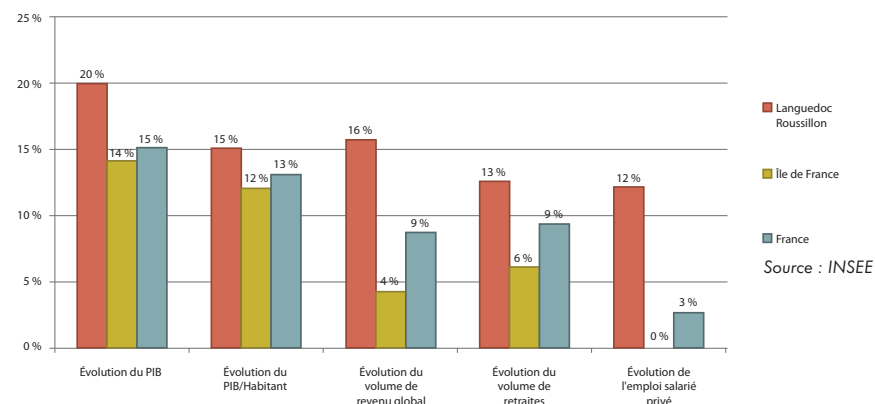
## Un moteur résidentiel efficace...

**L'économie résidentielle est le levier de développement du Languedoc Roussillon.** L'attractivité résidentielle de la région s'accompagne d'un accroissement permanent du revenu des ménages. En 2003, le Languedoc-Roussillon pesait 3,1% du PIB français et 3,6% du revenu disponible brut national. **Le revenu disponible s'est accru, en Languedoc-Roussillon, de 50% ces dix dernières années**, alors qu'il ne croissait que de 30% pour l'ensemble du pays. La croissance du revenu disponible s'explique en grande partie par une croissance démographique soutenue, qui place, selon l'INSEE, le Languedoc-Roussillon au **13<sup>ème</sup> rang des régions européennes**.

**Le moteur résidentiel est efficace** : il attire des porteurs de revenus, qui consomment et alimentent un important volume d'activité, et explique largement l'augmentation du PIB régional (+ 5% an, largement au-dessus des moyennes nationales et de celles des autres régions). Ce moteur résidentiel est **diversifié** : il repose à la fois sur **les migrations définitives résidentielles (dont certaines entrepreneuriales)** et sur **le tourisme**.

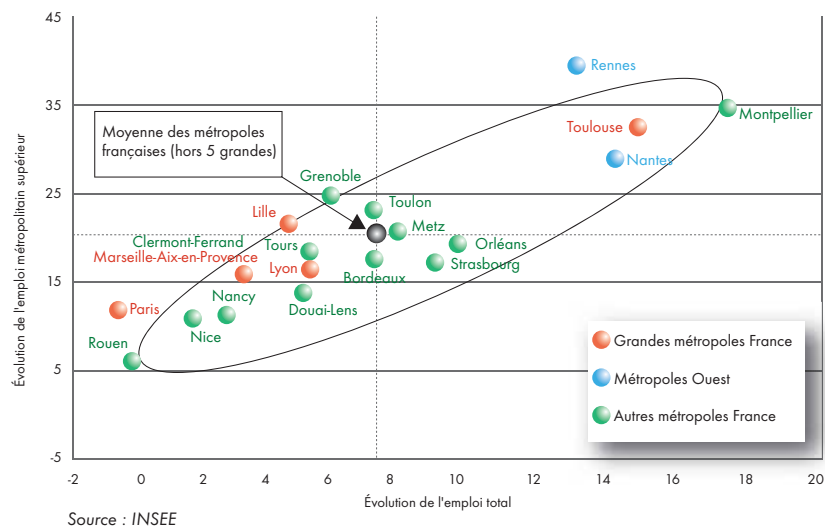
## Évolution 2000 - 2004

### La performance du moteur résidentiel régional



**Parmi les nouveaux résidents, le moteur démographique apporte des personnes qualifiées :** Montpellier a connu ainsi une augmentation importante de la part des Emplois Métropolitains Supérieurs dans l'emploi total. Il apporte aussi des « entrepreneurs résidentiels » qui font le choix d'implanter leur résidence dans la région, et qui créent une activité une fois installés sur place.

**Évolutions 1990-1999 de l'emploi total et de l'emploi dans les fonctions métropolitaines supérieures dans les métropoles françaises de plus de 150 000 emplois**



La région dispose donc d'un vivier de personnes très qualifiées. Mais elle accueille également un grand nombre d'individus peu qualifiés qui alimentent l'économie résidentielle. Le modèle économique du Languedoc Roussillon est producteur, dans une certaine mesure, d'une cohésion sociale, par la **capacité à offrir des emplois accessibles à des personnes faiblement qualifiées**.

En effet, malgré un taux de chômage élevé (de l'ordre de 11%), **la baisse du chômage est plus rapide en Languedoc-Roussillon que dans l'ensemble des régions européennes**. Le chômage de longue durée y est moins important que dans les régions limitrophes, ce qui témoigne d'une réelle capacité d'intégration sociale, du fait du volume et de la rapidité de la création d'emploi. Toutefois, les emplois pourvus ne permettent pas aujourd'hui d'améliorer la qualification des individus.

**Taux annuel moyen d'évolution du PIB par habitant en Standard du Pouvoir d'Achat de 1997 à 2002**

	Taux en %	Rang
Aragon	5,9	46
Catalogne	5,6	61
Iles Baléales	5,7	58
Languedoc-Roussillon	4,5	130
Midi-Pyrénées	4,4	145
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,8	106
France	4,4	**
Union à 15	4,5	**
Union européenne	4,7	**

Sources Insee- eurostat

## ...Qui embraye mal sur le développement d'activités industrielles et de services compétitives

La production de richesses, mesurée à l'aune du PIB, ne se réduit pas à l'activité industrielle : elle est aussi tirée par l'économie de services. Le problème de l'économie du Languedoc Roussillon réside dans sa **capacité limitée à « vendre » ses produits (biens et services) à l'extérieur**. La région ne se situe qu'au 17<sup>ème</sup> rang des régions exportatrices françaises (juste devant l'Auvergne et derrière la Champagne Ardenne). **L'essentiel de l'économie est tournée vers la demande intérieure**, ce dont témoigne une faible productivité par emploi. La part des activités productives dans la valeur ajoutée régionale stagne (pour l'industrie), voire régresse (pour l'agriculture et la pêche). Cette situation est également le reflet du tissu d'entreprises du Languedoc Roussillon, composé essentiellement de TPE/PME faiblement exportatrices.

La région dispose certes d'un **potentiel dans l'agro alimentaire** (représentant 39% des exportations) et **dans le domaine des biens d'équipement**, notamment électronique et informatique, mais aussi d'instrumentation médicale et scientifique. Mais ce potentiel reste **sous exploité**, notamment au regard des capacités de la région Languedoc Roussillon dans la recherche publique. La viticulture, secteur de l'économie régional le plus ouvert sur le marché mondial, est également le plus exposé, et donc le plus fragilisé. La concurrence mondiale est la « menace » la plus importante pour ce secteur, dans la mesure où la Politique Agricole Commune ne l'influe qu'à la marge.

	Languedoc-Roussillon	Île de France	France
Evolution du PIB/emploi (2000/2004)	+10 %	+13 %	+12 %
Part de l'industrie dans la valeur ajoutée (2006)	9 %	17 %	+15 %

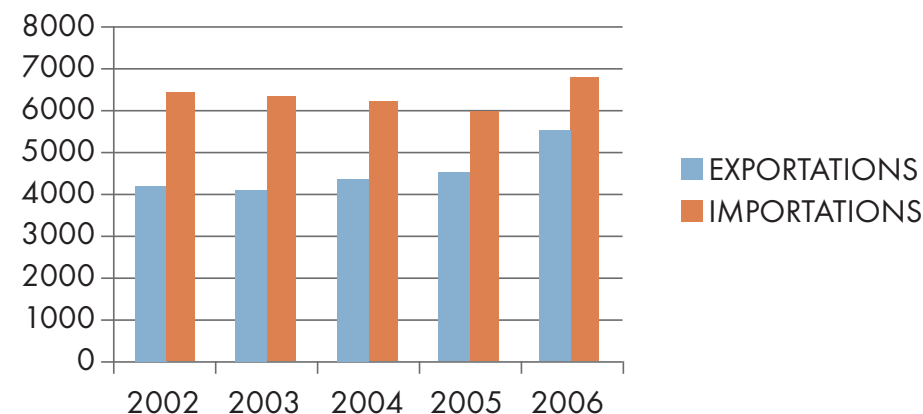
## Cependant, on constate un frémissement récent

L'évolution récente de certains indicateurs est le signe **d'un frémissement certain de l'économie** compétitive du Languedoc Roussillon.

En effet, la région voit son déficit commercial se réduire pour la troisième année consécutive (entre 2004 et 2006). Cette amélioration est d'abord imputable **à la hausse des exportations régionales**, qui ont cru de 22% entre 2005 et 2006.

L'évolution des différentes composantes de la valeur ajoutée est également positive. En volume, l'agriculture tend à régresser, tandis que les services marchands et la construction connaissent une croissance exceptionnelle (respectivement +9.4% et +22% entre 2004 et 2006). L'industrie connaît également une progression de 3% en volume entre 2004 et 2006.

### Commerce extérieur du Languedoc-Roussillon en (M€)



# Les tendances prévisibles à moyen et à long terme

## L'évolution des fonctions de production matérielle

La part de la production matérielle dans la valeur ajoutée (activités manufacturières) continuera vraisemblablement de décroître, sous l'effet d'un triple processus :

- > La progression de la productivité du travail (qui peut, cependant, atteindre un plafond) ;
- > La division internationale du travail qui, pour une période encore longue, procure un avantage compétitif durable aux pays émergents ;
- > L'incorporation croissante du service et de l'immatériel dans la production (fonctions amont/aval).

Cependant, l'avenir de la production matérielle n'est pas totalement soluble dans l'économie de services et dans la division internationale du travail :

- > Les services sont fortement consommateurs d'énergie et de matières : ainsi, la croissance des activités de services a des incidences sur celle des activités manufacturières.
- > Les activités technologiques de pointe continuent, et continueront longtemps, à être étroitement liées à l'activité de production matérielle : la recherche-développement est fortement consommatrice de techniques, d'instrumentation et d'applications concrètes.
- > La demande domestique génère une forte activité de production matérielle (bâtiment, énergie, réseaux, etc.), même si la matière de base est produite ailleurs.

## Les transformations du système productif

Au-delà de l'évolution des fonctions de production matérielle, le système productif dans son ensemble fait face à un double enjeu :

- > La progression de la valeur ajoutée dans les services : les services sont réputés faiblement productifs, dans la mesure où la relation de « face à face » ne permet pas une réduction des coûts du même type que dans le champ de la production matérielle. De fait, la progression de la valeur ajoutée dans les services ne suit pas nécessairement le même chemin que dans l'industrie.

Dans les services, la valeur ajoutée réside dans l'amélioration de la qualité du service et une meilleure prise en compte des besoins individuels des consommateurs. La santé, l'éducation, les loisirs, le tourisme constituent dans le Languedoc-Roussillon des gisements de valeur ajoutée importants.

- > L'incorporation du développement durable dans le processus de production lui-même. Le système productif vit, depuis une trentaine d'années, sous le régime de la compensation : les dégâts sociaux et environnementaux qu'il engendre sont « compensés » par des politiques publiques distributives ou réparatrices. Les limites de cette fonction sont données par les prélèvements obligatoires. Dès lors, le système productif va être conduit à intégrer toujours plus les enjeux sociaux et environnementaux dans son fonctionnement : assurer une fonction de cohésion sociale et un rôle responsable en matière environnementale. La fonction des acteurs publics devrait évoluer elle aussi, passant d'une logique de compensation en aval à une logique de régulation en amont, destinée à inciter les acteurs économiques à prendre en compte ces impératifs du développement durable.

## Les nouveaux avantages compétitifs

Les avantages de localisation, qui permettent (le plus souvent a posteriori) d'expliquer pourquoi telle activité s'est installée à tel endroit, ont fortement évolué avec le temps. Historiquement, c'est l'accès aux ressources naturelles qui a constitué le socle des avantages de localisation (matières premières, énergie...). Puis, le coût de la main d'œuvre, sa disponibilité et sa qualité sont devenus décisifs.

Désormais, la compétition entre territoires se porte sur la capacité à former, accueillir et retenir les actifs. L'attraction des actifs n'est pas seulement affaire de climat : elle dépend aussi de l'efficacité du territoire dans sa capacité à agencer de manière optimale les facteurs : travail, capital, technologie. La cohérence de la gouvernance, l'animation des réseaux reliant la recherche et la production, la fluidité du territoire constitueront toujours plus des avantages de localisation.

## Éclairage par les politiques publiques

Au regard des deux options stratégiques, on constate que les **logiques d'action publiques actuelles sont diverses**. Il ne s'agit pas ici de faire un état des lieux exhaustif, mais d'illustrer la diversité des politiques actuelles.

### Une politique volontariste des collectivités territoriales pour rattraper un retard de la région

La plupart des collectivités territoriales mettent en œuvre des politiques de soutien aux activités productives. Les villes, les agglomérations, les Départements et la Région ont conscience du déficit productif et souhaitent créer des activités pérennes, apportant de la richesse et de la valeur ajoutée au territoire, ainsi que des emplois stables et bien rémunérés.

C'est ainsi que le **schéma régional de développement économique, SERVIR**, fixe globalement des objectifs de « rattrapage » à la région pour 2015 :

- > Un PIB par habitant à la moyenne de l'Union Européenne des 15
- > Un taux de chômage à la moyenne de l'UE
- > Un taux d'investissement des entreprises à la moyenne de l'UE

Pour atteindre ces objectifs, la stratégie régionale vise à **investir sur la dimension internationale en développant les infrastructures de communication (ports et aéroports)**. Elle cherche également à densifier et renforcer le tissu des entreprises : plus d'entreprises, d'une taille supérieure, et mieux capitalisées ; elle cible plus particulièrement quelques filières et appuie leur développement en misant sur l'accompagnement stratégique et la commercialisation. La Région mène une politique volontariste en faveur du développement de la recherche.

Afin de diffuser les facteurs de développement sur l'ensemble du territoire régional et de « mailler » ce territoire, la Région a mis en œuvre une politique d'aménagement économique. Elle consiste en la création d'une dizaine de **Parcs Régionaux d'Activités Economiques** (PRAE), et dans l'aide à la création de parcs d'activités d'intérêt territorial.

### Des politiques de qualification des secteurs traditionnels

La Région et les Départements apportent un soutien actif à la viticulture, pour l'accompagner dans son effort de qualification et de renforcement dans un contexte concurrentiel croissant. **La marque « Sud de France »** entend valoriser les produits agricoles et agro-alimentaires régionaux et accompagner une démarche de commercialisation active.

Un même effort est entrepris pour accompagner le secteur touristique dans l'amélioration de la qualité de l'accueil et des services, en veillant notamment à son impact environnemental.

A cet égard, le **Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles** (PRDF, élaboré en 2006) doit permettre d'apporter aux filières structurant l'économie régionale les compétences nécessaires à leur développement.

### La prise de conscience du potentiel de l'économie résidentielle

Le **Schéma Régional de Développement Economique SERVIR** met en avant le modèle spécifique du Languedoc Roussillon fondé sur l'économie résidentielle et en montre les intérêts : capacité à générer de l'emploi, à assurer une certaine cohésion sociale, et à produire des aménités et des services qui contribuent fortement à l'attractivité du territoire.

### Des politiques de soutien à l'économie alternative

Simultanément, le tissu économique du Languedoc-Roussillon présente, du fait de ses caractéristiques, des potentialités fortes, notamment dans sa capacité à engendrer de la cohésion sociale. Plusieurs collectivités affichent ainsi leur **soutien à l'économie sociale et solidaire** (les associations, coopératives et mutuelles représentent 12% des établissements régionaux), comme modèle alternatif à la croissance « capitalistique », porteuse de qualité de vie et de cohésion sociale. Le tissu économique du Languedoc-Roussillon, fortement tourné vers les services à la personne, la construction, le commerce, serait particulièrement favorable au développement de formes d'économies plus tournées vers l'homme et le partage des richesses.



## De la controverse aux enjeux

Les débats en ateliers territoriaux et citoyens ont abouti à une reformulation de la controverse et contribué à alimenter les principales questions prospectives. Ce matériau a permis de passer de la controverse aux enjeux.

### Les risques : vendre le territoire, jusqu'où ?

Globalement, le Languedoc-Roussillon vit de la « vente » de son territoire, ce qui crée une inquiétude permanente chez les acteurs économiques, sociaux et politiques de la région. Jusqu'où peut-on aller ? Cette logique est-elle durable ? D'autant que les avantages spécifiques, apportés par l'exceptionnelle biodiversité régionale sont doublement fragiles : ils sont d'une part menacés par la pression anthropique ; ils sont d'autre part concurrencés par d'autres territoires qui peuvent mettre en avant des avantages du même type.

### Du côté de l'économie résidentielle, des incertitudes sur la pérennité du moteur

Fortement dépendant de l'attractivité démographique, le modèle de développement économique pose des **problèmes de durabilité et de pérennité**. Il fonctionne selon une logique exacerbée : pour créer des activités, il faut un apport permanent d'actifs et de revenus exogènes. Cette économie alimente un marché de l'emploi dynamique mais précaire : la concurrence sur le marché du travail est forte dans un contexte de chômage élevé. Cette logique est-elle durable ?

### *Le moteur démographique est-il certain à long terme ?*

Les projections démographiques assurent une croissance continue au Languedoc-Roussillon. Mais nombre de facteurs peuvent venir perturber cette perspective : un tarissement des flux migratoires, un vieillissement accentué de la population, une saturation des capacités d'accueil du territoire.

**L'économie du Languedoc-Roussillon est dépendante de son moteur démographique.** Ce moteur démographique n'embraye pas partout de la même manière. Il peut être très efficace dans le cas de l'espace central, de Nîmes à Montpellier, ou, dans un contexte moins tendu, dans celui de la Lozère ; il crée de très fortes tensions d'occupation de l'espace et de valorisation de l'économie dans les Pyrénées-Orientales ; il accuse les différences sociales et économiques entre les territoires qui en bénéficient et ceux qui restent à l'écart dans l'Aude par exemple.

**Ce moteur démographique a engendré un système économique très spécifique : 80 % de l'activité économique du Languedoc-Roussillon est tournée vers la satisfaction de la demande des ménages.** Quelles que soient les transformations intervenant dans la sphère économique, cette « société de services » est un fait impossible à ignorer. C'est dans cette économie « ordinaire » (services à la personne, tourisme, BTP, etc.) que se joue une partie de l'avenir de la région.

D'autant plus que le moteur suscite des interrogations et des inquiétudes. **Il entraîne un risque spatial fort** (consommation d'espace et perte d'attractivité), une précarité permanente (qui est aussi la rançon des bonnes performances sociales du modèle), et pose des problèmes de durabilité : jusqu'à quand le tourisme de masse, jusqu'à quand les transferts invisibles via les pensions de retraites ? Nombreux sont les acteurs qui cherchent à « désindexer » la production économique du Languedoc-Roussillon de sa démographie.

## Comment assurer la cohésion sociale dans un marché du travail fortement marqué par la précarité et la saisonnalité ?

Dans certains départements, près de 60% des embauches sont liées à une activité saisonnière.

Le modèle de la société de service est paradoxal. A la fois il crée plus d'emplois pour chaque point de croissance que le modèle technologique/industriel - et donc il contribue à la cohésion sociale par l'accès à l'emploi ; en même temps, il produit des emplois souvent précaires, faiblement rémunérés et dont les perspectives d'évolution (« faire carrière ») sont réduites. La mise à niveau de l'économie régionale passe donc par la sortie de ce sous-développement social. C'est un enjeu social et économique : il concerne à la fois le bien-être des populations et l'efficacité globale des entreprises.

## Le transfert de revenus est-il pérenne ?

Selon les départements, entre 30 et 40% du revenu des ménages proviennent de pensions de retraites, qui ont connu, depuis 20 ans, une progression spectaculaire. Trop dépendre des revenus de transferts, n'est-ce pas un facteur de fragilité ?

### Composition du revenu des ménages (2006)

	Traitements et salaires	Retraites et pensions
Aude	62 %	38 %
Gard	67 %	33 %
Hérault	68 %	32 %
Lozère	66 %	34 %
Pyrénées-Orientales	60 %	40 %
Région	66 %	34 %

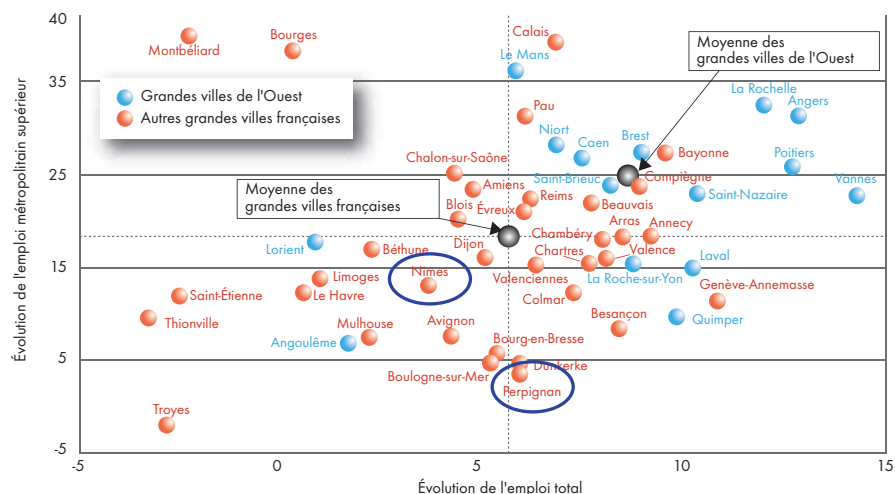
Source : Direction Générale des Impôts

## Du côté de l'économie compétitive, la position de la région dans la concurrence des Suds est-elle assurée ?

Les régions limitrophes et « concurrentes » du Languedoc-Roussillon ont amorcé une mutation de leur système économique, en diversifiant leurs activités. Le Languedoc-Roussillon peut-il tenir sa place dans une compétition plus vive ?

- > Montpellier apparaît comme faiblement attractive pour les grandes entreprises de pointe. La métropole est par exemple peu intégrée dans les réseaux bancaires. Or, une bonne intégration dans ces réseaux permet, par le biais des institutions de crédit qui leurs sont liées, d'attirer de manière privilégiée la localisation de filiales des grandes entreprises multinationales, mais aussi de fournir des services aux entreprises locales pour les activités d'exportation ou d'importation.
- > D'autre part, les facteurs de compétitivité sont inégalement distribués sur le territoire régional. Ils sont principalement concentrés dans la Métropole. Même Nîmes et Perpignan, dont la croissance démographique est importante, sont relativement peu dotés de facteurs compétitifs. Les Emplois Métropolitains Supérieurs sont par exemple faiblement représentés dans la population active. Métropolitains Supérieurs sont par exemple faiblement représentés dans la population active.

## Evolutions 1990 - 1999 de l'emploi total et de l'emploi dans les fonctions métropolitaines supérieures dans les villes moyennes de 45 000 à 150 000 emplois en 1999



## La dissociation entre le potentiel de recherche et l'économie « ordinaire »

La concentration de fonctions supérieures et d'activités technologiques dans certains territoires du Languedoc-Roussillon, qui explique notamment la place tenue par Montpellier dans les classements internationaux n'embraye pas, ou difficilement sur un tissu régional de très petites entreprises, dominées par l'artisanat et le BTP. Le décalage est frappant entre l'économie « ordinaire » du territoire et ses performances métropolitaines. La diffusion du potentiel métropolitain se réalise mal à l'échelle régionale, alors même que dans différents secteurs (agriculture, artisanat, BTP), la demande actuelle ou potentielle est forte.

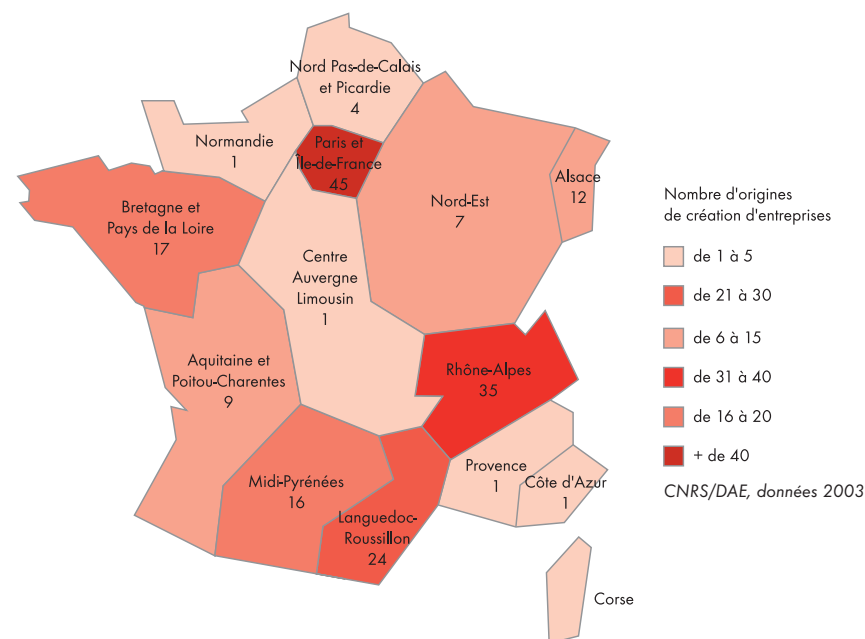
Or, cette économie à 80% tournée vers la demande des ménages doit pouvoir trouver des leviers d'innovation si l'on souhaite aller vers une activité économique moins dépendante de son moteur démographique et productrice de valeur ajoutée.

## Les enjeux : vers des activités à forte valeur ajoutée

Le Languedoc-Roussillon dispose des atouts pour opérer une transformation de son modèle de développement, ce qui n'implique pas de le renier. L'économie de services (au sens large) constitue durablement le socle de l'activité régionale et elle est porteuse d'avantages nombreux : elle est difficilement délocalisable, elle correspond à une demande croissante, elle permet une certaine cohésion sociale, elle recèle des gisements de valeur ajoutée. Elle est porteuse d'emplois pour lesquels des stratégies de qualification sont possibles et nécessaires.

Aujourd'hui, on s'installe dans le Languedoc-Roussillon pour la qualité de son climat, de son cadre de vie et l'image positive de la capitale régionale et de ses territoires. Dans vingt ans, on viendra dans le Languedoc-Roussillon pour la qualité de ses services domestiques et on achètera au Languedoc-Roussillon ses services exportateurs.

## Les laboratoires d'Île-de-France, de Rhône Alpes et du Languedoc-Roussillon à l'origine de plus de jeunes pousses



## **Transformer le potentiel de recherche en source de valeur ajoutée**

La réputation et le rayonnement de Montpellier notamment sont importants dans les champs de l'agronomie, de l'environnement, de la santé/pharmacie et des télécoms. Plus de 40% des dépenses de recherche et développement nationales dans le domaine du développement des pays du Sud sont effectuées dans le Languedoc-Roussillon. Ce socle permet d'envisager une action soutenue pour transformer le potentiel en source de valeur ajoutée. Déjà, le Languedoc-Roussillon figure parmi les principales régions pour la création d'entreprises issues de laboratoires de recherche.

Ce potentiel de niveau international doit être mieux mobilisé pour confirmer la place du Languedoc-Roussillon comme région d'innovation, comme l'affirme le schéma régional de développement économique « SERVIR ».

## **Le tourisme : une stratégie à énoncer, une filière à réinventer**

Le tourisme est une pièce importante du dispositif productif régional. Il est, notamment dans sa version « de masse » menacé d'obsolescence. Le tourisme, en Languedoc-Roussillon, reste une industrie faiblement qualifiée, qui apporte peu de valeur ajoutée au territoire, au regard des investissements consentis (même si ceux-ci sont largement amortis). La reconversion de la filière touristique s'impose comme un chantier de moyen terme, autour de quatre enjeux :

- > La transformation du tourisme des stations littorales pour anticiper les changements en cours sur le trait de côte et s'adapter aux concurrences déjà bien en place en Espagne et dans les pays de la rive sud de la Méditerranée, et surtout celle des destinations lointaines très concurrentielles : Océan Indien, Caraïbes...
- > Une meilleure exploitation de la façade maritime, par l'articulation des ressources de la mer et des ressources de l'intérieur.
- > La mise en réseau des sites touristiques régionaux et leur visibilité internationale.
- > Le développement du tourisme dans des avant-pays, support de nouveaux produits et ouverts à de nouvelles clientèles.

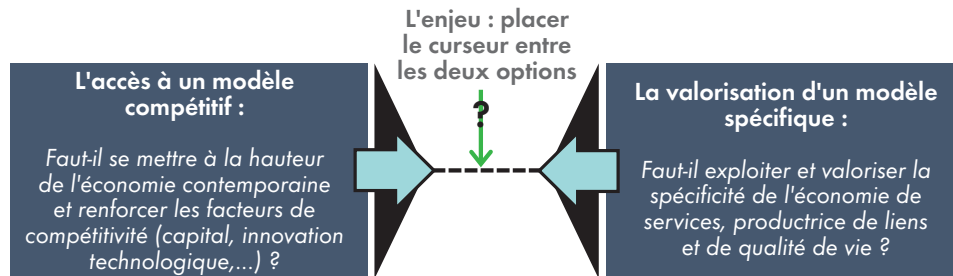
## **Les services du quotidien : un processus de qualification**

La grande majorité de l'activité économique régionale est constituée par ce qu'il est convenu d'appeler les « services du quotidien » : commerces, restaurants, artisans, services à la personne. C'est dans ce tissu, apparemment « ordinaire » que réside l'avantage compétitif du Languedoc-Roussillon, dans la mesure où il recèle des gisements de valeur ajoutée considérables. Pour les exploiter, trois logiques d'action devront se conforter :

- > Une logique d'innovation dans les services consistant à rapprocher le potentiel d'innovation existant dans les centres de recherches et les « start up » régionales du tissu de petites entreprises. Rendre les innovateurs sensibles à l'enjeu de qualification des services d'une part ; rendre les entrepreneurs de services réceptifs à l'innovation d'autre part. Il s'agit à la fois de créer un marché de proximité pour les innovateurs, ce qui ne pourra que conforter leur démarche et de permettre une amélioration constante de la qualité globale des services rendus.
- > Une logique de lutte contre la précarité de l'emploi dans les services qui passe par la formation professionnelle, la mise en œuvre de formes de garanties de « carrières » (par la validation des acquis par exemple), une meilleure régulation du marché du travail de façon à éliminer les cloisonnements et les effets de concurrences propice au développement de l'emploi précaire.
- > Le développement des formations qualifiantes, initiales et professionnelles, pour apporter aux acteurs de l'économie de services les ressources nécessaires à l'adaptation, à la création de nouveaux produits, à l'usage de nouvelles techniques et à la compréhension des comportements et besoins des différents publics.

# Débat

Comment concilier croissance économique et développement social ?



## Eléments dégagés

- > **Optimiser l'économie résidentielle, moteur de la croissance et facteur de cohésion sociale**
  - > Faire monter les services en qualité et en valeur ajoutée
  - > Soutenir l'économie de la connaissance
  - > Proposer une offre de formation adaptée



## **Espace régional**

Comment concilier cohésion des territoires  
et compétitivité de la région ?



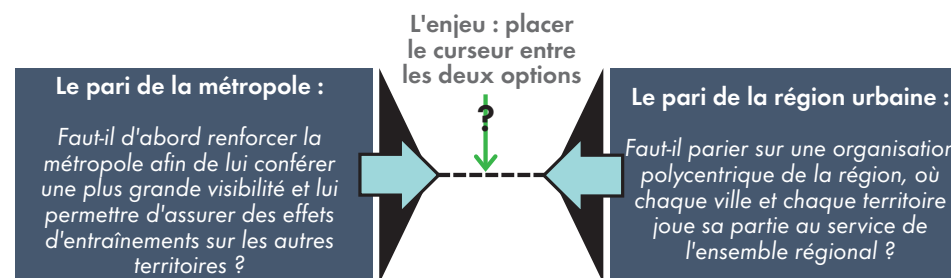


# Un horizon souhaitable, plusieurs chemins possibles

Chacun peut s'accorder sur l'horizon souhaitable pour la région : l'organisation de l'espace régional doit à la fois répondre à un enjeu de compétitivité vis à vis de l'extérieur et à un enjeu de cohésion à l'intérieur :

- > **La compétitivité de la région** peut s'entendre comme sa capacité à être performante en négociant au mieux sa place dans l'espace français, méditerranéen, européen et mondial.
- > **La cohésion des territoires de la région** résulte d'une alchimie particulière : elle procède à la fois de l'équilibre dans le partage des richesses, de l'équité dans les possibilités de développement des territoires, et de la capacité à faire « système », c'est-à-dire à fonctionner de manière intégrée.

La convergence de ces deux objectifs de compétitivité et de cohésion ne va pas de soi : il faut donc trouver le moyen de les concilier. Or c'est sur cette question de la stratégie à mettre en œuvre pour permettre cette conciliation qu'il y a débat, deux grandes visions stratégiques différentes existent :



La Région Languedoc-Roussillon souhaite donc organiser le débat non pas autour des futurs possibles, mais bien autour des stratégies régionales qui doivent être construites pour parvenir au futur souhaitable.

Il s'agit donc ici d'exposer les termes du débat, et de fournir le matériau pour en débattre : les options stratégiques exposées peuvent être évaluées à la lumière d'éléments de diagnostic, des politiques publiques actuelles, et d'éléments de prospective.

# Les termes du débat

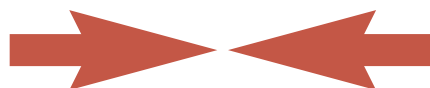
Pour concilier compétitivité de la région et cohésion des territoires, deux options stratégiques radicalement différentes existent. L'enjeu est de placer le curseur entre ces deux options.

## Le pari de la métropole

La première option stratégique est ce que l'on pourrait appeler le scénario de la **métropolisation**.

La région **disposant d'ores et déjà d'un pôle métropolitain moteur**, il convient de ne pas **dispenser** les forces locales régionales : au-delà de la croissance démographique, il faut que les acteurs locaux reconnaissent la nécessité de doter la capitale régionale des atouts qui lui permettront de **jouer un rôle d'entraînement** vis-à-vis de l'ensemble des territoires régionaux, urbains et ruraux. Il faut donc muscler l'aire métropolitaine centrale afin de **lui conférer une visibilité plus grande** encore, afin qu'elle joue vraiment dans la « cour des grandes », à l'échelle européenne et méditerranéenne.

**Cette option est celle de la nouvelle économie géographique**, qui table sur les effets d'agglomération : la productivité des métropoles est supérieure à ce que la seule appréciation de leur taille permettrait d'envisager ; elles apportent des marchés du travail diversifiés et performants, elles attirent des talents par la qualité des équipements et des services que seule une taille critique permet d'obtenir.



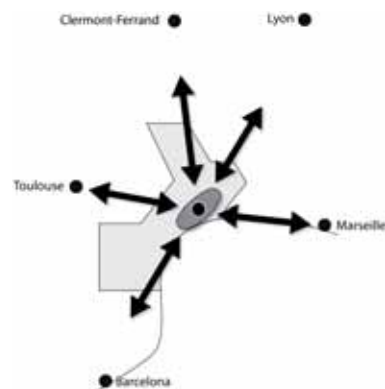
## Le pari de la région urbaine

La seconde option stratégique est le scénario de la **région urbaine**.

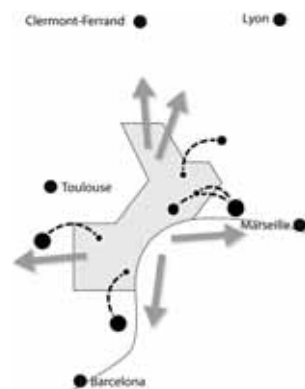
Cette option considère que l'existence de la métropole ne résout pas tout, et notamment qu'elle permet difficilement la cohésion territoriale, dans la mesure où elle crée un désavantage compétitif pour les villes moyennes, qui risquent de se trouver, sinon satellisées, du moins fortement dépendantes de la capitale régionale. Or **la force de la région, c'est son réseau de villes moyennes**, susceptibles de mailler le territoire et de constituer des **points de cristallisation du développement humain, social et économique**. Il faut donc faire le pari d'une **région urbaine**, en équilibrant le territoire et en apportant le soutien au développement de fonctions spécialisées aux différentes villes qui structurent la région. **C'est la diversité de l'offre, et donc des choix possibles, qui doit faire la compétitivité de la région**. Le positionnement des villes moyennes permet à la région dans son ensemble de bénéficier d'un réseau d'alliances diversifié notamment avec les régions limitrophes. **Chaque ville organise son propre rapport avec les campagnes environnantes** dans le cadre des intercommunalités et des Pays.

**Cette deuxième option est celle du « district » à l'italienne**, si l'on peut dire : ce qui fait masse critique, ce n'est pas la concentration, mais le modèle de la « grappe », qui **réunit plusieurs entités moyennes en réseau, dans une logique de coopération/compétition**. Ce dispositif produit de la cohésion territoriale, du fait de la mobilisation des villes autour d'objectifs communs.

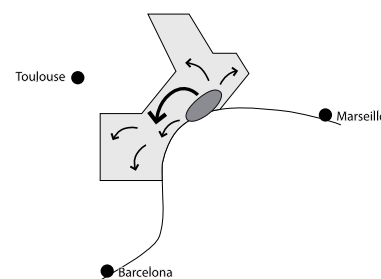
### Compétitivité de la région par la concentration des fonctions métropolitaines



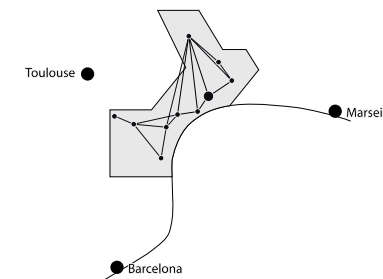
### Compétitivité de la région par la capacité à nouer des alliances multiples



### Cohésion des territoires par les effets d'entraînement assurés par la locomotive



### Cohésion des territoires par l'équilibre



#### Potentiel

- > Une stratégie immédiatement efficace du point de vue de la visibilité externe.
- > Une stratégie qui correspond aux critères de compétitivité tels qu'ils sont pensés par une majorité d'acteurs privés.

#### Limites

- > « La quantité ne fait pas la qualité » : si la visibilité est assurée, la compétitivité ne l'est pas forcément.
- > L'entraînement n'est pas garanti non plus : l'exemple Toulousain montre les limites de l'effet locomotive sur le territoire régional.
- > Un scénario en décalage vis-à-vis de la vivacité des identités locales ?

#### Potentiel

- > En favorisant les échanges et en décloisonnant les territoires, cette option est favorable à l'émergence d'une identité régionale partagée.
- > Elle fait coïncider les pratiques institutionnelles et politiques avec la réalité d'une société en réseaux.

#### Limites

- > Une stratégie incantatoire qui n'a pas fait ses preuves dans le domaine de la compétitivité ?
- > Pour fonctionner, ce modèle suppose une mise en cohérence et en complémentarité forte entre les différentes stratégies locales. C'est le modèle le plus exigeant.

## Éclairage par des éléments de diagnostic

Les deux options stratégiques peuvent être débattues à la lumière d'éléments de diagnostic. Ceux-ci esquissent un **portrait nuancé de la région** :

- > La région est dotée d'une métropole dont la dynamique démographique est exceptionnelle, mais qui est prise en tenaille par de sérieuses concurrentes (Toulouse, Marseille) ;
- > la région présente également les caractéristiques d'une région urbaine, disposant d'un maillage remarquable de villes moyennes. Celles-ci sont toutefois fragilisées dans leur fonction de pôle « relais » de services du fait de la mobilité des ménages.

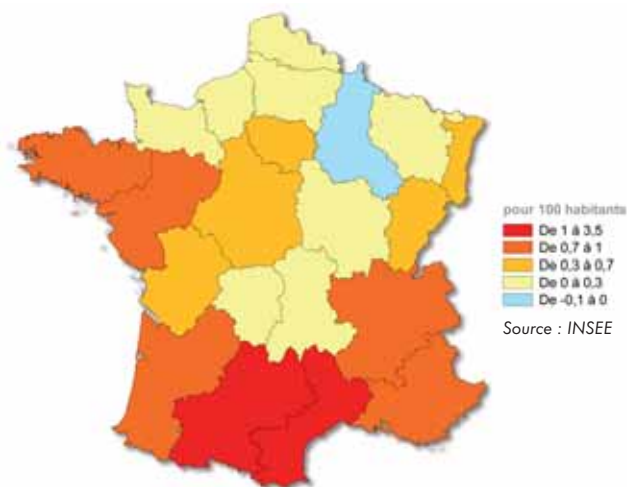
Ces éléments de diagnostic ont été enrichis par les débats issus des ateliers et qui ont permis d'aboutir à la rédaction des éléments exposés ci-dessous.

### Une dynamique démographique exceptionnelle, mais récente et disparate selon les territoires

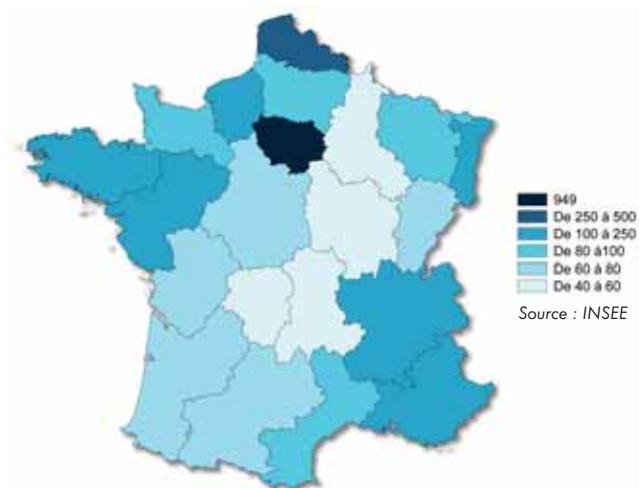
En 40 ans, la région Languedoc Roussillon a accueilli 900 000 personnes supplémentaires, soit une **croissance de population de 60 %**. L'analyse des rythmes d'évolution les plus récents confirme que la région est devenue **la région démographiquement la plus dynamique** : avec 1,4% de croissance par an entre 1999 et 2005, elle dépasse de loin les autres régions, et notamment Midi-pyrénées, dont la croissance atteint 1,15% par an.

Pour autant, **cette dynamique démographique est récente** : la courbe démographique régionale a réellement pris son élan au milieu des années 70. Encore aujourd'hui, la densité du territoire régional est relativement faible : elle se situe en 2005 à 91 habitants au kilomètre carré, tandis que la moyenne nationale atteint 112 habitants au kilomètre carré.

## Variation relative annuelle de la population de 1999 à 2005

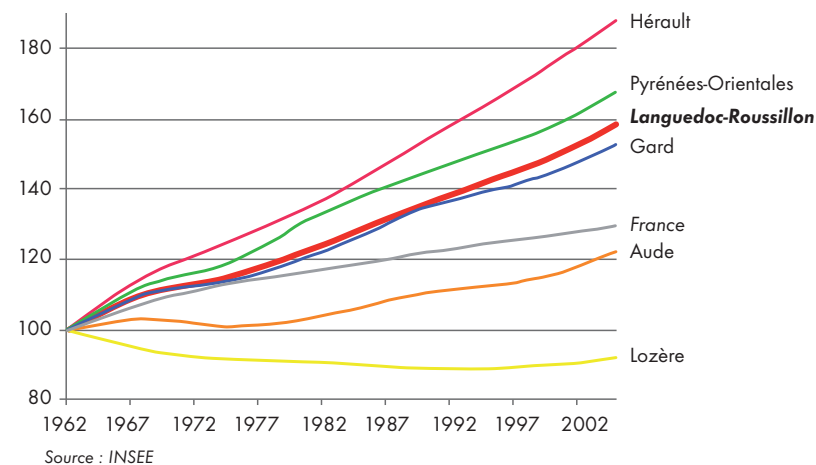


## Densité en 2005 (habitants par km<sup>2</sup>)



D'autre part, **les territoires de la région ne bénéficient pas tous à la même hauteur de cette attractivité**. En premier lieu, c'est le **département de l'Hérault** qui tire la croissance démographique régionale. Il a connu un quasi-doublement de sa population depuis 1962 (+ 188 %), et le rythme s'est même accru ces dernières années. En moyenne annuelle, l'Hérault accueille près de 15 000 personnes nouvelles depuis 1999, contre déjà plus de 11 000 durant la décennie précédente. L'Hérault contribue donc à près de la moitié de la croissance régionale (45 %).

## Rythmes d'évolution de la population des départements du Languedoc-Roussillon sur la base des recensements (indice 100 en 1962)



La géographie régionale actuelle reflète trois phénomènes :

> **Une littoralisation, en proximité immédiate des principales villes**

Globalement, **les communes littorales du Languedoc-Roussillon** (au nombre de 54) ont connu une **vitalité démographique supérieure** à celle des autres espaces de la région. Le littoral a quasiment doublé sa population entre 1962 et 1999 (+ 90 %) pour atteindre près de 350 000 habitants. Le rythme annuel moyen de 1,7 % est à comparer à celui déjà élevé sur une telle période du Languedoc-Roussillon (1,1 %) et de la France (0,6 %).

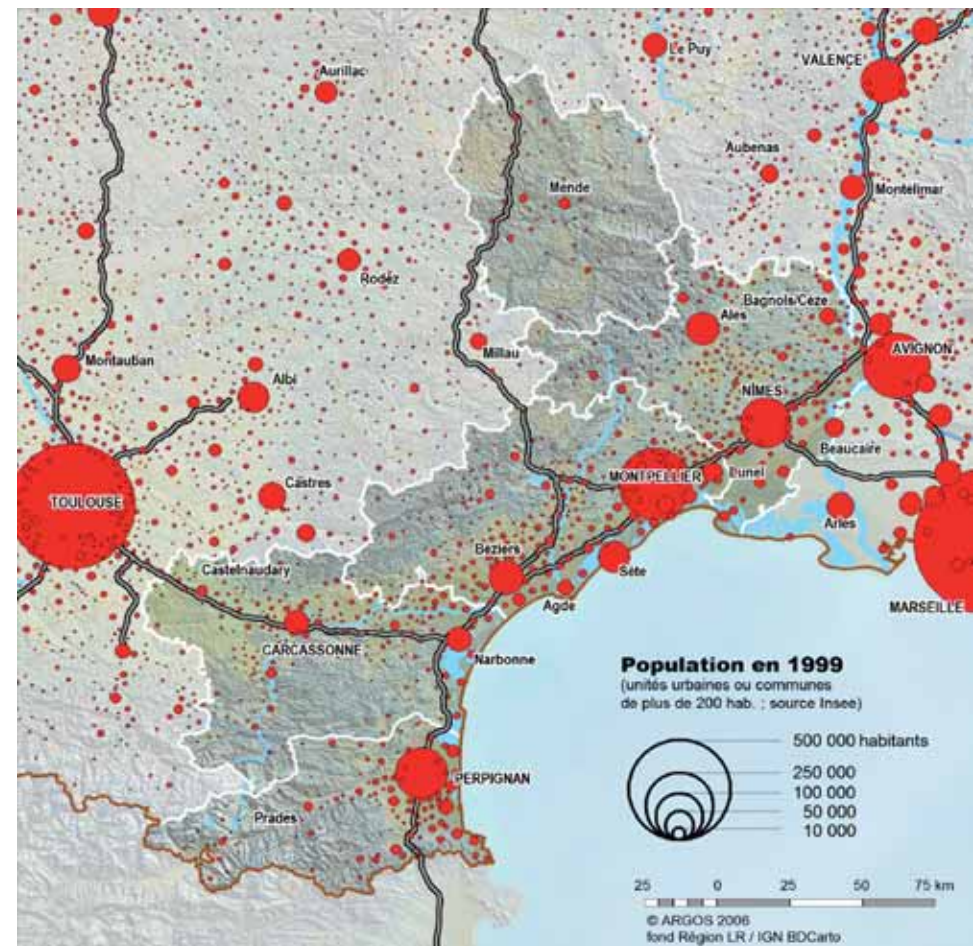
> **Une polarisation autour de la métropole**

La commune de **Montpellier** est celle qui a **connu la plus forte croissance en volume entre 1962 et 1999 en France métropolitaine**. En passant de près de 119 000 à plus de 225 000, elle a gagné plus de 106 000 habitants (90 % de hausse). Entre 1990 et 1999, l'unité urbaine de Montpellier a gagné près de 40 000 habitants, passant du 22<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> rang national (et de 248 000 à 288 000 habitants). Mais plus largement, **c'est tout le territoire de Sète à Nîmes, en passant par Lunel qui connaît des dynamiques démographiques importantes.**

> **Une périurbanisation autour de la métropole et du chapelet de villes moyennes**

Dans le Languedoc-Roussillon, le **rapport urbain/rural s'est transformé**. La région connaît effectivement un **phénomène de périurbanisation** particulièrement important. **Pour autant, le phénomène de dispersion des habitants ne progresse pas de la même façon sur tous les territoires.** Autour de Montpellier, cette dispersion ralenti depuis le milieu des années 80 : l'extension de l'aire urbaine se fait davantage par densification des espaces proches de la ville centre que par élargissement du périmètre de l'aire urbaine. Alors que la frontière moyenne de l'aire urbaine s'éloigne de 364 mètres par an entre 1975 et 1982, elle ne s'éloigne plus que de 194 mètres par an entre 1990 et 1999.

**Population en 1999**



Source : Insee



## Au dehors, la région est prise en tenaille dans la concurrence des Suds

La région Languedoc-Roussillon est **moins métropolisée** quand on la compare aux régions voisines. Le classement des villes européennes réalisé par la DIACT fait apparaître **l'écart existant entre Montpellier et ses concurrentes** :

- > **Toulouse et Marseille apparaissent comme plus compétitives**, notamment dans leur « **connectivité** » : elles sont plus accessibles que la métropole Montpellieraine, et leurs aéroports sont plus fréquentés.
- > D'autre part, si Montpellier parvient à se hisser au niveau de métropoles plus peuplées comme Bordeaux ou Nantes, **sa notoriété repose essentiellement sur une niche (la recherche)**, tandis que les autres métropoles présentent des profils plus diversifiés, et semblent donc plus durablement insérées au niveau international.
- > A l'échelle des métropoles européennes proches, Montpellier est également peu visible : Milan et Barcelone jouent dans la catégorie supérieure.

Dans ce contexte, la région Languedoc Roussillon semble « **prise en tenaille** », et le souci de ne pas tenir son rang dans la « concurrence des sud » est permanent.

## Rayonnement des agglomérations françaises, comparé à leur poids démographique

	France	Autres villes européennes
Rayonnement <b>nettement plus fort</b> que le poids démographique	<b>Montpellier</b>	Amsterdam, Genève, Grenade, Luxembourg
Rayonnement <b>légèrement plus fort</b> que le poids démographique	Angers, Brest, Cannes, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Rennes, Strasbourg, Toulouse	Munich, Vienne, Bruxelles, Helsinki, Dublin, Milan, Oslo, Utrecht, Lisbonne, Stockholm, Lausanne, Zurich
Rayonnement <b>équivalent</b> au poids démographique	Béthune, Bordeaux, Le Havre, Lens, Reims, Rouen, Saint-Etienne, Tours	Copenhague, Bilbao, Madrid, Rome, Porto, Glasgow, Londres, Berlin, Francfort, Hanovre
Rayonnement <b>plus faible</b> que le poids démographique	Lille, Toulon, Valenciennes	Essen, Belfast, Liverpool, Manchester, Naples, Dresde, Sarrebruck, Barcelone, Athènes, Gênes, Turin, Rotterdam, Birmingham

Source : DATAR, étude pour un rayonnement européen des métropoles françaises

## Au-dedans, les territoires sont fragmentés

Au-dedans, la région Languedoc-Roussillon semble particulièrement fragmentée : son territoire est composite, il est soumis à des forces centrifuges, et ses villes moyennes sont aujourd'hui concurrencées :

- > Le Languedoc-Roussillon est **composé de territoires aux fortes « personnalités »** : l'identité catalane imprègne le sud de la région, les territoires de montagne au Nord sont culturellement proches de l'Auvergne, l'ensemble du territoire est traversé par la culture occitane, et bordé par la culture provençale. La région donne donc l'impression d'être un **territoire composite**, une **mosaïque d'identités locales vivantes** ;
- > **Aux franges de la région, les attractions s'expriment naturellement**, par le simple jeu des proximités : l'ouest de la région est tourné vers la métropole Toulousaine tandis que les villes de l'Est s'inscrivent dans un territoire de développement qui s'étend jusqu'aux cités du Bas Rhône (Arles, Avignon, Marseille) ; le Nord de la région regarde vers le Massif Central, enfin le Sud de la région est de plus en plus attirée par la métropole Barcelonaise. La région est donc soumise à d'importantes forces centrifuges.

Ces influences extérieures sont de tous types :

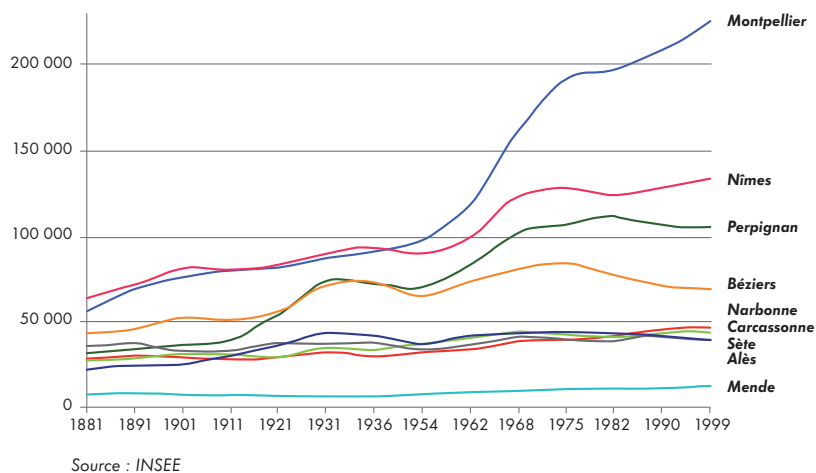
- Attraction des pôles d'emplois extérieurs et périurbanisation (par exemple, l'Aude avec Toulouse).
- Consommation de fonctions urbaines (par exemple la Lozère avec Clermont-Ferrand et Rodez).
- Imbrication des bassins économiques (par exemple le Gard rhodanien et la vallée du Rhône).



**Les influences fonctionnent dans les deux sens.** La région dans son ensemble exerce une forte attirance vis-à-vis de l'extérieur : attractivité résidentielle, enseignement supérieur, fonctions urbaines supérieures et tourisme.

- > Comme dans une majorité de régions françaises, **les villes moyennes semblent fragilisées.** Le décrochage démographique a démarré dans les années 60 : certaines villes ont vu leur croissance ralentir, et d'autres ont perdu des habitants. **L'écart s'est considérablement creusé** entre la Métropole et les autres pôles urbains du territoire. Pourtant, la période 1999-2005 marque une reprise de la croissance démographique des villes moyennes, et leur « décrochage » pourrait être à relativiser : alors que Perpignan, Sète et Béziers ont perdu de la population entre 1990 et 1999, elles ont retrouvé une croissance soutenue entre 1999 et 2005 (respectivement +8.44%, +8.47% et +4.44%).

### Évolution de la population des 9 villes principales entre 1881 et 1999 (nombre d'habitants)

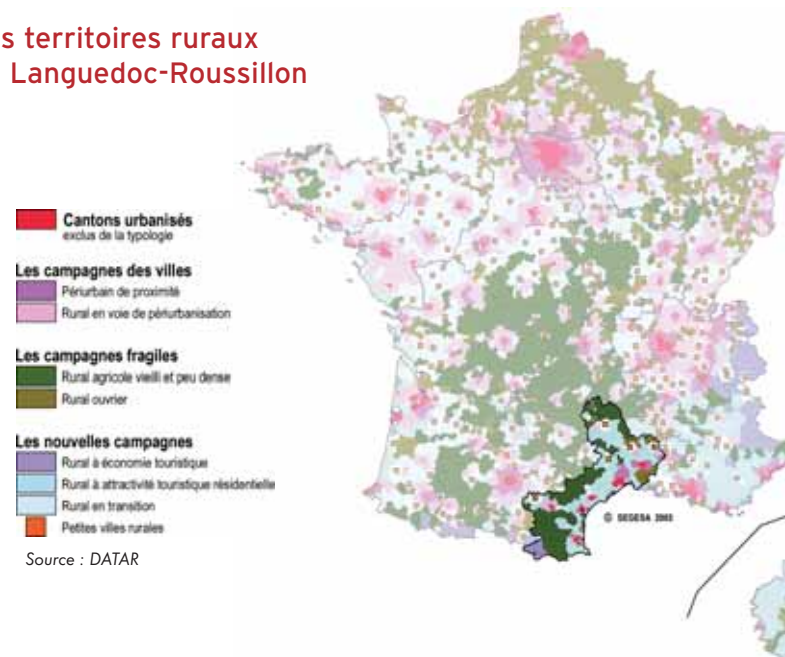


Enfin, il n'est désormais plus possible de considérer les espaces ruraux comme des espaces homogènes. Cette diversité nouvelle des territoires ruraux est liée à la pluralité des influences extérieures (vieillesse, tourisme, périurbanisation,...) sur ces territoires.

Le Languedoc Roussillon accueille trois types de territoires ruraux :

- > **Les campagnes des villes :** elles sont constituées des territoires périurbains de proximité. On les trouve autour de Montpellier, de Nîmes, et dans une moindre mesure près de Carcassonne et Perpignan. Ce sont des campagnes essentiellement résidentielles.
- > **Les campagnes fragiles :** ce sont les campagnes agricoles ou industrielles, vieilles et peu denses. Elles sont localisées dans les territoires montagneux de la région. Ce sont des campagnes essentiellement productives.
- > **Les campagnes nouvelles :** ces espaces doivent leur dynamique à leur attractivité, dont la qualité du cadre de vie est le principal moteur. Ils vivent de l'économie touristique. Ce sont des campagnes essentiellement résidentielles et récréatives.

### Les territoires ruraux du Languedoc-Roussillon



## Les tendances prévisibles à moyen et à long terme

La taille de la région, et sa composition territoriale, la situe d'emblée dans un réseau d'interactions fortes avec l'ensemble des territoires limitrophes. L'évolution de l'environnement, proche et lointain aura donc une influence décisive sur la structure interne, sur sa compétitivité et sur la cohésion des territoires de la région.

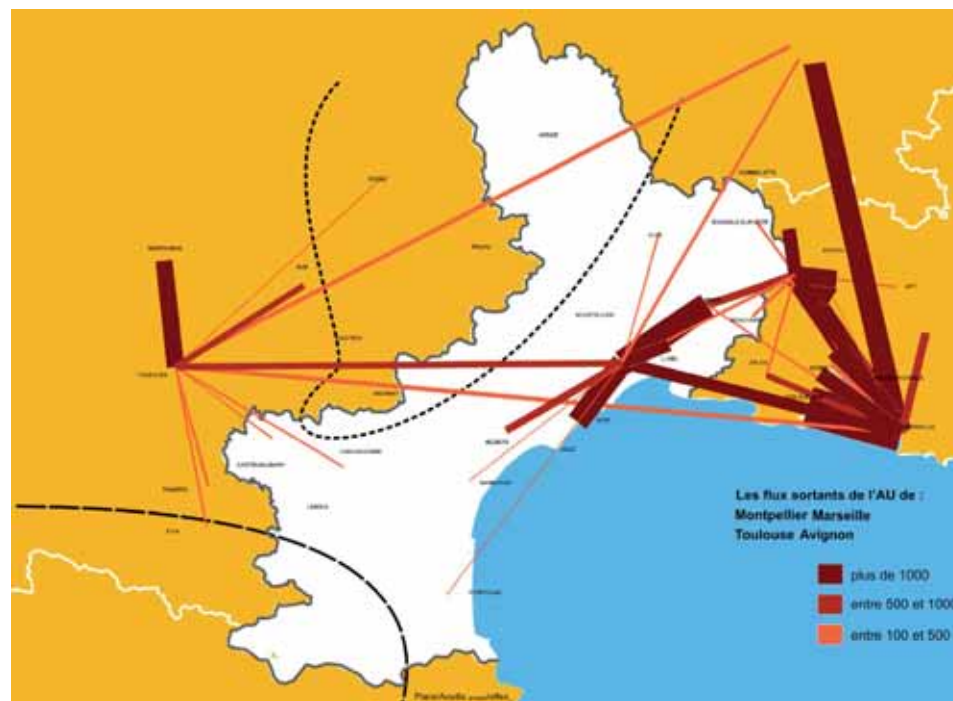
### Le jeu des influences

Le Languedoc-Roussillon est intégré dans un vaste ensemble caractérisé par la « confluence » (et concurrence) des suds européens. L'arc latin prend une importance croissante, de même que les échanges entre l'Europe et la péninsule Ibérique. Le Languedoc-Roussillon est dans une situation de médiation Espagne/Europe. Cette situation de médiation se marque notamment par l'implication de la Région dans les instances de coopérations transnationales et transfrontalières : communauté de travail des Pyrénées, Eurorégion...

Dans la proximité, la région est fortement connectée aux territoires extérieurs. Castelnaudary, Carcassonne et Toulouse ; Perpignan et la Catalogne ; l'est du département du Gard et la Provence d'une part (l'agglomération d'Avignon est pour partie en Languedoc-Roussillon), le couloir rhodanien d'autre part (Bagnols-sur-Cèze, Marcoule et le Gard rhodanien) ; la Lozère et Mende qui s'insère dans un espace central spécifique jalonné par Rodez, Clermont-Ferrand et le Puy-en-Velay.

Ces influences et ces interdépendances ne peuvent que s'accroître, du fait des dynamiques de croissance et de développement que connaissent les puissants voisins du Languedoc-Roussillon : Catalogne, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes.

### Mobilité domicile-travail des aires urbaines d'Avignon, de Marseille, Montpellier et Toulouse en 2005



Source : INSEE - DADS

## **Montpellier, une porte internationale**

Dans ce contexte d'intégration interrégionale et internationale, la capitale régionale est atypique, par comparaison avec ses voisines. Elle exerce un rayonnement incontesté - et se trouve d'ailleurs régulièrement très bien classée dans les comparaisons nationales et européennes - mais elle n'exerce pas un monopole du commandement et des fonctions métropolitaines supérieures pour l'ensemble de la région. Montpellier ne domine pas sa région comme Toulouse, ou même Lyon.

Elle joue un rôle de « vitrine », voire de « produit d'appel » pour le Languedoc-Roussillon : c'est via Montpellier que se diffuse la notoriété de l'ensemble du territoire régional. Tous les acteurs le reconnaissent : Montpellier est la porte ouverte de la région vers d'autres horizons, nationaux, européens et internationaux.

Cette fonction de porte internationale sera vraisemblablement toujours plus importante, si on place le Languedoc-Roussillon dans son contexte méditerranéen. Les relations de l'Europe avec l'espace méditerranéen sont en effet appelées à une profonde transformation, du fait de l'évolution des politiques publiques, et surtout des mutations sociétales en cours : dynamique de rattrapage économique et social dans les pays du Maghreb, Tunisie et Maroc notamment ; flux croissant d'investissements productifs en direction des pays de la rive sud ; évolution des modèles migratoires. Les relations entre les deux rives de la Méditerranée vont tendre vers un plus grand équilibre. En particulier, tout indique que le modèle historique de l'immigration « de sédentarisation », induit par les pays du Nord va de plus en plus laisser la place à un modèle de mobilités internationales, dans lequel la possibilité d'aller et de venir entre le pays d'origine et les pays d'accueil sera un ressort du développement. Le Languedoc-Roussillon, et particulièrement l'ensemble formé par sa capitale et le port de Sète vont devoir trouver leur place dans les transformations du « système méditerranéen ».

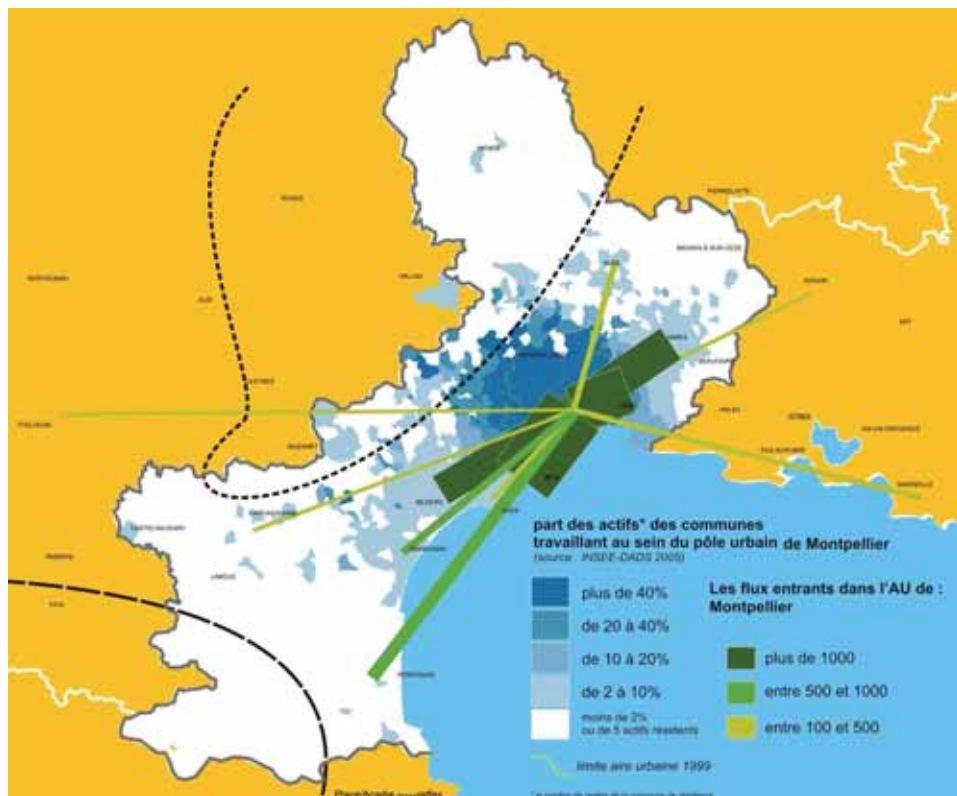
## **Les villes du Languedoc-Roussillon : interdépendance et autonomie**

Les villes de la région sont appelées à voir leurs fonctions et leur place évoluer. Le modèle historique de la « ville relais » de la métropole, installée dans une armature urbaine clairement dessinée n'est plus d'actualité, d'autant que les villes du Languedoc-Roussillon cultivent une tradition culturelle, économique et sociale fondée sur l'autonomie. Cependant, les villes de la région s'intègrent dans des systèmes urbains plus vastes. Les échanges domicile-travail dessinent une nouvelle carte des interdépendances : les échanges d'actifs entre Nîmes et Montpellier sont équilibrés ; Béziers « envoie » plus d'actifs à Montpellier qu'à Narbonne, alors que cette dernière noue des relations sociales et économiques étroites avec Carcassonne.

La tendance à 20 ans, accentuée par le développement des moyens de mobilité, sera vraisemblablement à une forte intégration par les mobilités des personnes, au moins de Nîmes à Narbonne. Les identités et les solidarités territoriales seront ainsi fortement questionnées par ces évolutions.

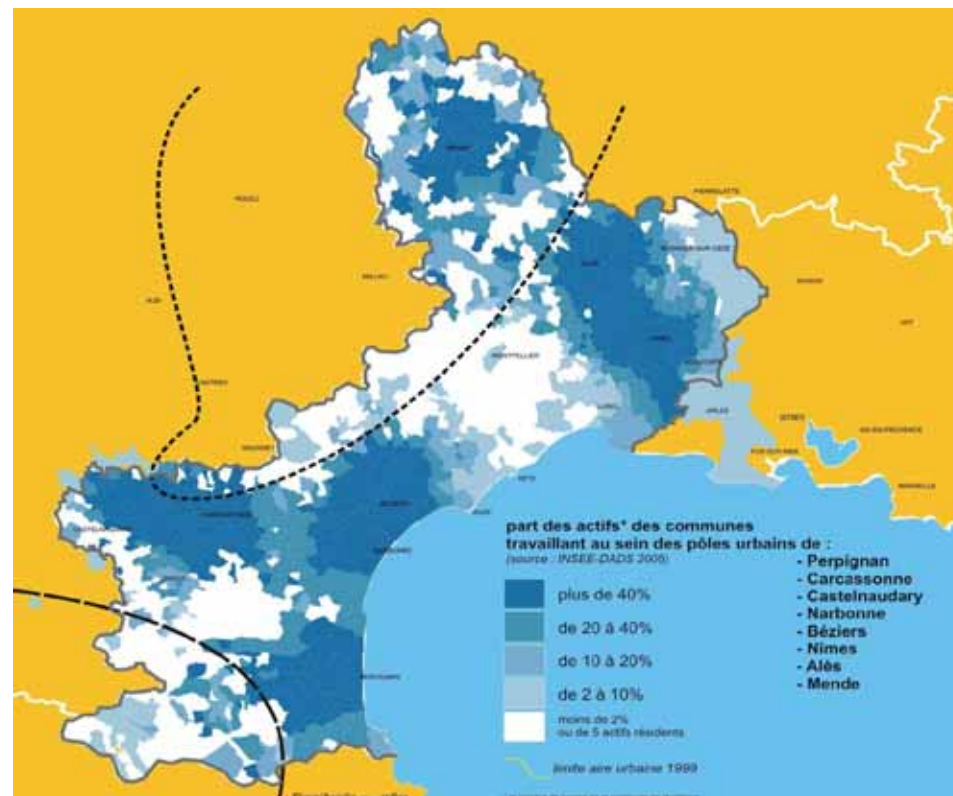
Pour autant, cette intégration progressive dans un réseau d'interdépendances n'empêche pas chaque ville moyenne de la région de jouer un rôle de polarité à son échelle et pour un espace élargi. Les villes peuvent donc être interdépendantes sans perdre leur capacité de rayonnement territorial.

## L'interdépendance des villes du Languedoc-Roussillon : actifs entrant à Montpellier en 2005



Source : INSEE - DADS

## Le rôle de centralité des villes du Languedoc-Roussillon : part des actifs attirés par les villes en 2005



Source : INSEE - DADS

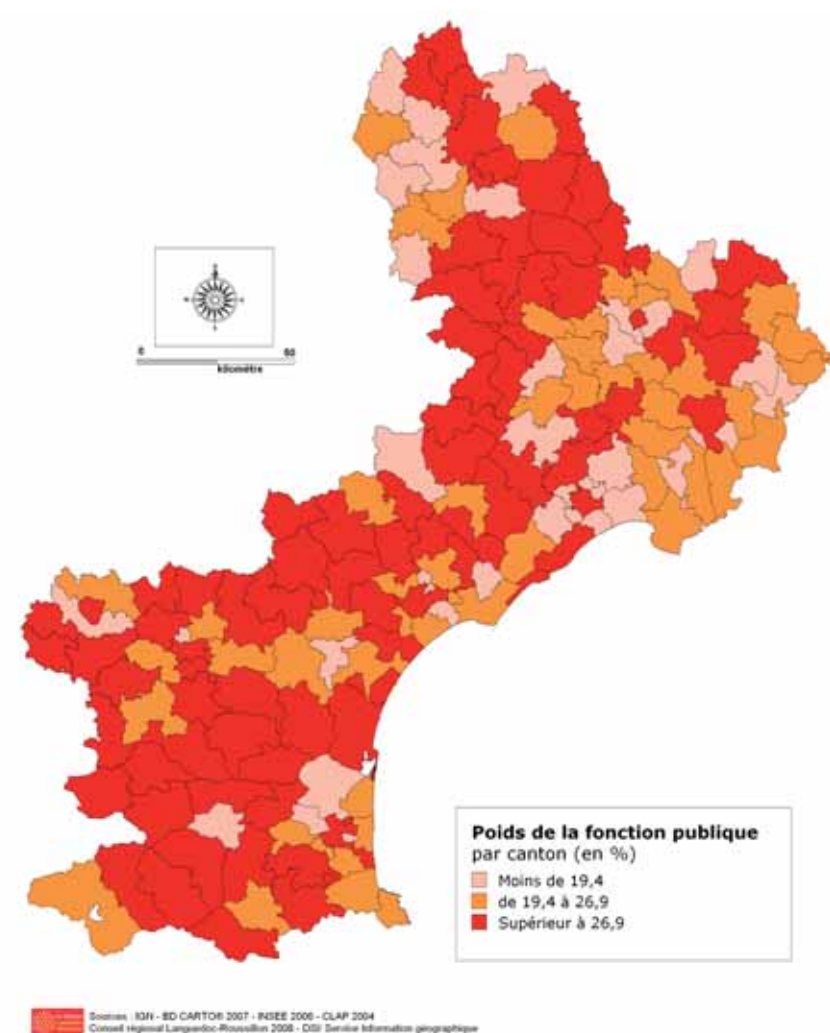
### Les « avant-pays », une nouvelle ruralité

Le rapport urbain/rural connaît un bouleversement dont on n'a pas fini de percevoir les conséquences. Celui-ci ne peut plus être pensé dans l'opposition, ou dans la concurrence : le rural apparaît comme un rural « renouvelé », pour lui-même, et dans son rapport à l'urbain.

Pour nombre d'acteurs du développement territorial, un nouveau modèle rural est en train de s'inventer, capable de tirer parti des richesses de l'urbain, tout en constituant un espace de ressources pour celui-ci. Du coup, le potentiel de valorisation des territoires ruraux devient considérable : on peut penser que les « arrière-pays » sont en passe de devenir des « avant-pays » : les « vides » actuels constitueront dans les années proches un atout, à la fois comme territoire d'accueil mais aussi comme espaces économiques producteurs de valeur.

Dans cette perspective, le maillage en services collectifs et la présence de l'emploi public représentent des atouts pour les avant-pays.

### L'emploi public fortement représenté dans les cantons ruraux





# Éclairage par des politiques actuelles

Au regard des deux options stratégiques, on constate que **les logiques d'action publiques actuelles sont diverses** : la métropole Montpellieraine met en œuvre une politique volontariste depuis plusieurs dizaines d'années afin **de se hisser au niveau de la concurrence européenne et internationale** ; d'autres politiques visent à **amorcer des copérations entre les villes moyennes** du territoire dans un contexte où celles-ci ont tendance à « jouer solitaire » ; enfin, **quelques grands projets d'infrastructure** sur lesquels les acteurs locaux régionaux n'ont que peu de prise font débat quant à leurs implications en terme de structuration du territoire. Il ne s'agit pas ici de faire un état des lieux exhaustif, mais d'illustrer la diversité des politiques actuelles

## La métropole régionale au niveau de la concurrence des Suds

### *Une politique volontariste de la métropole montpelliéraine*

Montpellier Agglomération mène depuis plusieurs dizaines d'années une politique volontariste afin de **se hisser au niveau des métropoles concurrentes**. Pour l'agglomération, il s'agit d'attirer des entreprises dans des **secteurs** de pointe.

Cette ambition se traduit par une politique d'accompagnement, notamment en matière d'aménagement : **politique foncière et immobilière** (création de 14 parcs d'activité en 20 ans), politique de **développement de réseaux de télécommunication innovants** (ADSL, accès satellitaire,...), politique **d'infrastructures de transport** performantes, **développement de la recherche**, attraction d'entreprises à haute valeur ajoutée,...

Le **SCOT** de l'agglomération vise également à préserver l'attractivité de la métropole en **structurant le développement résidentiel** et en **valorisant les espaces naturels**.

Au-delà du SCOT, la volonté de **conduire une démarche métropolitaine** à une échelle plus large a émergé : Montpellier, Sète et Mèze (voire Lunel, Nîmes et Alès) pourraient se constituer en communauté urbaine dans le futur.

### *Des politiques menées par d'autres acteurs*

**Les politiques de renforcement de la métropole ne sont pas seulement menées par la Métropole elle-même : d'autres politiques y concourent.** En effet, tout en poursuivant l'objectif de proximité et d'accès aux soins sur l'ensemble du territoire régional, le **Schéma Régional d'Organisation Sanitaire** adopté par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation pour la période 2006/2011 **tend à concentrer les fonctions hospitalières d'excellence sur le territoire de Montpellier-Nîmes**.

Les CHU de Montpellier, de Nîmes et le CRLC sont par exemple pôle de référence régional dans le domaine de la cancérologie. Le CHU de Montpellier est également positionné en qualité de centre spécialisé de référence dans le domaine de la chirurgie de l'enfant. **Ces dispositions peuvent tendre à renforcer le poids de la région métropolitaine au sein de la région.**

## Les autres territoires cherchent leur place

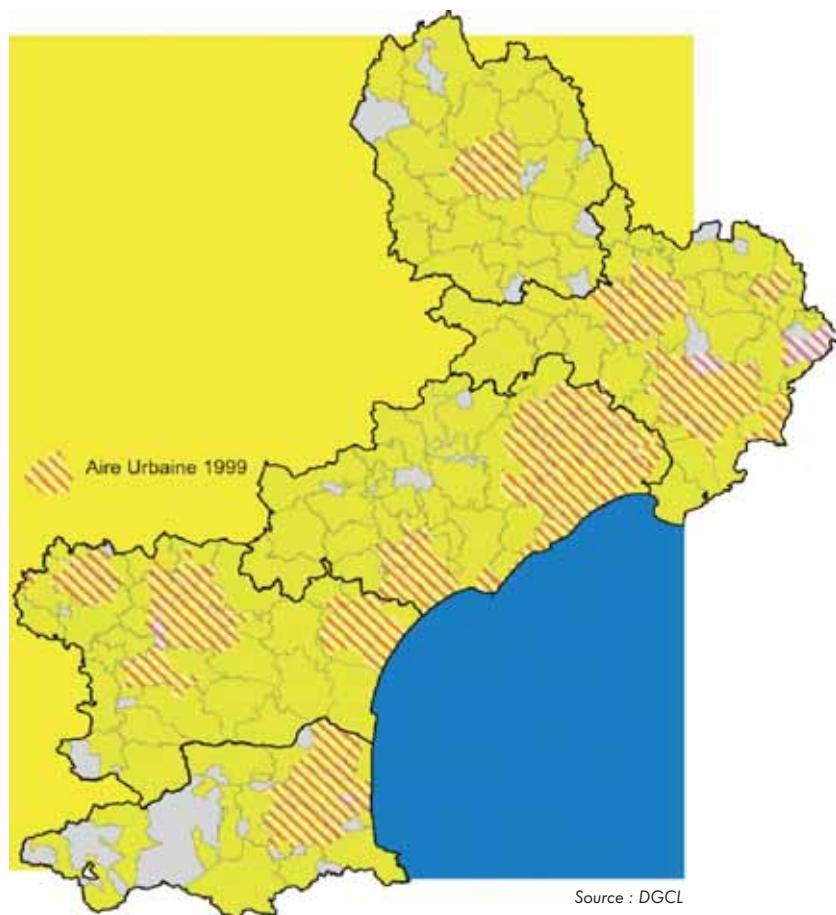
**L'émergence des intercommunalités** sur le territoire régional a ouvert le jeu : les territoires regardent désormais davantage autour d'eux, et tentent de trouver leur place dans l'espace régional.

**Des projets de coopération inter-territoriaux ont émergé ces dernières années.**

Un projet de coopération prend forme entre Nîmes et Alès, ainsi qu'avec leurs voisines provençales : Arles, Avignon et Beaucaire. Un autre espace de coopération se cherche et a du mal à se concrétiser entre le Narbonnais et le Biterrois. Une coopération est également évoquée entre Perpignan, Gérone et Figueras, dans la perspective de l'arrivée du TGV.

**Toutefois, la logique de fonctionnement en circuit fermé demeure dominante** : au-dedans, les coopérations sont limitées, et les territoires semblent **se juxtaposer sans faire système**. Les agglomérations privilégient pour l'instant **des coopérations de proximité**.

## Les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale en 2007



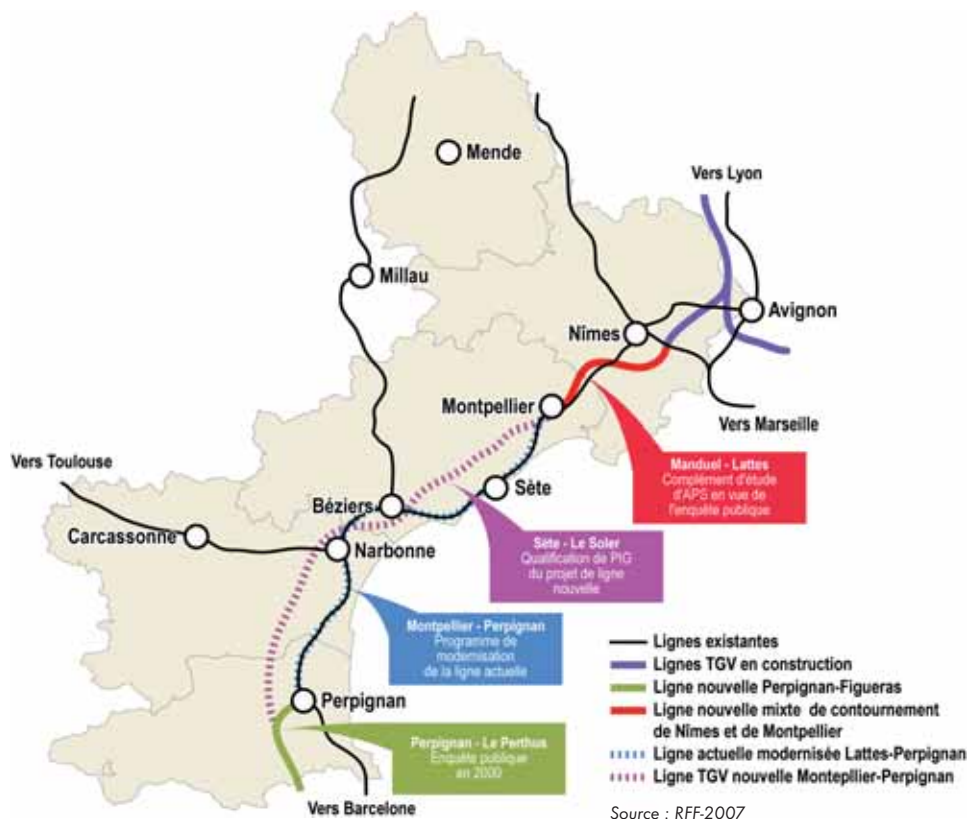
## Des grands projets aux effets incertains

La Région Languedoc-Roussillon est également **soumise à l'influence de politiques d'aménagement menées par l'Etat, ou par les acteurs publics locaux voisins sur lesquelles les acteurs locaux régionaux n'ont que peu de prise.** C'est d'ailleurs pourquoi l'institution régionale a pris la compétence des ports et aéroports.

### *La Ligne Nouvelle Montpellier/Perpignan*

Parmi les grands projets d'infrastructure lancés dans la région figure **la ligne nouvelle entre Montpellier et Perpignan**, dont la maîtrise revient principalement à l'État. Si Perpignan devrait être dotée d'un arrêt TGV d'ici quelques années, les villes moyennes situées le long de la ligne devront attendre au moins jusqu'à 2025 pour être connectées au réseau TGV. Ce décalage temporel, aggravé par un manque de coopération entre les villes, pourrait produire à moyen terme une **bipolarisation du territoire régional au détriment des villes moyennes comme Narbonne et Béziers.**

## Le tracé du TGV en Languedoc-Roussillon



## Le développement autoroutier

L'A9, qui a connu un taux de croissance annuel de 9,3% pendant vingt ans (1985-2004) est aujourd'hui en voie de saturation autour de Montpellier, notamment au Sud. **Un projet de doublement de cette autoroute à 2 fois 3 voies sur 17 kilomètres** a donc été lancé : malgré les retards pris dans le dossier, le projet devrait aboutir, entre Saint-Aunès et Saint-Jean de Vedas, à l'horizon 2012-2015. Ce doublement pourrait avoir des effets sur la structuration du territoire régional : la métropole étant rendue plus accessible vis-à-vis de l'extérieur, et aussi plus intégrée au-dedans, **la concentration des services supérieurs sur le territoire de la métropole pourrait s'accroître.**

À l'inverse, le bouclage de l'A75 offrirait des perspectives de rééquilibrage régional, en développant le maillage du territoire. Les villes moyennes situées à proximité de cet axe (Béziers, Lodève, Clermont-l'Hérault,...) pourraient bénéficier d'une nouvelle dynamique : certaines d'entre elles ont d'ores et déjà lancé la restructuration de leur voirie.

## Les projets extérieurs à la région

Les politiques d'aménagement menées par les acteurs publics locaux de la région Midi-Pyrénées voisine sont également susceptibles de produire des effets sur le territoire de la région Languedoc Roussillon. Le projet de **charte Inter-SCOT de l'aire urbaine toulousaine** prévoit un report de population important jusqu'à Carcassonne, ce qui pourrait accentuer l'intégration **du territoire Carcassonnais** vis-à-vis de la région voisine.

## Une politique régionale fondée sur l'équité territoriale

Dans ce contexte, la Région mène **une politique contractuelle équilibrée en direction des territoires régionaux**, sous le signe de l'équité territoriale. Dans cette optique, la Région encourage également la formation des Pays, et contractualise avec les PNR. Par sa politique territoriale, la Région souhaite répartir la croissance démographique sur l'ensemble de l'archipel des villes régionales, grandes, moyennes ou petites.



# De la controverse aux enjeux

Les débats des ateliers territoriaux et citoyens ont abouti à une reformulation de la controverse et contribué à alimenter les principales questions prospectives. Ce matériau a permis de passer de la controverse aux enjeux.

## Deux risques symétriques

### *La région fermée*

Plusieurs raisons peuvent conduire à une forme de fermeture de la région : la crainte d'une concurrence trop vive exercée par les métropoles voisines ; la peur d'un « envahissement » démographique menaçant les identités territoriales ; la réaction par rapport aux forces des régions voisines qui peuvent être perçues comme centrifuges, etc.

Cette fermeture régionale peut avoir des effets « en cascade », accentuant les tendances présentes à la fragmentation : la dissociation de la capitale régionale du reste du territoire régional, le repli identitaire de certains territoires isolés, la désolidarisation des villes moyennes et des espaces ruraux.

Certaines de ces tendances sont déjà perceptibles, par exemple dans la dissymétrie des rythmes de croissances démographiques entre l'espace Nîmes-Montpellier d'une part, les villes moyennes régionales d'autre part, les territoires ruraux d'autre part.

### *La région « passoire »*

Le risque symétrique est celui de la région passoire, dont la structure territoriale ne permettrait pas de tirer parti des flux qui la traversent : flux démographiques, flux touristiques, transit de personnes et de marchandises entre l'Europe du Sud et l'Europe du Nord. On peut pousser le trait : en l'absence de capacité de polarisation et d'opportunités offertes à ses habitants ou à ses visiteurs, le territoire régional peut n'être plus qu'un simple support de flux, dont les habitants devront supporter, toujours plus, les impacts négatifs sur leur vie quotidienne.

Le corollaire de cette perspective est la prévalence des forces « centrifuges » : les influences des régions limitrophes peuvent se transformer en facteurs de démembrement du territoire, en transformant ses « frontières » en annexes des puissants voisins du Languedoc-Roussillon.

## Les enjeux : vers une ouverture méditerranéenne et européenne

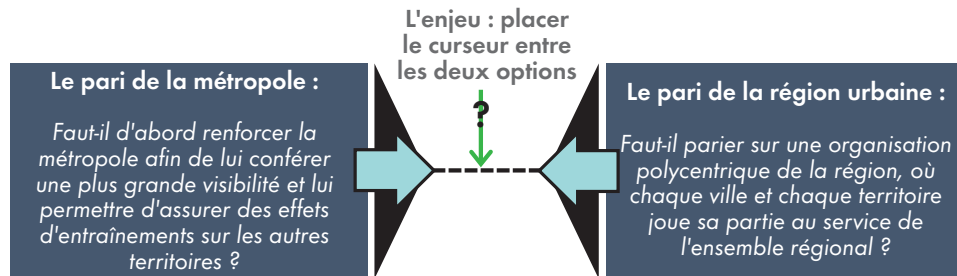
La sortie par le haut de ces deux risques symétriques réside dans une stratégie de l'ouverture maîtrisée, en prenant appui sur une caractéristique spécifique du Languedoc-Roussillon, qui le distingue fortement des régions voisines. Le territoire régional présente en effet cette spécificité de se situer dans une interaction entre quatre grandes dynamiques métropolitaines : Toulouse, Barcelone, Marseille et Lyon. Ces métropoles ont chacune leurs caractéristiques et jouent, chacune un rôle moteur dans la structuration et le développement du grand sud français.

Le Languedoc-Roussillon a intérêt à s'appuyer sur leur dynamisme pour développer ses propres atouts : il ne peut pas faire sans ses voisins (au risque de l'étiollement), il doit donc faire avec, dans une logique de coopération/compétition. Jouer la complémentarité des fonctions permettra de consolider les ressorts de l'excellence régionale, et renforcera sa visibilité européenne et méditerranéenne. C'est aussi la condition pour que les différents territoires de la région jouent « collectif » au service de l'ensemble.

Chaque territoire de la région, peut, en fonction de sa situation et de ses caractéristiques, contribuer au rayonnement et à la cohésion du territoire.

## Débat

Comment concilier cohésion des territoires et compétitivité de la région ?



## Eléments dégagés

- > ***Tirer parti des influences extérieures en construisant une stratégie intermétropolitaine***
  - > Valoriser les interdépendances entre les territoires de la région
  - > Positionner le territoire dans l'espace méditerranéen
  - > Proposer de nouvelles formes de gouvernance

# Éléments de prospective

**La prospective est l'étude des avenir possibles.** Elle permet de déceler les tendances et « contre-tendances » d'évolution, les continuités, les ruptures, afin de déterminer un éventail des futurs possibles.

Les éléments de prospectives complémentaires présentés dans les pages qui suivent ont pour but **d'informer au mieux les participants** des évolutions futures probables, **afin d'assurer la qualité des débats, et des choix stratégiques** qui seront effectués par la Région.

Les trois grandes controverses de la région Languedoc Roussillon peuvent être éclairées par quelques éléments de prospective transversaux. L'organisation de l'espace régional, la question du rapport entre économie et solidarités, et enfin la question du rapport entre nature et société seront en effet **fortement impactés notamment par les évolutions probables dans quatre grands domaines : la démographie, les mobilités, le changement climatique et les politiques publiques.** Il s'agit d'évolutions nationales, européennes ou mondiales mais qui toucheront de manière significative la région Languedoc-Roussillon, parfois même plus fortement que d'autres régions.

Les pages qui suivent n'apportent **pas de réponses définitives quant à l'avenir de la région.** Les hypothèses prospectives présentées reposent pour partie sur des analyses quantitatives (la prolongation de tendances observées ces dernières années) et sur des données davantage qualitatives. D'autre part, une grande partie des facteurs prospectifs sont étudiés à l'échelle nationale. Toutefois, les options stratégiques d'aménagement **devront nécessairement se confronter à ces quatre grandes transformations :**

- > **La prospective démographique** pourra aider à répondre à la question de l'accueil de nouveaux habitants : quelles infrastructures, quels services seront nécessaires à l'horizon 2030 ? Sur quels territoires devra-t-on agir ? Où opérer des rééquilibres démographiques ?...

- > **La prospective sur les mobilités** présente les grandes tendances et les grands modèles de mobilités du futur. Elle pourra aider à la définition de partis pris dans un domaine sensible, ayant des répercussions sur les modes de vie, l'environnement et l'économie.
- > **La prospective sur le changement climatique** apporte des éléments de réflexion sur les impacts probables des transformations climatiques sur les territoires : dans le Languedoc Roussillon, le tourisme, l'attractivité résidentielle, l'agriculture, mais aussi les grands équilibres démographiques régionaux sont concernés. Ce sont des enjeux importants que la politique d'aménagement du territoire régional devra prendre en compte.
- > Enfin, quelques éléments de **prospective sur les politiques publiques** viendront éclairer les probables logiques d'action publique dans l'avenir. Le SRADDT ne se résumant pas à un répertoire d'infrastructures, ces éléments devront être pris en compte afin de définir la manière d'aborder les enjeux politiques d'avenir pour la Région.

# Prospective démographique

## 3,3 millions d'habitants dans la Région en 2030 ?

Les projections démographiques présentées ci-dessus sont issues d'une étude de l'Insee en partenariat avec la Région Languedoc-Roussillon publiée en décembre 2007 et réalisée à partir du modèle Omphale, qui consiste à simuler l'évolution des effectifs par sexe et âge de la population d'une zone à partir de trois composantes : la natalité, la mortalité et les migrations.

L'Insee et la Région Languedoc-Roussillon ont arrêté trois scénarios qui prolongent les tendances démographiques observées entre 1990 et 2005. Dans ces scénarios, seules les tendances migratoires varient :

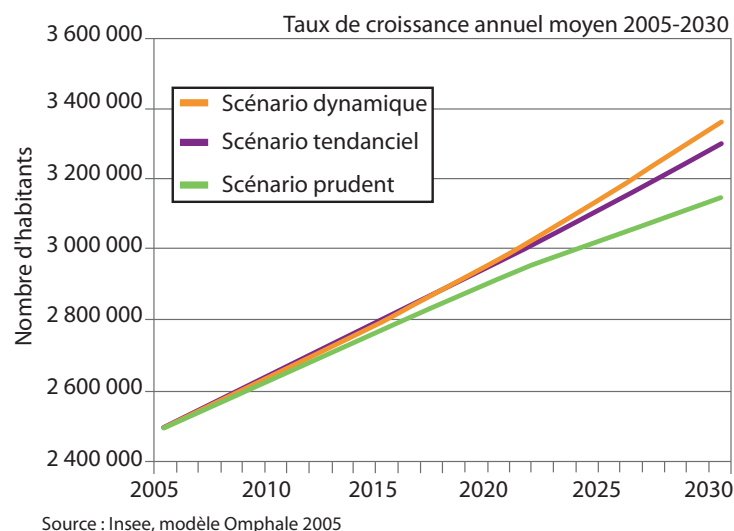
Dans le scénario « tendanciel », les mêmes quotients migratoires observés entre 1990 et 2005 sont maintenus sur toute la période de projection. Dans le scénario « dynamique » ces quotients augmentent progressivement et dans le scénario « prudent » ils diminuent progressivement.

## La confirmation d'une attractivité démographique exceptionnelle ?

En 2005, le Languedoc-Roussillon compte 2,5 millions d'habitants. À l'horizon 2030, cette population s'élèverait à 3,3 millions, si les comportements récents de migrations, de fécondité et de mortalité se prolongeaient (**scénario dit « tendanciel »**). **À côté du scénario tendanciel, deux autres scénarios ont été élaborés dans lesquels seules les hypothèses sur les comportements migratoires varient : un scénario « prudent » et un scénario « dynamique ».**

La région confirmerait alors sa **première place dans le classement des régions françaises** : elle serait suivie d'assez loin par les régions Midi-Pyrénées (0,8% de croissance annuelle moyenne de population) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (0,7% de croissance annuelle moyenne de population).

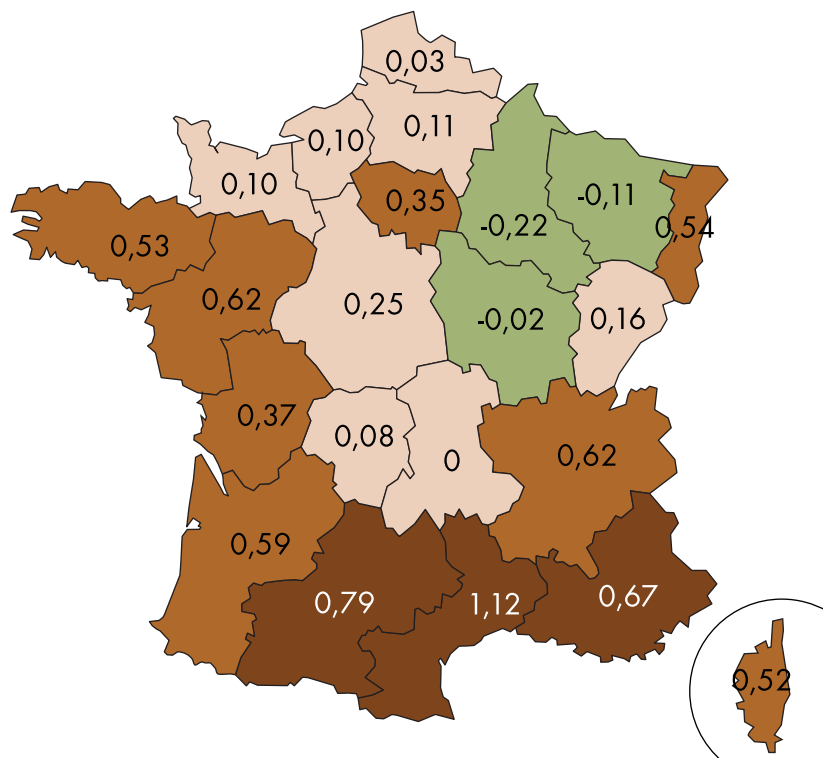
## Entre 3,1 et 3,4 millions de Languedociens à l'horizon 2030, selon les trois scénarios



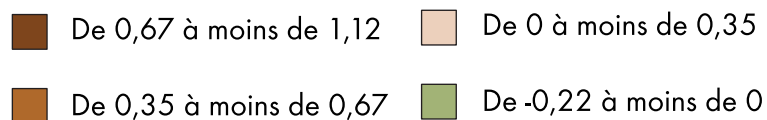
Ainsi, la croissance démographique devrait **continuer d'être alimentée par un excédent migratoire considérable**. Si l'arrivée de populations nouvelles (environ 25 000 personnes par an) a contribué à hauteur de 91% à la croissance démographique entre 1990 et 2005, **sa contribution devrait augmenter** et atteindre 95% de la croissance entre 2005 et 2030 (arrivée de 31 000 nouveaux habitants par an en moyenne).

**A l'inverse, le solde naturel devrait diminuer, mais rester positif.** La faible augmentation de la natalité s'expliquerait par le vieillissement : les femmes en âge de procréer seraient moins nombreuses dans les 25 prochaines années. Parallèlement, l'allongement supposé de l'espérance de vie des languedociens ne permettrait pas de compenser l'effet du vieillissement de la population et au final, l'augmentation du nombre de décès.

## Forte croissance démographique à l'horizon 2030 sur le littoral méditerranéen, particulièrement en Languedoc-Roussillon



**Taux de croissance annuel moyen (en %)  
de la population entre 2005 et 2030**



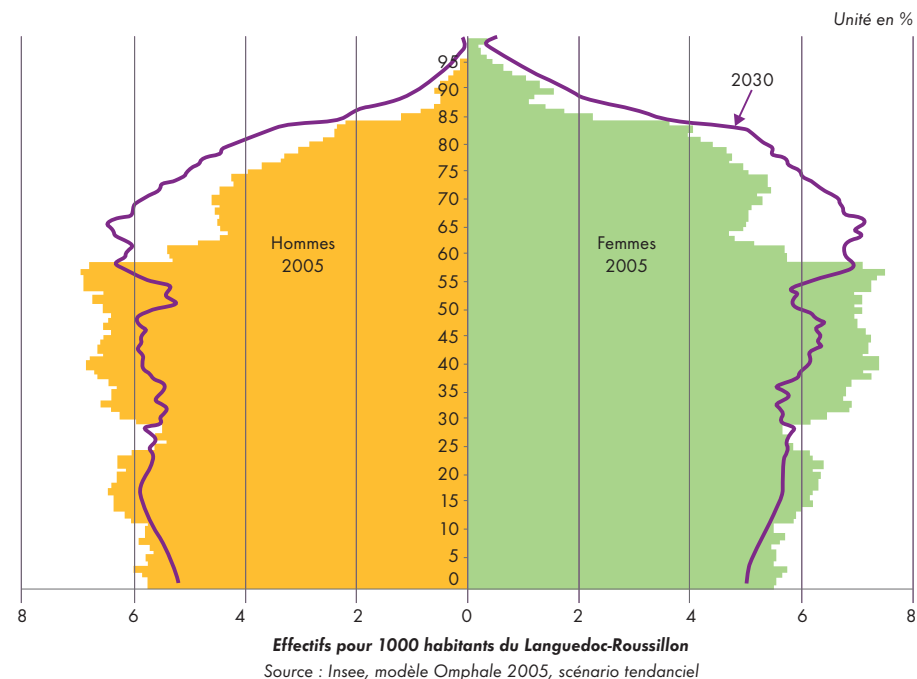
Source : Insee, modèle Omphale 2005

## La part des seniors augmenterait à l'horizon 2030

L'allongement de l'espérance de vie et l'arrivée aux âges élevés des générations nombreuses du baby-boom, entraîneraient une augmentation du nombre de personnes âgées de plus de 60 ans. De 600 000 en 2005, ce nombre passerait à plus de 1 million en 2030 et représenterait ainsi près du tiers de la population régionale. Le nombre de personnes de plus de 60 ans augmenterait ainsi de 2,1 à 2,3 % par an en moyenne, entre 2005 et 2030, selon les différents scénarios choisis.

Les personnes âgées de plus de 80 ans connaîtraient la plus forte croissance, particulièrement en fin de période. En 2030, elles représenteraient 8% de la population languedocienne, contre 5 % en 2005. Leur nombre s'élèverait entre 240 000 et 250 000 personnes, en 2030, selon les trois scénarios.

## Pyramide des âges des Languedociens en 2005 et 2030



## Les effectifs des jeunes continueraient de croître

En 2030, les jeunes de 15 à 24 ans seraient plus nombreux passant de 310 000 en 2005 à plus de 380 000 en 2030. Ainsi, si leurs effectifs augmenteraient ces 25 prochaines années, leur part dans la population totale diminuerait d'1 point, s'établissant à 11,5 % des Languedociens en 2030.

## Un vieillissement moins marqué qu'ailleurs

En 1975, le Languedoc-Roussillon se situait au 3<sup>ème</sup> rang des régions françaises ayant l'indice de vieillissement le plus élevé après le Limousin et la Corse. Il ne se situait plus qu'au 8<sup>ème</sup> rang en 2005 et n'occuperait plus que la 12<sup>ème</sup> position en 2030.

## Évolution de la population en Languedoc-Roussillon par tranche d'âge

	Population 2005 (en milliers)	Scénario tendanciel		Scénario prudent		Scénario dynamique	
		Population projetée en 2030 (en milliers)	Taux de variation annuel 2005-2030 (en %)	Population projetée en 2030 (en milliers)	Taux de variation annuel 2005-2030 (en %)	Population projetée en 2030 (en milliers)	Taux de variation annuel 2005-2030 (en %)
Moins de 20 ans	590	720	0,8	690	0,7	740	0,9
20 - 59 ans	1 310	1 500	0,6	1 450	0,4	1 550	0,7
60 - 79 ans	470	800	2,2	770	2,0	820	2,3
80 ans ou plus	130	250	2,5	240	2,3	250	2,6
<b>Ensemble</b>	<b>2 500</b>	<b>3 270</b>	<b>1,1</b>	<b>3 150</b>	<b>0,9</b>	<b>3 360</b>	<b>1,2</b>

Source : Insee, modèle Omphale 2005

## Des disparités territoriales plus fortes ?

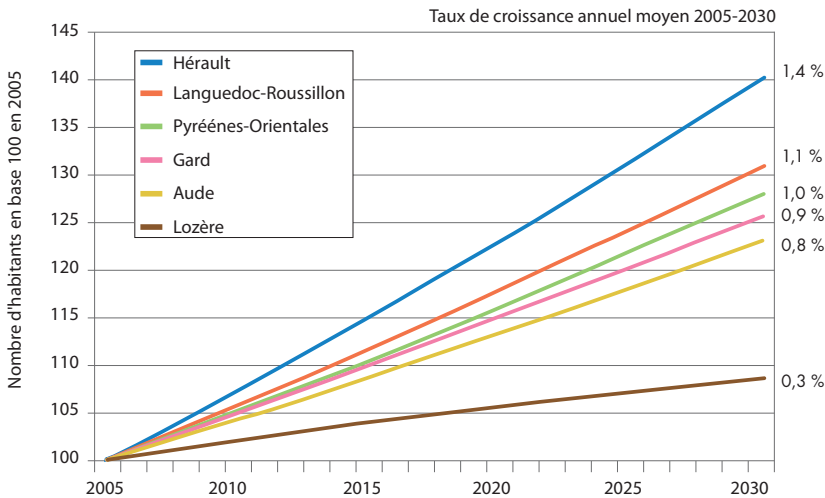
**Parmi les 3,3 millions d'habitants que compterait le Languedoc-Roussillon en 2030, 1,4 million habiteraient dans le département de l'Hérault.** La population de l'Hérault connaîtrait en effet la croissance démographique la plus forte de la région : 1,4 % par an en moyenne entre 2005 et 2030, contre 1,1 % au niveau régional.

**En revanche, les populations du Gard, des Pyrénées-Orientales et de l'Aude augmenteraient à un rythme légèrement inférieur à la moyenne régionale.** Ainsi, en 2030, ces trois départements compteraient respectivement 852000, 541000 et 415 000 habitants, selon le scénario tendanciel.

La Lozère a, quant à elle, cessé de perdre de la population, **depuis le milieu des années 90. Ce mouvement continuerait ces 25 prochaines années. Les habitants de la Lozère seraient ainsi au nombre de 84 000 en 2030, contre 77 000 en 2005.**

L'Hérault et le Gard restent les départements du Languedoc-Roussillon qui ont la population la plus jeune. A l'inverse, la population lozérienne serait celle qui connaîtrait en 25 ans le vieillissement le plus important de la région.

## L'Hérault contribue le plus à la croissance démographique de la région



Source : Insee, modèle Omphale 2005, scénario tendanciel

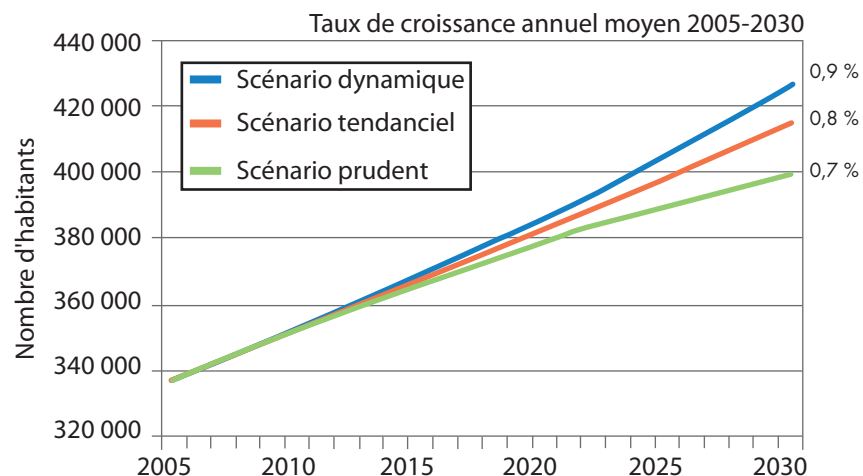
## Projections démographiques pour l'Aude

En 2005, l'Aude compte 337 000 habitants. À l'horizon 2030, cette population s'élèverait à 415 000 si les comportements récents de migrations, de fécondité et de mortalité se prolongent (scénario tendanciel).

Dans ce département, le nombre de décès est supérieur à celui des naissances depuis plus de trente ans. Ce déficit s'aggraverait jusqu'en 2020 en raison du vieillissement de la population (notamment des baby-boomers). Il tendrait ensuite à diminuer pour revenir à des tendances observées dans le passé.

L'excédent migratoire serait suffisant pour compenser cette perte de population.

Entre 400 000 et 426 000 Audois à l'horizon 2030, selon les trois scénarios



Source : Insee, modèle Omphale 2005

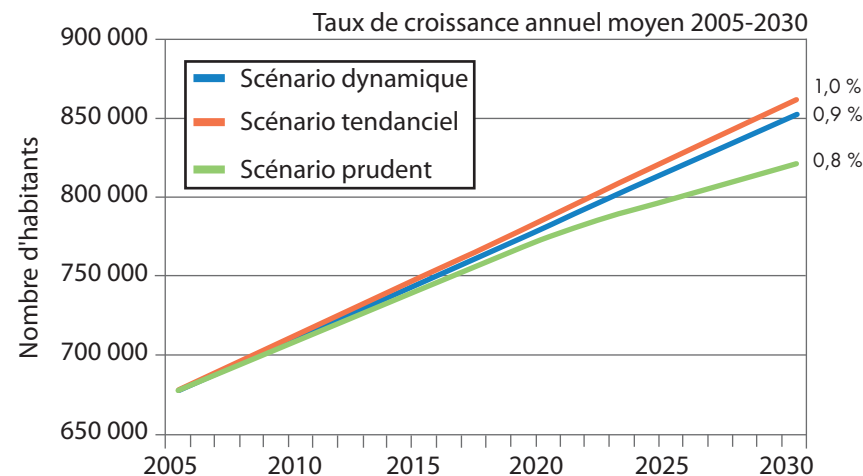
## Projections démographiques pour le Gard

En 2005, le Gard compte 678 000 habitants. À l'horizon 2030, cette population s'élèverait à 852 000, si les comportements récents de migrations, de fécondité et de mortalité se prolongent (scénario tendanciel).

Quel que soit le scénario étudié, le solde naturel gardois diminuerait de moitié dans les 25 prochaines années, contribuant de moins en moins à la croissance de sa population.

Le solde migratoire atteindrait 6 300 et 8 100 personnes par an entre 2025 et 2030 suivant les scénarios tendanciel et dynamique. Il diminuerait jusqu'à 3 600 personnes par an suivant le scénario prudent.

Entre 821 000 et 876 000 Gardois à l'horizon 2030, selon les trois scénarios



Source : Insee, modèle Omphale 2005



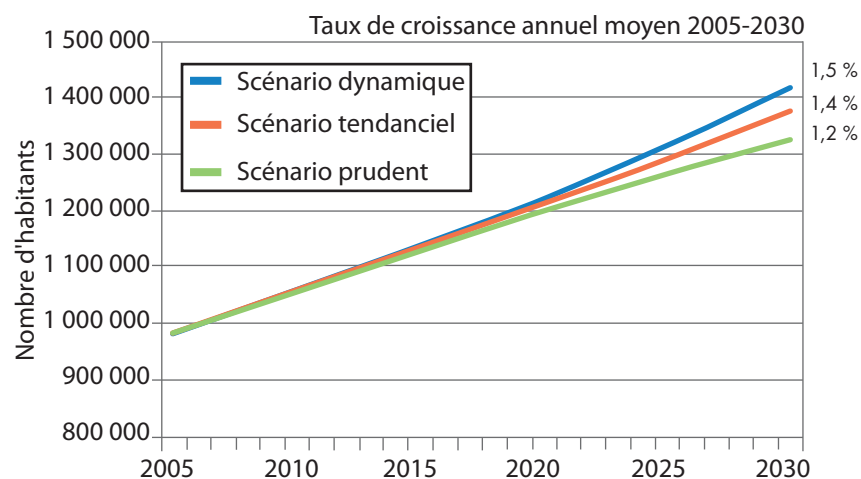
## Projections démographiques pour l'Hérault

En 2005, l'Hérault compte 982 000 habitants. À l'horizon 2030, cette population s'élèverait à 1 376 000, si les comportements récents de migrations, de fécondité et de mortalité se prolongent (scénario tendanciel). La population augmenterait de 1,2 à 1,5 % par an, en moyenne, entre 2005 et 2030.

Quel que soit le scénario étudié, le solde naturel héraultais baisserait très peu dans le temps, et se stabiliserait aux alentours de 2 500 habitants entre 2020 et 2030.

Le solde migratoire, quant à lui, descendrait à 10 000 habitants par an suivant le scénario prudent et augmenterait progressivement jusqu'à 15 000 et 18 000 habitants par an suivant les scénarios tendanciel et dynamique.

Entre 1,3 et 1,4 millions Héraultais à l'horizon 2030, selon les trois scénarios



Source : Insee, modèle Omphale 2005

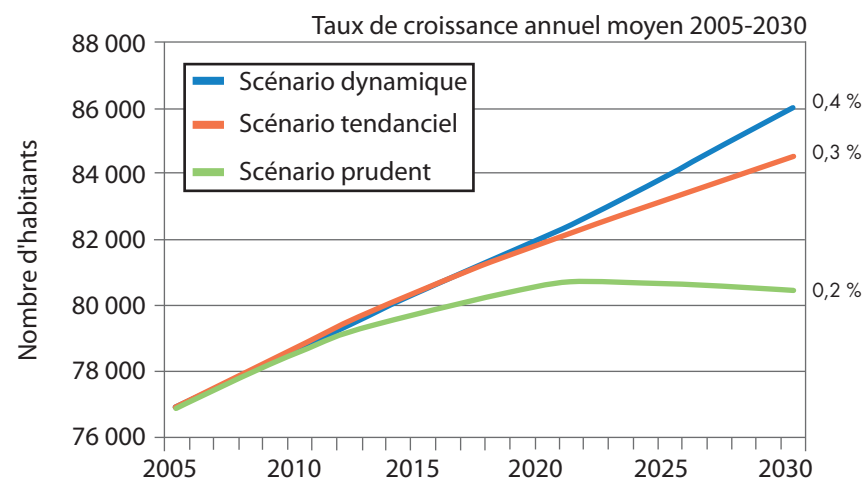
## Projections démographiques pour la Lozère

En 2005, la Lozère compte 77 000 habitants. À l'horizon 2030, cette population s'élèverait à 84 000, si les comportements récents de migrations, de fécondité et de mortalité se prolongent (scénario tendanciel). Suivant deux autres scénarios, un prudent et un dynamique, la population lozérienne atteindrait entre 81 000 et 86 000 habitants en 2030. Elle augmenterait de 0,2 à 0,4 % par an, en moyenne, entre 2005 et 2030.

Suivant le scénario prudent, la population stagnerait, voire diminuerait légèrement, à partir de 2020.

Dans ce département, le nombre de décès est supérieur à celui des naissances. Quel que soit le scénario étudié, ce déficit continuerait à s'aggraver dans les 25 prochaines années. L'excédent migratoire ne compenserait plus le déficit naturel dans le scénario prudent à partir des années 2020.

Entre 81 000 et 86 000 Lozériens à l'horizon 2030, selon les trois scénarios



Source : Insee, modèle Omphale 2005

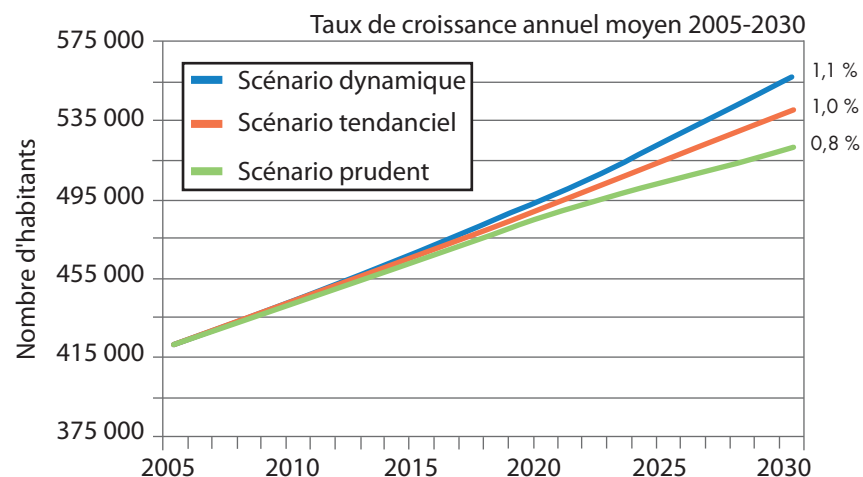
## Projections démographiques pour les Pyrénées-Orientales

**En 2005, les Pyrénées-Orientales comptent 422 000 habitants. À l'horizon 2030, cette population s'élèverait à 541 000, si les comportements récents de migrations, de fécondité et de mortalité se prolongent** (scénario tendanciel).

Suivant deux autres scénarios, un prudent et un dynamique, la population des Pyrénées-Orientales atteindrait entre 521 000 et 556 000 habitants en 2030. Elle augmenterait de 0,8 à 1,1 % par an, en moyenne, entre 2005 et 2030.

Dans ce département, le nombre de décès est supérieur à celui des naissances. Quel que soit le scénario étudié, ce déficit continuerait à s'aggraver dans les 25 prochaines années. Le solde migratoire atteindrait 5 700 et 6 900 personnes par an entre 2025 et 2030 suivant les scénarios tendanciel et dynamique. Il diminuerait jusqu'à 4 000 personnes par an suivant le scénario prudent.

**Entre 521 000 et 556 000 habitants des Pyrénées-Orientales à l'horizon 2030, selon les trois scénarios**



Source : Insee, modèle Omphale 2005

## Une augmentation de la dépendance ?

Le vieillissement de la population, que connaît l'ensemble des régions françaises est d'abord lié à l'allongement de la durée de vie des personnes résultant à la fois de l'amélioration des conditions de vie et des progrès de la médecine. L'espérance de vie ne cesse d'augmenter en France. **Arrivé à l'âge de 75 ans, un homme peut aujourd'hui espérer vivre encore 11 ans ; pour une femme, l'espérance de vie au même âge est de 14 ans. Un quart de siècle plus tôt, l'espérance de vie de l'un et de l'autre comptait trois années de moins.**

Le vieillissement de la population entraîne une augmentation du risque de dépendance des personnes les plus âgées (plus de 75 ans).

En 2005, moins de 2,5 % des personnes de 60 à 74 ans sont dépendantes, cette proportion atteint 8,5 % entre 75 et 84 ans, elle dépasse 30 % à partir de 85 ans.

Les progrès médicaux et l'amélioration des conditions de vie, en concourant à l'allongement de l'espérance de vie sans incapacité, devraient faire reculer la dépendance ou du moins repousser l'âge auquel elle interviendrait.

Au cours des dix prochaines années, parmi l'ensemble des personnes de 60 ans ou plus, les taux de dépendance (proportion de personnes dépendantes dans l'ensemble de la population d'une tranche d'âge) reculeront globalement d'un demi point, passant de 6,8 % à 6,3 %. Pour les personnes de 90 ans ou plus, le recul sera beaucoup plus probant, le taux de dépendance reculerait de 4 points, passant de 40,4 % en 2005 à 36,5 % en 2015.

Mais, même si les taux de dépendance seront inférieurs à ceux constatés aujourd'hui, notamment aux âges les plus élevés, la dépendance concernera une personne sur quatre à partir de 85 ans.

A l'horizon 2015, selon la méthode d'estimation de l'Insee, la perte d'autonomie concernerait 6 900 personnes de plus qu'en 2005, la région compterait alors 47 300 personnes dépendantes dans la population des 60 ans ou plus.

## Moins de dépendance mais plus de personnes dépendantes en 2015

	Population totale en milliers		Population dépendante en milliers		Taux de dépendance* en %	
	2005	2015	2005	2015	2005	2015
60 à 69 ans	242,2	358,9	4,6	6,3	1,9	1,7
70 à 74 ans	119,7	117,6	3,9	3,4	3,3	2,9
75 à 79 ans	102,9	99,2	5,9	4,9	5,8	5,0
80 à 84 ans	82,7	87,7	9,7	8,9	11,7	10,2
85 à 89 ans	29,2	57,8	6,2	11,2	21,4	19,4
90 ans et plus	24,9	34,6	10,0	12,6	40,4	36,5
<b>Ensemble des 60 ans et +</b>	<b>601,6</b>	<b>755,7</b>	<b>40,4</b>	<b>47,3</b>	<b>6,8</b>	<b>6,3</b>

\*Proportion des personnes dépendantes dans chaque tranche d'âge

Source : Insee, enquête Handicap-Incapacité-Dépendance 1998-1999, projection de population Omphale, RP 1999 - Méthode modes de vie

## Quelle capacité de prise en charge des personnes dépendantes ?

Grâce aux politiques de maintien à domicile, notamment celles développant les activités de services à la personne, la perte d'autonomie n'entraîne pas systématiquement l'entrée en institution. C'est particulièrement le cas en Languedoc-Roussillon où près de 70 % des personnes dépendantes vivent à domicile, proportion supérieure de 5 points à celle constatée aujourd'hui au niveau national.

En 2005, la capacité d'accueil des personnes âgées en institution est d'environ 24 000 places dans la région, tous types de places confondus. Ce nombre représente la prise en charge de 10 % de la population des personnes de 75 ans et plus.

En 2015, en supposant que la répartition des seniors vivant à domicile et ceux vivant en institution n'évolue pas, la région devrait offrir 8 500 places supplémentaires dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées. Cela suppose un accroissement du nombre de places en institution d'au moins 850 lits par an entre 2005 et 2015.

## L'offre d'hébergement pour personnes âgées en Languedoc-Roussillon en 2005

	Total des lits ou places	dont lits ou places en EHPAD*
<b>Lits en maison de retraite</b>	16 328	10 253
<b>Logements en foyer</b>	5 091	499
<b>Lits en soins de longue durée</b>	2 757	1 484
<b>Total de la capacité d'accueil</b>	<b>24 176</b>	<b>12 236</b>

\*EHPAD : établissement d'hébergement de personnes âgées dépendantes

Source : DRASS Languedoc-Roussillon - STATISS 2006

## Plus d'un million de personnes actives en 2015 ?

Le rythme de croissance de la population active serait le plus élevé de France

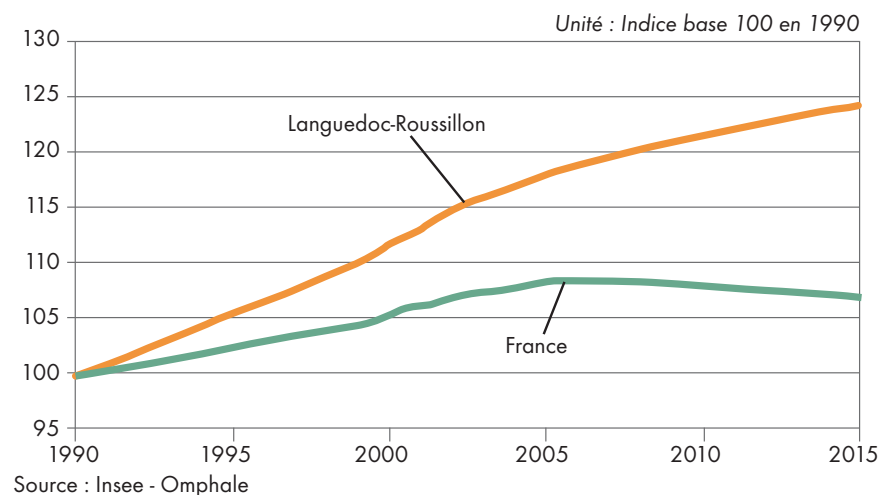
En prolongeant les dernières tendances connues en matière de natalité, de migrations et de comportements d'activité (progression des taux d'activité féminins et quasi stabilité des taux masculins), **la population active de la région pourrait atteindre 1.079.000 personnes en 2015.**

Malgré les départs massifs à la retraite des premières générations issues du baby-boom qui interviennent depuis 2007, la population active régionale devrait croître chaque année d'ici 2015. Au total, entre 1999 et 2015, elle augmenterait de 12,7 % alors que le potentiel de main d'œuvre de la France métropolitaine n'augmenterait sur la même période que de 2,3 %.

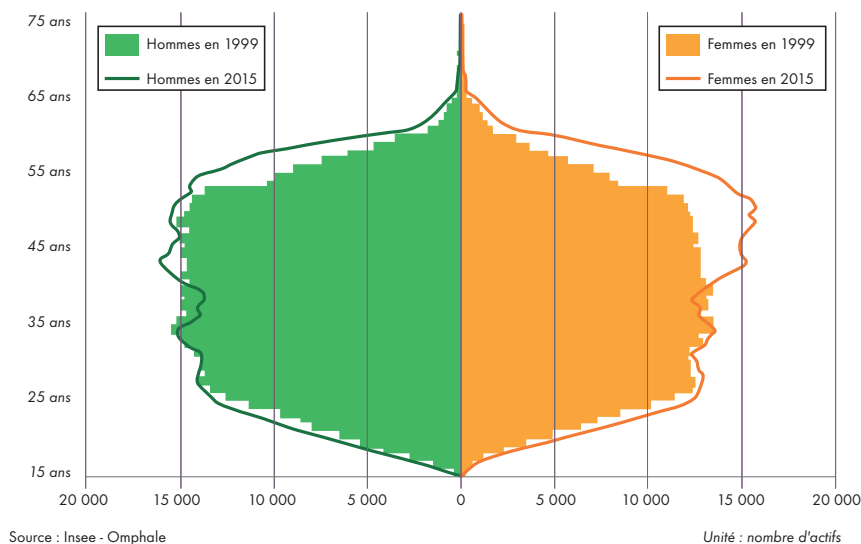
**Le Languedoc-Roussillon serait ainsi une des rares régions de France métropolitaine à ne pas être marquée par une baisse de son potentiel en main d'œuvre ;** la région enregistrerait uniquement à cette date un ralentissement de la croissance de sa population active.

Cette absence de retournement depuis 2007 crée un décalage important entre notre région et le niveau national : **si la tendance se prolonge, la croissance moyenne dans la région serait 5 fois supérieure à celle du niveau national en 2015.**

## Évolution de la population active en Languedoc-Roussillon selon le scénario tendanciel



## Population active du Languedoc-Roussillon en 2000 et 2015 selon le scénario tendanciel



## De nombreux départs à la retraite

Au cours de l'année 2000, 23 500 jeunes de 15 à 24 ans entraient dans la vie active quand 16 000 personnes de plus de 55 ans la quittaient et partaient à retraite.

En 2015, ils seraient encore 23 800 à arriver annuellement sur le marché du travail quand en même temps 26 000 personnes le quitteraient.

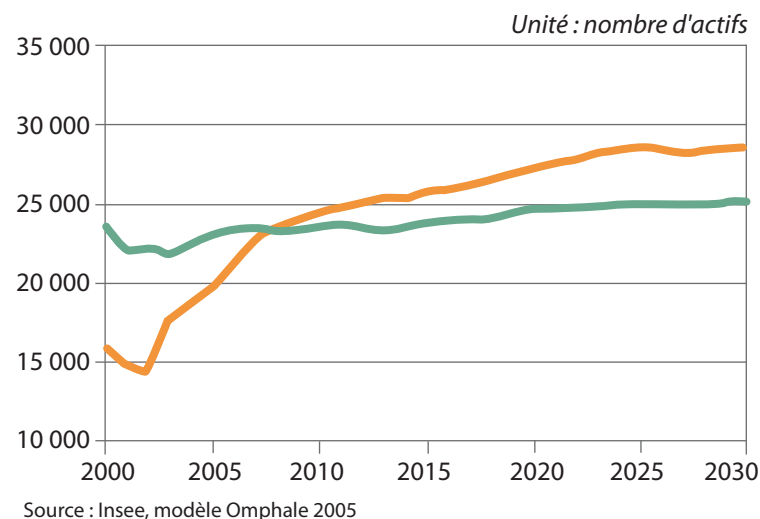
**Ainsi, le solde des entrées - sorties entre début et fin de vie active, largement positif en début de période devrait devenir négatif.** Ce déficit devrait s'accroître jusqu'en 2015, ce qui explique le ralentissement de la croissance de la population active en fin de période.

Alors que certains métiers ne devraient pas rencontrer de problèmes de recrutement en raison notamment de la plus grande part de jeunes occupant actuellement les postes (professions de l'action culturelle et sportive...), d'autres seront confrontés à un faible potentiel de relève suite aux départs en retraite.

En l'absence de régulation, **le déficit toucherait d'une part les métiers à faible pouvoir d'attraction** (ouvriers du bâtiment, agents d'entretien...) et, d'autre part, **des métiers qualifiés en particulier dans le secteur sanitaire** (sages-femmes, infirmières,...). Tout le panel des qualifications pourrait être atteint : des faibles niveaux (travailleurs familiaux, assistants maternels,...) aux niveaux les plus élevés (médecins,...).

Le secteur agricole ne serait pas, lui non plus épargné, malgré l'ajustement « mécanique » entre la baisse des offres d'emploi et le non remplacement des départs en retraite.

## Entrées et sorties du marché du travail entre 2000 et 2015 en Languedoc-Roussillon selon le scénario tendanciel



## Les composantes de l'augmentation de la population active

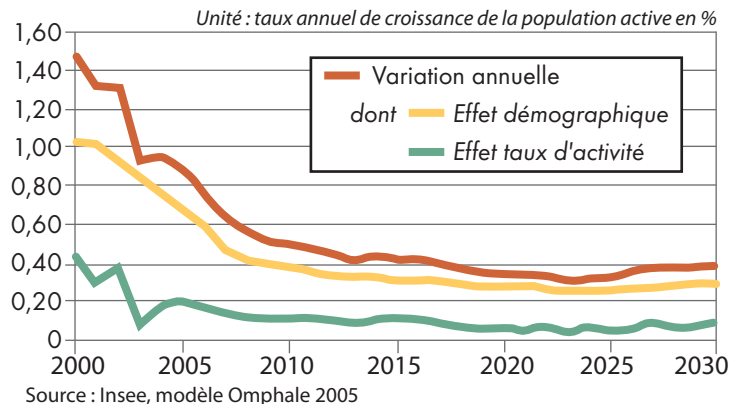
### > Des effets démographiques prépondérants

En Languedoc-Roussillon, le facteur démographique (effet génération et effet migratoire) expliquerait à lui seul une augmentation annuelle moyenne de 5600 actifs sur les 7 200 estimés, ce qui contribuerait pour près de 80 % à la croissance du potentiel de main d'œuvre régional dans les quinze années à venir.

### > Des comportements d'activité influant peu

Par le seul jeu de l'augmentation tendancielle des taux d'activité observés sur la période passée, notamment pour les femmes et les personnes en fin de vie active, le réservoir de main d'œuvre disponible dans la région n'augmenterait en moyenne que de 1 600 actifs par an sur les 7 200 prévus, soit contribution de 20 % seulement à la croissance.

## Les composantes de l'évolution de la population en Languedoc-Roussillon à l'horizon 2030 selon le scénario tendanciel



## Une population active plus féminine et plus âgée

La hausse globale de la population active de 12,7 % entre 1999 et 2015 masque des différences importantes selon le sexe. En effet, alors que le nombre d'hommes actifs s'accroîtrait de 8,1 %, il augmenterait deux fois plus rapidement pour les femmes : +18,1 % en 16 ans.

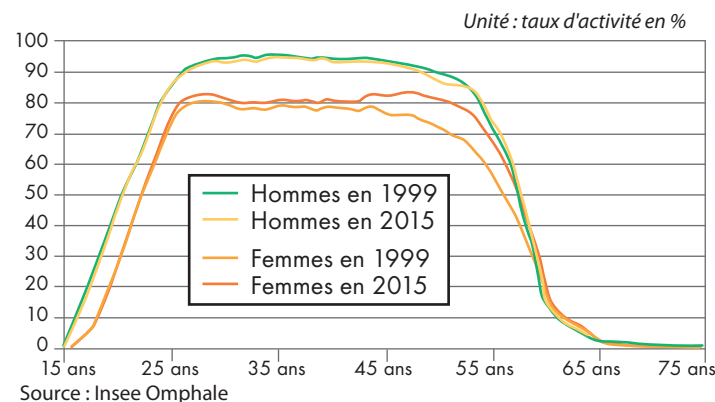
Ainsi, la part des femmes dans la population active passerait de 45,8 % en 1999 à 48 % en 2015.

**Témoins d'une modification des comportements des femmes par rapport au marché du travail, les taux d'activité féminins continueraient d'augmenter à tous les âges**, mais la hausse serait surtout sensible entre 45 et 59 ans.

On assisterait à un vieillissement marqué de la main d'œuvre disponible dans les quinze ans à venir, la part des 50 ans et plus passant de 19,5 % en 2000 à 24,2 % en 2015. C'est le nombre d'actifs de plus de 55 ans qui augmenterait le plus : + 66 % en 15 ans dans la région.

**Un actif sur quatre aurait ainsi plus de 50 ans en 2015.**

## Les taux d'activité selon l'âge et le sexe en Languedoc-Roussillon selon le scénario tendanciel



# Prospective sur les mobilités

## Dernières tendances de la mobilité en France

Les données présentées ci-dessous sont issues d'une note du Service Economique, Statistique et Prospective du Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durable, publiée en avril 2006. Elle annonce un renversement de tendance majeur : alors que les évolutions du dernier quart de siècle ont marqué l'avènement de la société de la mobilité et de l'automobile, les derniers chiffres présagent peut-être de changements importants.

### Une tendance récente : diminution du trafic automobile au profit des transports collectifs

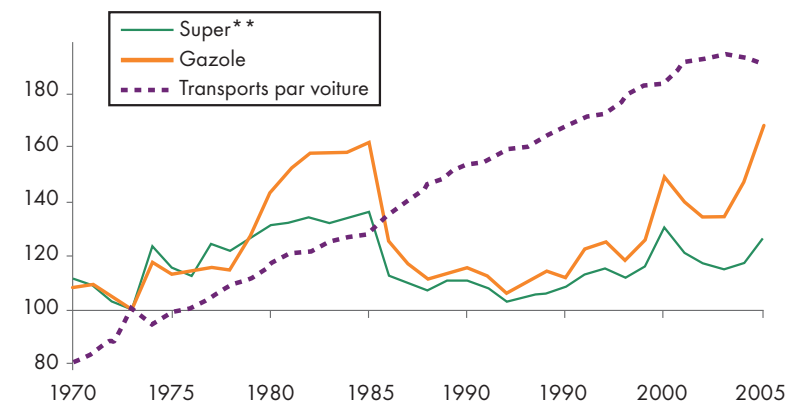
Un Français parcourait en moyenne, en 1960, 10 kms par jour, transport aérien compris ; il en parcourt aujourd'hui 43. Cette croissance quantitative s'est accompagnée d'un changement profond de la répartition modale et de la nature des déplacements. La part de l'automobile a régulièrement augmenté jusqu'en 1995. De nouvelles évolutions se dessinent actuellement :

#### > la diminution du trafic automobile

Les tendances observées depuis deux ans annoncent une diminution du trafic automobile. Le **ralentissement de la croissance du parc automobile** et la **diminution des parcours moyens** contribuent, depuis le début de la décennie, à infléchir les tendances de long terme qui prévalaient avant 2000. En 2005, ces deux phénomènes s'amplifient encore : au total, la **circulation des voitures particulières françaises diminue de 1,4 %**, après une baisse de 0,2 % en 2004, alors qu'elle avait progressé de 1,7 % en moyenne annuelle durant les années 90.

Cet infléchissement des tendances s'explique notamment par la faiblesse de la croissance économique, qui se traduit aussi par le ralentissement du pouvoir d'achat des ménages. Leur budget est amputé par l'augmentation des coûts d'utilisation des voitures particulières, notamment la hausse des prix des carburants qui augmentent de 13 % cette année, après 8 % en 2004, soit 24 % en deux ans.

### Circulation routière et prix réels des carburants en monnaie constante et en voyageurs-kilomètres (indices 100 en 1973)

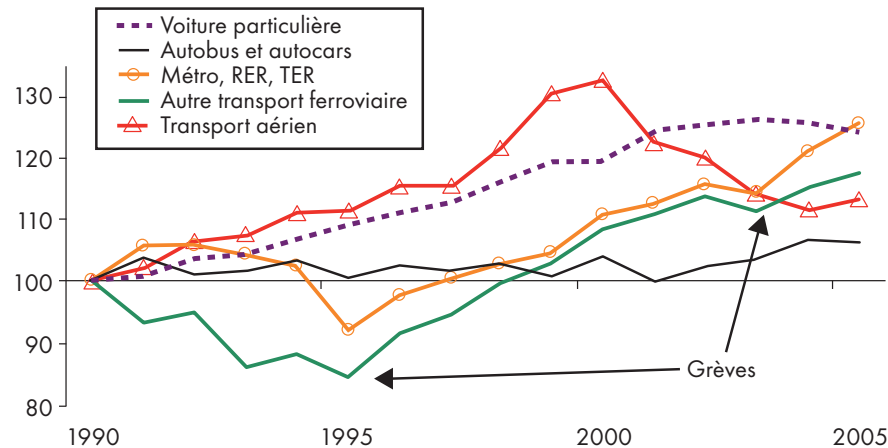


\* prix courants déflatés par le pouvoir d'achat (source Insee) \*\* super plombé ou ARS jusqu'en 1995  
Sources : Insee, Mineli/OE, CCTN, calculs MTETM/SESP

> **la part de l'automobile se stabilise,  
voire régresse au profit des transports collectifs**

Si l'automobile reste le mode de transport dominant, elle perd du terrain : sa part dans les transports est passée de 81,1 % en 1980 à 84,3 % en 1995, puis à 83,7 % en 2004. La croissance du parc automobile français est elle aussi en diminution : elle était de 1,6 % par an entre début 2001 et début 2005 contre 2,3 % au cours de la période 1997-2001. **Tous les autres modes de transports sont en hausse** : entre 2000 et 2004, le transport ferroviaire s'est accru de 1,8 % de passagers-km par an contre 1,3 % pour l'automobile. Le trafic des TER a augmenté de 2,9 % par an et celui des TGV de 4,5 % par an. La progression du transport ferroviaire (TGV et grandes lignes) s'effectue en partie au détriment de l'avion sur les destinations où les deux modes sont en concurrence.

**Évolution des transports intérieurs de voyageurs par mode  
(en voyageurs-kilomètres, indice 100 en 1990)**



Source : Commission des Comptes de Transport de la Nation

Champ : transports réalisés sur le territoire français ; seuls les vols domestiques sont pris en compte pour l'aérien

> **des mobilités urbaines en diminution ?**

Les dernières enquêtes ménages réalisées dans plusieurs grandes villes de France montrent des évolutions surprenantes des mobilités urbaines : la tendance est à une diminution de la mobilité (à Lyon, la mobilité a diminué de 7.5% en 2006 par rapport à 1995 : une première historique), et à une progression importante de la part modale des transports en communs.

**Les impacts sur les pratiques de consommation :  
vers une revitalisation des pôles ruraux et périurbains ?**

On a pu observer sur certains territoires une évolution des pratiques de loisirs en relation avec la diminution de l'usage de la voiture.

Les entreprises de grande distribution constatent d'ores et déjà que le consommateur se déplace moins vers les grandes surfaces. Pour autant, les solutions innovantes de type vente sur Internet n'ont pas eu le succès escompté, sauf pour les produits à haute valeur ajoutée. Les entreprises de grande distribution commencent donc à adapter leur système de vente à cette évolution. Le concept de supermarché de petite taille d'implantation rurale ou suburbaine se développe. Le distributeur assume désormais lui-même le déplacement (le transport des marchandises jusqu'au client). Cette évolution pourrait annoncer une revitalisation des pôles ruraux et périurbains.

Ces évolutions sont à relativiser : elles sont observées sur une période très courte, à l'échelle de la France (ce qui gomme des disparités parfois importantes) et il n'est pas certains qu'elles se prolongeront. D'autre part, la mobilité reste élevée, et la part de l'automobile particulièrement importante.



## Les scénarios d'évolution possible de la mobilité

Plusieurs études prospectives concernant la mobilité quotidienne présentent des scénarios contrastés de la mobilité, plus qualitatifs que quantitatifs.

Nous avons choisi de présenter ici les scénarios sur la mobilité urbaine, à l'horizon 2020, élaborés en 2001 par Yves Crozet, Marie-Hélène Massot et Jean-Pierre Orfeuil pour la DRAST au sein du ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durable. Ils sont principalement construits sur les choix réalisés par la société.

Ils sont construits sur une double opposition entre :

- > des choix collectifs de maintien voire d'accroissement de la mobilité des personnes et des marchandises versus une recherche de réduction de cette mobilité, d'une part,
- > des outils de régulation ayant préférentiellement recours aux organisations et au processus collectifs de régulation versus un recours essentiellement aux marchés et aux incitations individuelles, d'autre part.

Ces scénarios posent également la question des conditions énergétiques futures : ils dépendent de la capacité de la société à développer des solutions énergétiques innovantes, dans un contexte où la disponibilité des énergies fossiles actuelles sera de plus en plus réduite, et où leur consommation pose problème en terme de production de gaz à effet de serre.

	Recherche du maintien ou de l'accroissement de la mobilité	Recherche d'une diminution de la mobilité
Processus de régulation collectifs	<p><b>Scénario du volontarisme technologique</b></p> <p>Le dynamisme de l'innovation technique et le volontarisme de l'action publique permettent l'accroissement de la mobilité notamment par l'optimisation de l'usage des infrastructures. Les progrès en matière de véhicule « propre » et d'assistance à la conduite et au trafic sont promus par les efforts des finances publiques. La rationalisation du choix de mode de transport est encouragée en fonction de la zone de pertinence mais la mobilité automobile est légitimée par la réduction des émissions des nouveaux modèles.</p>	<p><b>Scénario « maîtrise de la mobilité par une transaction urbaine »</b></p> <p>La mobilité est l'objet d'une transaction collective locale via des projets collectifs urbains permettant de préserver la qualité de vie des espaces. Les instruments utilisés relèvent des politiques foncières, de la limitation importante de la vitesse des automobiles et d'une plus grande diversification et segmentation des transports publics. Ce schéma pousse à une réorganisation multipolaire de l'espace urbain pour limiter les déplacements vers le centre ville.</p>
Régulation par le marché	<p><b>Scénario « maîtrise des coûts et vérité sur les prix »</b></p> <p>Il est le fruit d'une impuissance de la technologie et d'une méfiance envers les pouvoirs et le volontarisme public. L'automobile internalise ses coûts environnementaux et sociaux par le biais d'un accroissement de la taxe sur les carburants et de péages urbains. Le but est de limiter les déplacements en zone urbaine dense et les grands déplacements domicile-travail. Ces mesures sont accompagnées d'une campagne de communication sur la vérité des prix et l'usage des fonds perçus. On assiste à une relocalisation progressive des activités et à une concentration accrue de la population en zone urbaine dense. Afin de tempérer les problèmes d'équité sociale engendrés, des mesures d'accompagnement sont prévues pour aider les personnes et les collectivités locales les plus durement affectées par les relocalisations.</p>	<p><b>Scénario « maîtrise de la mobilité par des transactions privées »</b></p> <p>Il suppose qu'une nouvelle donne environnementale oblige à diminuer les émissions de CO<sub>2</sub> du transport. Les progrès technologiques diminuant la consommation unitaire des véhicules ont eu un effet très limité compte tenu de l'inertie du parc automobile et de la croissance de la mobilité. La tarification des déplacements est jugée trop inégalitaire et le choix s'oriente vers un rationnement de la mobilité tout en cherchant à l'optimiser. Un marché des « droits à circuler » est créé (ces droits peuvent aussi s'échanger et créent un marché secondaire). La généralisation des technologies de l'information et de la communication est un impératif dans ce scénario pour le contrôle du droit au déplacement automobile d'une part et d'autre part pour le bon fonctionnement de ce nouveau marché. En effet l'échange de ces droits implique une coopération des usagers entre eux et de ceux-ci avec les collectivités locales.</p>

## Quel avenir des mobilités dans la région ?

### L'hypothèse d'une demande accrue de transports collectifs

Les hypothèses d'évolution de la mobilité au niveau national sont pour partie valables dans le Languedoc Roussillon. Les évolutions démographiques pourraient jouer : la demande de transports collectifs pourrait par exemple augmenter avec le vieillissement de la population.

De plus, **l'offre de transports collectifs connaît en région un développement et une modernisation.** Le Conseil Régional vient de mettre en place un système de tarification innovant, qui permet aux étudiants et aux salariés d'emprunter à la fois les réseaux de transports urbains de la zone de départ et de la zone d'arrivée et le réseau TER de leur domicile à leur lieu d'études sur l'axe Montpellier - Lunel - Nîmes. Le réseau de tramway poursuit son développement à Montpellier, et Perpignan développe les sites propres pour son réseau de bus.

Toutefois, d'autres hypothèses d'évolutions propres à la Région Languedoc-Roussillon suggèrent que le trafic automobile devrait se maintenir à un niveau très élevé.

### L'hypothèse du maintien d'un trafic automobile élevé

#### *Un marché du travail induisant de fortes mobilités ?*

L'évolution du marché du travail peut avoir des impacts sur les mobilités : la **flexibilisation du travail** est en effet susceptible de produire des effets sur les modes de vie, en rompant nécessairement avec une organisation par des migrations domicile-travail stables et régulières. En effet, les actifs sont de moins en moins attachés à un lieu de travail fixe : c'est vrai pour les actifs dont les lieux de travail sont multiples (par exemple dans le domaine des services à la personne), et également pour les actifs intérimaires, susceptibles de travailler un mois dans une ville, et le mois suivant dans une autre. Ces **évolutions du marché de l'emploi induisent donc des mobilités plus fortes**, notamment sur le plan des distances de déplacement, nécessitant le plus souvent l'usage de l'automobile.

**L'économie du Languedoc-Roussillon est assez largement fondée sur le travail « flexible »** : les services à la personnes y sont bien développés, l'emploi saisonnier tient une place significative, et les emplois précaires (intérim, CDD,...) sont également nombreux. On peut donc faire l'hypothèse que les mobilités dans la région continueront à être influencées par cette structure du marché du travail.

#### *Un développement de l'offre autoroutière appelant un renforcement de l'utilisation de la voiture ?*

L'offre de mobilité dans la région laisse également présager un maintien, voire une augmentation du trafic automobile. En effet, **le réseau autoroutier est appelé à poursuivre son développement** : le doublement de l'A9 aux abords de Montpellier, ainsi que le bouclage de l'autoroute A75 (raccordement des villes moyennes sur cette autoroute, notamment Béziers) pourraient attirer de nouveaux usagers.

**En outre, les projets de lignes nouvelles ne vont pas aboutir avant plusieurs années : la ligne reliant Montpellier à Perpignan est programmée pour 2020, et le raccordement des villes moyennes (Béziers, Narbonne) n'est pas envisagé avant 2030.**

**Enfin, les mobilités liées au trafic de marchandises devraient se poursuivre, voire s'accroître.** Si la mise en service de la ligne de ferroutage entre Luxembourg et Perpignan opère et opérera un report du trafic vers le rail, **l'élargissement de l'Union Européenne** vers les pays de l'Est risque d'accroître la fonction de passage du territoire régional. En effet, la région est située sur l'un des grands corridors de transport européen, phénomène appelé à s'accroître.

# Prospective du changement climatique

## Prévisions actuelles du changement climatique

### Les scénarii des scientifiques

La prospective du changement climatique est réalisée avant tout au niveau mondial. C'est le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC, en anglais Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC) qui a pour mission d'évaluer les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique qui nous sont nécessaires pour mieux comprendre les fondements scientifiques des risques liés au changement climatique d'origine humaine, cerner plus précisément les conséquences possibles de ce changement afin d'envisager d'éventuelles stratégies d'adaptation et d'atténuation. Le premier rapport du GIEC est paru en 1990. Le quatrième rapport devrait paraître en novembre 2007, à la suite de trois documents diffusés au début de l'année 2007.

Les prévisions des évolutions du climat sont élaborées par les scientifiques à partir de **modèles simulant les déplacements et les températures des masses atmosphériques et océaniques**. Il existe cependant de nombreuses incertitudes sur le comportement de l'humanité au cours du XXI<sup>e</sup> siècle qui rendent l'exercice de prospective délicat.

Afin de prendre en compte ces incertitudes, les climatologues du GIEC ont utilisé plusieurs scénarios d'émission de gaz à effet de serre. Dans certains scénarios, la croissance de la population humaine et le développement économique sont forts, tandis que les sources d'énergie utilisées sont principalement fossiles. Dans d'autres scénarios, un ou plusieurs de ces paramètres sont modifiés, causant une moins forte consommation des énergies fossiles, et une moins forte production de gaz à effet de serre.

Les hypothèses émises par le GIEC sont assez largement acceptées par la communauté scientifique. Toutefois, **les incertitudes sont encore nombreuses** quant à l'ampleur des phénomènes attendus au XXI<sup>ème</sup> siècle.

### Les causes du changement climatique

#### *Les causes naturelles*

Les causes du changement climatique peuvent d'abord être naturelles. Les scientifiques ont identifié depuis longtemps un certain nombre de phénomènes qui influent sur le climat : les variations de l'insolation dues à la perturbation de l'orbite que la Terre décrit autour du soleil, les changements du flux d'énergie solaire, les injections de poussières volcaniques dans la stratosphère mais aussi, sur le long terme, les changements de la circulation globale de l'océan ou le développement d'instabilités des calottes glaciaires.

#### *Le forçage anthropique*

Selon les conclusions du GIEC dans son rapport de 2001, la cause la plus probable du réchauffement serait le « forçage anthropique », c'est-à-dire l'augmentation dans l'atmosphère des gaz à effet de serre résultant de l'activité humaine.

Depuis le début de l'ère industrielle, les émissions de gaz à effet de serre et d'aérosols perturbent significativement le bilan radiatif de l'atmosphère. Ces variations des concentrations atmosphériques en gaz carbonique dépassent largement celles observées au cours des 400 000 dernières années, lorsque les cycles biogéochimiques ne subissaient que des variations naturelles.

Aujourd'hui, la plupart des activités humaines induit une émission de gaz carbonique (la consommation d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel), les transports, l'habitat, l'agriculture, l'élevage, la sylviculture,...).

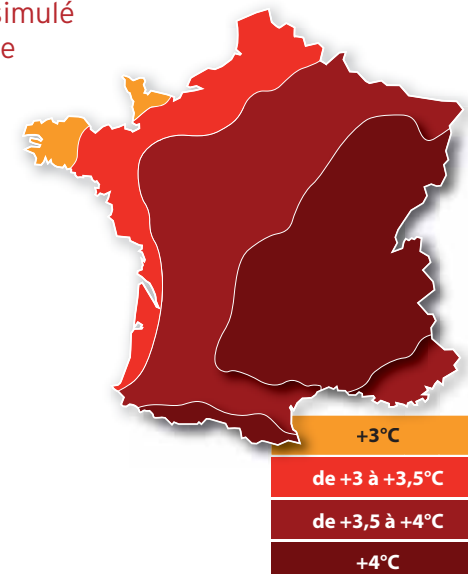
## Les tendances du changement climatique en France

### Le réchauffement climatique

Les rapports du GIEC font clairement ressortir que le changement climatique déjà observé est relativement faible au regard du changement climatique attendu, estimé par un ensemble de scénarios socio-économiques prévus pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Alors que la planète s'est réchauffée en moyenne d'environ 0,6 °C au cours du XX<sup>e</sup> siècle, **ces scénarios conduisent à une estimation du réchauffement moyen à l'horizon 2100 dans une fourchette comprise entre 1,1 °C et 6,4 °C par rapport à la température moyenne de 1990.**

En France, le réchauffement attendu d'ici à la fin de ce siècle est lui aussi beaucoup plus important que le réchauffement déjà observé au cours du précédent. Une estimation faite à partir d'un des scénarios du GIEC (le scénario A2) et des simulations de 10 modèles climatiques régionaux européens donnent par exemple une fourchette de réchauffement de 4 °C à 7 °C pour les températures de fin de nuit, en été, alors que celles-ci ne se sont réchauffées que d'un peu plus de 1 °C en moyenne, au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. En hiver, le réchauffement serait en moyenne de 2 °C à 4 °C à la fin du siècle.

### Réchauffement simulé pour le XXI<sup>e</sup> siècle



Source : Changement climatique :  
La nature menacée en France / En savoir plus et agir

## Les impacts indirects du changement climatique

### La montée des eaux

D'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle, le niveau moyen des mers **devrait augmenter de 18 à 59 cm selon les scénarios**. C'est sur les terres émergées et aux hautes latitudes nord que le réchauffement devrait être le plus marqué et c'est dans l'océan Austral et dans certaines parties de l'Atlantique nord qu'il devrait être le moins prononcé.

### Les précipitations

Les précipitations devraient évoluer selon deux tendances opposées selon les territoires : certains territoires pourraient connaître des périodes de sécheresse plus intenses et plus longues, tandis que d'autres seraient soumis à des précipitations plus importantes, voire plus violentes.

Le tableau ci-dessus illustre les impacts négatifs et positifs sur 4 grands secteurs qui pourraient résulter des grandes tendances du changement climatique :

Avertissement : Ces projections ne prennent pas en compte les changements de développement et de capacité d'adaptation.

Tendances	Probabilités	Exemples d'impacts majeurs projetés par secteur			
		Agriculture sylviculture écosystèmes	Ressources en eau	Santé humaine	Industrie/Habitat Société
Des journées et des nuits froides plus chaudes et en diminution ; des journées et nuits chaudes plus fréquentes sur la plupart des régions terrestres.	Pratiquement certain	Rendements accrus dans des régions froides ; rendements diminués dans des régions chaudes ; envahissement d'insectes plus fréquentes	Effets sur les ressources en eau dépendant de la fonte de la neige : accroissement du taux d'évapotranspiration	Mortalité humaine réduite suite à une diminution d'exposition au froid	Demande énergétique réduite pour le chauffage ; demande accrue de refroidissement ; qualité de l'air en déclin dans les villes ; perturbations du trafic reliées à la neige et la glace réduite ; effets sur le tourisme d'hiver
Canicules / vagues de chaleur : augmentation de fréquence sur la plupart des régions terrestres.	Très probable	Rendements réduits dans des régions chaudes dus au stress de chaleur ; augmentation du danger du feu de forêt	Besoins d'approvisionnement en eau accrus : problèmes de qualité de l'eau, par exemple, floraisons d'algues	Plus grand risque de mortalité liée à la chaleur, particulièrement pour les personnes âgées, les malades chroniques, les personnes très jeunes et celles isolées socialement	Réduction de la qualité de la vie pour les personnes vivant dans les régions chaudes sans logement approprié ; impacts sur les personnes âgées, très jeunes ou sans moyens
Événements de fortes précipitation : augmentation de fréquence sur la plupart des régions	Très probable	Dommages aux cultures ; érosion du sol, incapacité de cultiver la terre due à l'infiltration d'eau dans les sols	Effets nuisibles sur la qualité d'eau de surface et des eaux souterraines : contamination d'approvisionnement en eau ; pénurie d'eau peut être diminuée	Plus grand risque de décès, d'accidents, de maladies infectieuses des voies respiratoires et de la peau, désordres traumatiques liés au stress	Perturbation des agglomérations, du commerce, du transport et des sociétés dues à l'inondation ; pressions sur les infrastructures urbaines et rurales
Régions touchées par la sécheresse : en augmentation	Probable	Dégradation de la terre cultivable, diminution des rendements / dommages et pertes de récoltes ; décès accrus du bétail ; plus grand risque de feux de forêts	Stress hydrique plus répandu	Plus grand risque de pénurie alimentaire et d'eau ; plus grand risque de malnutrition ; plus grand risque de propagation des maladies liés à l'eau et à la nourriture	Pénuries d'eau pour les agglomérations, l'industrie et les sociétés ; potentiels de génération d'hydroélectricité réduit ; potentiels pour la migration de populations
Augmentation de la fréquence d'élévation extrême du niveau de la mer (exclut les tsunamis)	Probable	Salinisation des eaux d'irrigation des estuaires et des systèmes d'eau douce	Disponibilité d'eau douce diminuée due à l'intrusion d'eau de mer	Plus grand risque de décès et d'accidents par la noyade dans les inondations ; effets sur la santé liés à la migration	Coûts de protection côtière versus coûts de relocalisation d'occupations de sols ; potentiel pour des mouvements de populations et d'infrastructures ; voir aussi les cyclones tropiques ci-dessus

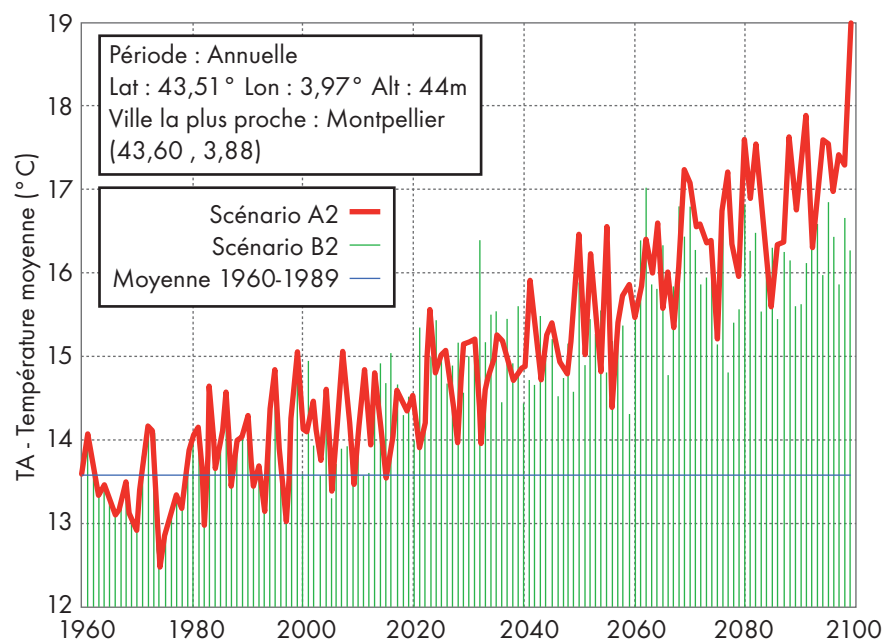
Source : GIEC

## Eléments prospectifs pour le Languedoc-Roussillon

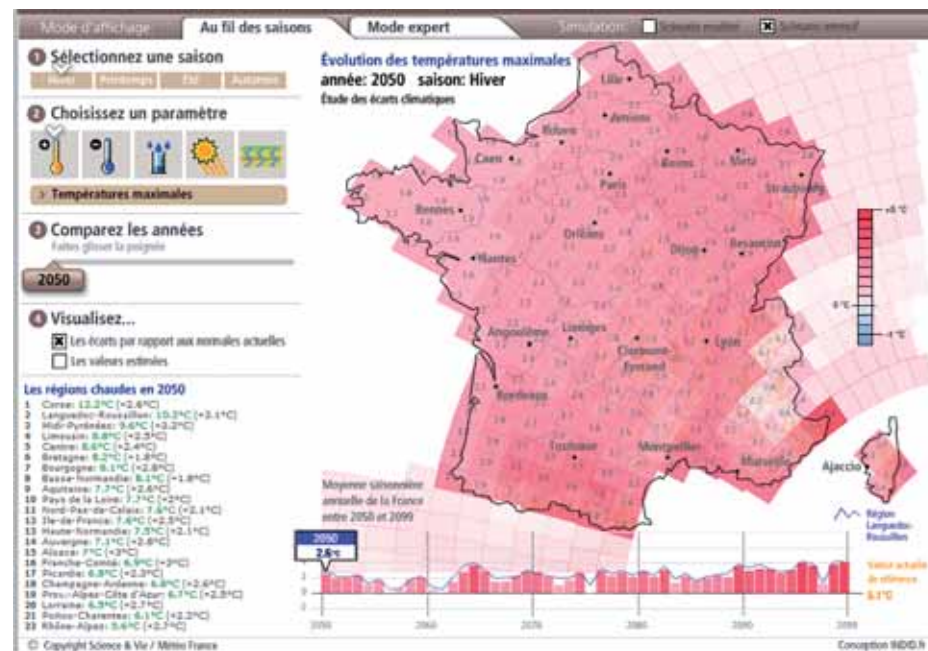
### Le réchauffement climatique dans la région Languedoc-Roussillon

La température moyenne l'été devrait augmenter de 5 à 6 °C d'ici la fin du XXI siècle. Dans ces conditions, le climat dans la région Languedoc-Roussillon pourrait s'apparenter à celui du sud de la Méditerranée. D'autre part, le nombre de jours où la température dépassera 35 °C pourrait être multiplié par 10. L'été 2003, celui de la canicule, pourrait donc devenir la norme.

Le graphique ci-dessous établit des scénarii d'évolution de la température à Montpellier jusqu'en 2100.



Météo France a mis en ligne **un simulateur de changement climatique** qui permet d'observer les écarts de températures, de précipitations, d'ensoleillement par rapport aux normales actuelles :



### Les conséquences du réchauffement climatiques en Europe du Sud, et dans le Languedoc-Roussillon

Selon le rapport du GIEC, le réchauffement climatique devrait être plus faible au Sud de l'Europe qu'au Nord, mais il devrait y produire des impacts socio-économiques plus forts. En ce qui concerne l'Europe du Sud, les scientifiques prévoient :

- > Une aggravation des conditions dans une région déjà vulnérable à la variabilité climatique (hautes températures et sécheresse),
- > La réduction de la disponibilité en eau, et donc du potentiel hydroélectrique
- > Une diminution du tourisme estival



- > Une diminution de la productivité des cultures
- > Une augmentation des risques pour la santé liée aux vagues de chaleur ainsi qu'à une fréquence accrue des feux de forêt.
- > Une augmentation des risques d'inondation

Ces hypothèses peuvent être retranscrites dans le contexte de la région Languedoc-Roussillon :

### **Quels effets du changement climatique sur l'attractivité de la région ?**

Les changements de comportement sont, de toute façon, difficilement prévisibles. Mais la question de l'influence du réchauffement climatique sur le maintien de l'attractivité du Languedoc-Roussillon se pose. Le Languedoc-Roussillon avait enregistré une baisse de la fréquentation hôtelière de 3% en 2003, lors de la canicule. Le tourisme estival va-t-il se maintenir à un niveau aussi élevé qu'à l'heure actuelle ? De manière plus globale, l'attractivité résidentielle de la région pourrait-elle être remise en cause ?

Le changement climatique devrait modifier les conditions de concurrence des destinations françaises par rapport aux pays voisins : il est clair que les destinations concurrentes du pourtour méditerranéen seraient plus durement touchées par les excès de chaleur que le midi de la France. Par contre, l'amélioration des conditions climatiques du Nord de l'Europe pourrait conduire les clientèles d'Europe du Nord à passer plus de vacances d'été chez elles qu'elles ne le font actuellement.

### **Quels effets sur le littoral ?**

Le changement climatique risque de produire des effets importants sur le littoral. Le marégraphe de Marseille permet d'obtenir des informations sur le niveau moyen de la mer grâce à des séries très longues : selon ces séries, une augmentation moyenne de 1,2 mm par an serait constatée depuis le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle. Les extrapolations conduisent les chercheurs à prévoir **une hausse comprise entre 28 et 43 cm en 2100**. Les effets de submersion sont donc à prévoir à long terme. D'autres effets pourront être constatés à plus court terme : une augmentation de la fréquence des tempêtes et **une érosion accrue** des falaises et des plages.

### **Quelle évolution des équilibres démographiques régionaux ?**

Les effets du changement climatique sur le littoral peuvent conduire à des questionnements sur l'avenir des grands équilibres démographiques régionaux. Le réchauffement climatique aura-t-il des effets sur les dynamiques démographiques et urbaines ? Pourrait-on assister à un renversement de tendance qui induirait une moindre attractivité pour les territoires du littoral et une attractivité accrue pour les territoires aujourd'hui peu dynamiques (comme, par exemple, la Lozère) ?

### **Quels effets du changement climatique sur la viticulture ?**

En Languedoc-Roussillon, les questions sont nombreuses quant aux effets du réchauffement climatique sur les filières agricoles, et en particulier sur la viticulture. On observe déjà dans l'ensemble du vignoble français une avancée globale des dates moyennes de floraison, de véraison et de vendanges : l'ONERC (Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique) note par exemple l'**avancement de la date des vendanges de près de trois semaines en cinquante ans** dans la région Languedoc-Roussillon. Quels seront les effets sur les cépages et leur implantation à moyen et long terme ? Quels effets sur la viticulture de la région, sur la pérennité des exploitations ? (les cépages étant adaptés à une plage de température précise).

### **Quels impacts du changement climatique en terme de santé dans le Languedoc-Roussillon ?**

Certains insectes vecteurs de maladies, comme les moustiques ou les tiques, pourraient venir s'abriter dans les contrées languedociennes. Selon Vincent Deubel, directeur de l'unité de biologie des infections virales émergentes à l'Institut Pasteur, à Lyon, « des moustiques tels que *Aedes albopictus*, vecteur important de la dengue (grippe tropicale), pourraient remonter vers le pourtour méditerranéen, où ils sont en principe absents. ». Cette même problématique pourrait être abordée avec le chikungunya ou d'autres maladies, qui tendent à se rapprocher de la région Languedoc Roussillon. **Les hypothèses sont ici très incertaines**, mais elles sont à prendre en considération.

# Prospective sur des politiques publiques

## L'Evolution des pouvoirs territoriaux

La tendance est au retrait de l'Etat de l'administration des territoires et à la passation de relais sous différentes formes : transferts de compétences, délégations de compétences, appel à projets hors compétences. A quoi cette évolution va-t-elle aboutir ? Le système politico-administratif français va-t-il conserver sa spécificité, faisant coexister des collectivités locales autonomes les unes par rapport aux autres ? Ou bien le système va-t-il évoluer pour se rapprocher des systèmes des autres pays européens, conférant à l'échelon régional un rôle prépondérant ?

L'hypothèse du second scénario, celui de la régionalisation, repose sur plusieurs changements :

- > **L'évolution du rapport entre les différents niveaux de collectivités territoriales** : la suppression de tel ou tel niveau semble improbable, mais l'introduction d'une logique davantage hiérarchique serait à prévoir. La notion de « chef de file » pourrait dès lors acquérir un statut prescriptif et étendu au-delà des domaines de compétences : la Région pourrait alors devenir l'échelon territorial de coordination et d'animation des compétences locales.
- > **Le transfert d'un pouvoir normatif** : à l'heure actuelle, les Régions détiennent un pouvoir réglementaire résiduel. Il serait donc envisageable de donner plus de consistance à l'autonomie régionale en attribuant à la Région un pouvoir normatif, comme en Italie et en Espagne. Les Régions pourraient alors détenir un pouvoir réglementaire élargi, et un pouvoir législatif secondaire qui leur permettrait d'adapter les normes nationales aux réalités régionales dans un certain nombre de domaines (culture, environnement, littoral, tourisme,...).
- > **L'augmentation du budget régional** : actuellement, le budget du Languedoc-Roussillon par habitant s'élève à 340 euros, tandis que la Catalogne dispose d'un budget de 4252 euros par habitant. La régionalisation ne pourra se faire sans une augmentation des budgets régionaux.

La clarification de la situation financière des Régions repose sur plusieurs questions :

- D'une part, les Régions, mais aussi les autres collectivités locales, ont bénéficié de transferts de compétences qui ne se sont pas accompagnés de compensations financières suffisantes : quelles seront les conséquences des prochains transferts de compétence ?
- D'autre part, les Régions ne perçoivent que 6% de la fiscalité locale. Elles sont largement dépendantes des dotations de l'Etat. Comment pourrait évoluer l'autonomie fiscale des Régions ? Se dirigera-t-on vers un réel pouvoir fiscal des Régions ?

**Le rôle et la place des autres acteurs institutionnels locaux sont également à la croisée des chemins.** Des couples semblent se dessiner : le couple Région-Intercommunalités pour le développement économique, la formation, l'aménagement du territoire ; le couple Département-Communes, porteur du social, de la solidarité et de l'action de proximité. Quels que soient les scénarios d'évolution, il est certain que le pouvoir régional ne pourra s'exercer dans les mêmes termes que celui de l'Etat : les Régions doivent inventer un mode de gouvernance en coproduction avec les autres acteurs territoriaux.

## La transformation des relations Etat / Collectivités territoriales

Depuis le début des années 2000, le contrat laisse la place à l'appel à projet comme modalité de relation Etat/Collectivités territoriales. Ce passage du contrat à l'appel à projet induit deux transformations majeures pour les Régions.

D'une part, on ne parle plus de « plan », mais de « projet ». Ce changement sémantique marque le risque d'un passage d'une politique guidée par le souci de l'organisation et de l'équilibre territorial à une politique qui compile les grandes opérations infrastructurelles.

**Comment vont évoluer les logiques de financement de l'Etat ? Sur quelle logique seront fondés les prochains contrats Etat/Région en 2013 ?**



D'autre part, le passage du contrat à l'appel à projet tend à mettre en compétition des territoires pour l'accès aux ressources ou aux labellisations nationales : ANRU, pôles de compétitivité, coopération métropolitaine,... Dès lors, la dimension de projet stratégique devient un moyen déterminant pour l'accès à des ressources centrales raréfiées.

**Cette logique est-elle appelée à se généraliser ? Comment les différents territoires vont-ils s'organiser entre eux : modèle de compétition ou modèle de coopération ?**

## Tendances des politiques européennes

### *Des ressources européennes plus rares, et moins accessibles*

**Les crédits européens destinés aux territoires français sont appelés à se raréfier :** avec l'élargissement de l'Union, la solidarité communautaire se reporte désormais vers les territoires qui en ont le plus besoin, dans les Pays de l'Est.

Ce report de solidarité vers les territoires de l'Est de l'Europe induit de **nouveaux modes de distribution des crédits** pour les territoires français. La nouvelle logique d'attribution ressemble à celle mise en place par l'Etat français : elle passe de plus en plus par des appels à projet et par la mise en concurrence des territoires. On passe donc d'une affectation quasi « mécanique » des ressources selon un zonage, à un **système de répartition où la compétition entre les territoires est la norme.**

### *Des politiques en chantier*

La **Politique Agricole Commune (PAC)** connaît et connaîtra des transformations importantes. L'évolution actuelle consiste principalement dans le **passage d'une politique de production à une politique de revenu** : alors que le système assurait le prix des denrées, et incitait donc à la production, le système actuel assure le revenu des producteurs par le biais d'aides directes. Ces aides sont également soumises au respect de normes en matière d'environnement : c'est l'**éco-conditionnalité**. Un bilan de la PAC est prévu pour 2008, et une **réforme d'envergure devrait voir le jour à l'horizon 2013** : quels en seront les effets sur l'agriculture du Languedoc Roussillon ?

La **politique économique européenne** a pris un tournant important avec la stratégie de Lisbonne : l'Union construit désormais une politique visant à stimuler et accélérer l'entrée des territoires dans **la société de la connaissance**. Elle oriente donc ses financements en direction des grands projets des Régions autour de cet enjeu.

En même temps, la conférence de Göteborg a posé **le développement durable comme principe d'action** des politiques européennes.

Enfin, les politiques européennes sont de plus en plus orientées **vers la qualification et l'amélioration de l'accès au marché du travail** pour les catégories défavorisées (jeunes, immigrés, femmes) par le biais du FSE, Fonds Social Européen.

### *Les Régions européennes divisées*

**Face à ces évolutions, les Régions d'Europe apparaissent divisées.** Les Régions disposant de compétences législatives ont tendance à vouloir se démarquer des Régions moins puissantes, comme les Régions françaises. Elles se sont regroupées au sein de l'association REGLEG (« les régions à pouvoirs législatifs de l'Union Européenne ») et demandent leur implication dans la formulation de la législation européenne. Dès lors, l'intérêt régional, et notamment celui des régions plus faibles, est défendu par l'Assemblée des Régions Européennes, en perte d'influence depuis les années 90.

Ainsi, sans collaboration, **sans front uni, il semble difficile d'influencer les instances européennes quant au sort des Régions d'une part, et à l'agenda politique d'autre part.** Un des grands dangers futurs est donc que la division entre Régions « fortes » et Régions « faibles » ne s'exacerbe. On rejoint ici l'enjeu d'une inflexion régionale de la décentralisation, qui permettrait aux Régions françaises de changer de registre politique, et qui annoncerait donc un tournant dans les relations des Régions européennes.

Hôtel de Région  
201 avenue de la Pompignane - 34064 Montpellier cedex 2  
Tél. 04 67 22 80 00  
[www.laregion.fr](http://www.laregion.fr)

